

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Dans ce numéro

UN SOIXANTENAIRE

LE PREMIER MAI 1892

par **M. Dommanget**

ITALIE : Trieste, élections, unification socialiste, « Risorgimento Socialista », réforme agraire.

par **A. Rosmer**

**UNE ETAPE DE LA VIE DE
SIMONE WEIL**

par **U. Thevenon**

VIVE LA PRODUCTIVITÉ !

par **J. Fontaine**

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 400 fr.
Un an 700 fr.

EXTERIEUR

Six mois 480 fr.
Un an 850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)

Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS

notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 61 - Mai 1952

Un soixantenaire : le 1 ^{er} Mai 1892 .. .	M. DOMMANGET
Une étape de la vie de Simone Weil .. .	U. THEVENON
Vive la productivité ! .. .	J. PONTAINE
Le martyrologe des peuples soumis à la domination française.	
Le Carnet du Sauvage	
Pauvre grandeur française ! — « La sève ne circule plus ». — La querelle Bouët- Cornec .. .	P. MONATTE
A travers le monde	
ITALIE : Trieste. — Elections : blocs et apparemment. — Unification socialiste. — « Risorgimento Socialista ». — La réforme agraire .. .	A. ROSMER
Parmi nos lettres	
Une lettre de la Fédération Syndicaliste des P.T.T.	
Notes d'économie et de politique	
Choses d'Amérique : la campagne ou la ville ? — Taft ou Eisenhower ? — Cau- ses d'une « variation » .. .	R. LOUZON
La renaissance du syndicalisme	
Nouvelle jeunesse de la métallurgie P.O. ? Petit complément à « Force Ouvrière » du 10 avril .. .	M. CHAUSSE
Le conflit de l'acier .. .	G. WALUSINSKI
La tendance Ecole Emancipée au Syndicat des Instituteurs.	H. WILMOTTE
Petites notes	
Livres et revues	
Maman Jones .. .	P. RUFF
Charles Delescluze .. .	L. LERAY
Faits et documents	
L'expérience du père Tourne.	
La vie des cercles	
Bulletin de Zimmerwald. — Cercle Pellou- tier.	
Entre nous	

Socialisme - Histoire du mouvement ouvrier

« Un peuple qui ne lit pas est un peuple au cerveau
mort, à l'action morte ».

Marcel MARTINET.

Alfred ROSMER. — Le Mouvement ouvrier pendant la guerre. De l'Union Sacrée à Zim-
merwald — Un vol. in-8 carré de 588 p., 16 reproductions de documents (valeur 750 fr.)

*Cette histoire, écrite par un acteur de premier plan dans ces événements,
apporte une masse de données, de documents essentiels souvent peu connus,
et un tableau d'atmosphère sur une époque qui va de l'abdication à la renaissance
du mouvement révolutionnaire.*

Maurice DOMMANGET. — Auguste Blanqui à Belle-Ile (1850-1857). — Illustré, 280 p.
(Valeur 250 francs).

Récit vivant, très documenté, s'appuyant sur des textes inédits.

Rosa LUXEMBOURG. — Lettres de la prison. — 96 p. (Valeur 150 francs).

*Lettres adressées à la compagne de Karl Liebknecht. Portrait de Rosa
Luxembourg par Clara Zetkin. Appels du parti communiste allemand et de
l'Internationale communiste au lendemain de l'assassinat de Rosa
Luxembourg.*

Arturo LABRIOLA. — Au delà du Capitalisme et du Socialisme. — 288 p. (Valeur 200 fr.)

*« La fin du socialisme n'est pas la socialisation, mais l'entraînement des
classes exclues du contrôle économique à la gestion des moyens de produc-
tion. Les choses essentielles pour le socialisme sont la démocratie et la li-
berté. Le reste est matière d'expérience et de tentative. »*

4 livres neufs d'occasion d'une valeur de 1.350 francs pour 1.000 fr. (Franco de port)

NOUVEAUTES :

Louis LANOIZELEE. — Emile Guillaumin, Ecrivain et Payson. Avant-Propos d'Edouard
Poisson. Bois de Jean Lebedeff. — Une plaquette de 48 pages (dédiée par l'auteur) :
120 francs franco de port.

ADRESSER COMMANDES ET FONDS A :

Ferdinand TEULÉ, 1 bis, rue Eugène-Gibez, Paris-XV - C.C.P. 6003-86 Paris

Le Carnet du Sauvage

PAUVRE GRANDEUR FRANÇAISE !

Le général de Lattre de Tassigny aimait à dire, paraît-il, que « les faits ne sont jamais que ce qu'on en présente ». Vous ne trouvez pas que la formule est jolie ? Mais combien dangereuse par son mépris de la vérité. C'est sans doute en s'inspirant d'elle que nos gouvernements mènent leur politique internationale relative à l'Allemagne à propos de la Sarre et leur politique coloniale, à propos de l'Indochine et de l'Afrique du Nord. Malheureusement les faits sont les faits et il leur arrive de prendre leur revanche sur les falsificateurs. Les conséquences éclatent un jour ou l'autre. C'est ce qui est arrivé après 1919. La politique internationale d'alors à l'égard de l'Allemagne a préparé Hitler et la deuxième guerre mondiale. La politique internationale de 1944-45 a assuré le renforcement de Staline et risque fort de préparer la troisième guerre mondiale.

Les souvenirs sur Moscou rapportés par le général Catroux, qui fut de 1945 à 1948 ambassadeur de France en Russie, devraient bien retenir l'attention. Le *Figaro* en avait déjà publié de larges extraits. C'est ce qui m'a incité à voir le livre, « J'ai vu tomber le rideau de fer », paru dernièrement chez Hachette.

L'intérêt du livre n'est pas dans la chute du rideau de fer ; le rideau était d'ailleurs tombé avant que le général s'en soit rendu compte. Il n'est pas non plus dans ce qui nous est appris sur le régime soviétique sans soviets et sur les hommes qui l'incrivent. Il ne nous apprend rien de neuf. Cette découverte de l'Amérique est bien tardive. Par contre, il nous apprend quelque chose sur la politique étrangère des gouvernements français d'après la Libération et particulièrement ceux du général de Gaulle et de M. Bidault. La politique de la grandeur française y éclate dans toute sa splendeur et dans toute sa naïveté ou sa sottise. Politique acceptée, hélas ! par nos socialistes et nos soi-disant communistes.

Bien sûr, suivant la règle, pas plus alors qu'aujourd'hui, l'opinion publique n'avait le droit d'être informée. On fait une certaine politique, mais on la voile prudemment derrière d'habiles et vagues discours. Il faut que des événements surviennent ou quelque coup de vent, pour que le voile se soulève. Il faut aussi qu'on prête attention moins aux discours qu'aux faits. Je suis assez content d'avoir trouvé confirmation dans les souvenirs du général Catroux du tableau que je traçais en mai 1946, dans ma première « Lettre d'un ancien », des revendications gouvernementales françaises sur la rive gauche du Rhin :

Que s'est-il donc passé pour que le mot d'ordre de Zimmerwald : « Paix sans annexions ni sanctions » soit remplacé par un autre qui réclame annexions et sanctions ? Il s'est passé que la Russie s'est servie à l'Est. Suivant l'image d'Emile Buré, l'Allemagne est une omelette dont on doit couper les deux bouts. La Russie l'a fait pour son compte et celui de la Pologne. A la France de prendre l'autre bout, si elle le peut.

C'est pour cela que le général de Gaulle et son ministre Bidault allèrent à Moscou. « Aidez-nous à obtenir la rive gauche du Rhin et nous vous aiderons en Pologne. » Moscou parut accepter le marché. Mais il n'avait besoin de personne pour se servir. Il avait seulement besoin qu'on ne parût pas s'en apercevoir. En fait, personne ne s'est élevé con-

tre le dépècement de l'Allemagne à l'Est. Une savante opération de chirurgie ethnique s'y poursuit encore. L'ours russe a étendu sa patte, marquée sa frontière et celle de la Pologne. Quand le petit coq Bidault a réclamé sa part à l'Ouest, l'ours a feint de ne rien voir. Le grand coq de Gaulle a alors élevé la voix, l'ours s'est contenté de grogner. Du coup, l'ancien président du gouvernement provisoire a perdu la sympathie du parti communiste français. Voilà pourquoi le parti communiste n'a rien à dire contre la revendication de la rive gauche du Rhin et le dépècement de l'Allemagne à l'Ouest ; il lui faudrait s'élever contre le dépècement à l'Est.

Tout ce que raconte l'ambassadeur Catroux confirme ce que j'avais pressenti. Même lorsqu'il rapporte l'amusante mise en boîte de Vichynski à la fin d'un grand dîner de réception où vodka, cognac, vins du Caucase et champagne soviétique avaient réchauffé l'atmosphère :

« Vers deux heures de la nuit, M. Vichynski, se levant, me tint le discours que voici : « Je vais vous présenter le toast de l'ambassadeur de France. « L'Allemagne sera cédée de la Rhénanie, la France occupera la rive gauche du Rhin. Le militarisme allemand sera détruit, etc... ». Je lui répondis aimablement que j'espérais en effet qu'avec l'aide des Alliés il en serait ainsi, puis nous nous séparâmes sur cette note de fantaisie. »

C'est en effet une fantaisiste politique internationale qu'ont suivie jusqu'ici les divers gouvernements français qui se sont succédé depuis la Libération. Funeste et sinistre politique aussi. Ils ont dû lâcher leurs visées sur la rive gauche du Rhin, mais en marchant et s'accrochant désespérément, stupidement à la Sarre. Il faudra la lâcher à son tour. Mais on aura perdu une dizaine d'années, compromis les possibilités d'en finir avec le danger allemand, gâché les chances d'une Europe viable.

Rien ne marque mieux l'aveuglement de la bourgeoisie française. Elle a beau accumuler les défaites et les désastres, elle reste cramponnée à une politique de la grandeur qui n'est plus à sa mesure.

Hélas ! la classe ouvrière, du moins les partis ou les confédérations syndicales qui prétendent parler en son nom ne montrent pas plus d'intelligence de la situation. Quand elle ne suit pas docilement la politique de la bourgeoisie elle est incapable de dégager une politique à elle, faite non pas seulement à la taille de la France de maintenant mais conforme aux intérêts des ouvriers de tous les pays, une politique humaine et libératrice. Elle reste paralysée devant le problème colonial comme devant le problème allemand, clef évidente du problème européen. Par sa faute, la France n'a pas su imiter en Indochine et en Afrique du Nord l'exemple de l'Angleterre rendant à l'Inde son indépendance.

Le général Catroux était parti à Moscou avec des illusions sur la politique de la grandeur plein ses valises. Grave erreur à l'arrivée. Forcément ses illusions ont fondu là-bas. Mais il a bourré ses valises pour le retour avec d'autres erreurs, guère moins dangereuses.

Pour lui, Staline, c'est la révolution. Le régime russe, c'est le communisme. Le danger qui menace le monde, c'est l'instauration par Staline et les stalinien du communisme partout.

Ce que c'est que de s'être frotté le museau avec une connaissance toute fraîche du marxisme, d'avoir dévoré des plotées de littérature stalinienne ! Le général Catroux aurait mieux fait de digérer ce qu'il

avait vu avec ses propres yeux et entendu de ses propres oreilles. A moins qu'il ne parte consciemment ou inconsciemment de cette idée qu'après tout le régime russe c'est assez bon pour les ouvriers et pour les paysans, et que le socialisme ou le communisme ça ne peut pas donner autre chose.

Pour quiconque se donne la peine de réfléchir un tant soit peu, il est impossible de penser que le régime où les ouvriers et les paysans sont plus malheureux et plus esclaves qu'en aucun pays soit un régime ouvrier ; que là où règne l'Etat policier le plus indifférent à la souffrance humaine on puisse parler de régime communiste ; que là où s'épanouit le nationalisme le plus ébouriffant et où la poitrine du moindre général est bardée de bout en bout de décorations de toute sorte soit le pays du pacifisme, de l'antimilitarisme et de l'internationalisme prolétarien, Staline appliquant les idées de Marx et de Lénine, allons donc ! Si Lénine revenait !... Si Marx voyait ce qu'on fait en son nom !

Pour nous, général Catroux, la Russie actuelle n'est pas le pays de la révolution, mais de la contre-révolution. Le régime russe n'incarne pas le communisme, mais un fascisme rouge, ressemblant trait pour trait avec son nationalisme, son étatisme, son culte du chef ou fascisme italien et ou nazisme. Staline n'est rien d'autre qu'un pendant russe de Mussolini et d'Hitler et il aura le même sort qu'eux.

Se tromper là-dessus, c'est jeter dans les mains de Staline de fameux atouts. C'est d'abord l'aider à rassembler autour de lui les ouvriers et les paysans russes en leur faisant croire que nous ne faisons aucune distinction entre eux et leurs exploités. C'est maintenir les ouvriers du monde entier, et particulièrement ceux de France et d'Italie, dans l'illusion que le stalinisme c'est le communisme, alors que c'en est une scandaleuse caricature.

Mauvais stratège, le général Catroux. Décidément, les ambassadeurs de la bourgeoisie, généraux ou civils ont des yeux pour ne pas voir et une tête incapable de comprendre les problèmes de leur temps. Les faits sont ce qu'ils sont. Malheur à qui veut jouer à les fausser.

« LA SEVE NE CIRCULE PLUS »

Si Michel Collinet avait vingt ans, je n'aurais pas été étonné de lire ces phrases dans son **Esprit du Syndicalisme** :

Un organe dont l'esprit meurt ne peut plus remplir une fonction active. Le syndicalisme moderne en est à ce stade où il ne représente rien en dehors d'un conservatisme étroit. S'il fut révolutionnaire, il n'en garde la manière que dans une rhétorique creuse qui ne sert à rien d'autre qu'à lui donner la moins mauvaise conscience possible. Mais son ancien arbre de vie n'est plus qu'un tronc où la sève ne circule plus. A lui nous pourrions appliquer les paroles d'Arthur Rimbaud :

« Il est d'autres arbres qu'il faut couper,

« Il est d'autres ombrages séculaires dont nous perdrons l'aimable coutume. »

Ce qu'il faut couper, c'est le vieux conservatisme plus ou moins maquillé d'une rhétorique révolutionnaire.

Mais Collinet n'a plus l'âge de Rimbaud poète. Il devrait savoir qu'un arbre est lent à pousser et qu'il ne faut le couper que lorsqu'on a besoin de son bois ou qu'il est incapable de porter feuilles et fruits. L'arbre du syndicalisme est malade peut-être ; probablement même. Il faut le soigner, des racines aux plus hautes branches. La sève circule difficilement du simple exploité syndiqué au secrétaire syndical, départementale, fédéral, confédéral. Il n'est pas difficile de trouver pourquoi. Les remèdes ne sont pas inconnus. Pourquoi ne pas les utiliser au

lieu de flanquer l'arbre par terre. Surtout pourquoi s'en prendre à l'esprit révolutionnaire quand on dit en voulant au conservatisme ?

Mais parce qu'on peut fort bien être à la fois conservateur et révolutionnaire, m'objectera Collinet. Conservateur de la formule et non de l'esprit, attaché aux mots plutôt qu'à la pensée. Possible.

J'ai peur que Collinet ne se trompe lourdement sur un point précis et que cette erreur ne l'entraîne loin. Il écrit que « tout rapport nouveau entre le capital et le travail effraye les éternels conservateurs, du côté ouvrier comme du côté patronal ». Puis-je lui opposer un argument qu'il connaît peut-être aussi bien sinon mieux que moi ? Un camarade me disait dernièrement à propos des délégués ouvriers ou patronaux retour de voyage d'études en Amérique que 90 % des délégués ouvriers souhaitaient de nouveaux rapports entre le capital et le travail, tandis qu'un nombre infime de patrons, 1 % à peine, exprimaient le même souhait. Collinet ferait bien de réfléchir à cela.

Est-ce être infidèle à l'esprit et conservateur de formules périmées, que de croire en la vieille parole de l'Internationale, fruit de l'expérience, suivant laquelle l'émancipation des travailleurs ne peut être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes ?

Pour l'amélioration de leur sort comme pour leur émancipation complète, les travailleurs n'ont à compter que sur eux-mêmes. Non sur les autres classes, ni sur les intellectuels et les politiques. Ils ont même le devoir de veiller ferme à chaque tentative révolutionnaire pour que le bénéfice ne leur en soit pas volé. Au fond, c'était là l'essentiel de la pensée syndicaliste.

Les travailleurs ont failli dans une certaine mesure. Ils ont compté que d'autres feraient le travail à leur place. Ils ont, par fatigue, par timidité, par manque de grand espoir, laissé le réformisme ramener la collaboration de classe après la guerre de 1914-1918 et après celle de 1939-1944. Ils ont laissé le mensonge du socialisme révisé en Russie s'accréditer dans leurs rangs par manque de jugeotte et par besoin de croire au paradis facile.

La sève ne circule plus dans l'arbre ? Elle circule plus lentement. Faute de soins aux racines, faute d'échenillage du tronc, faute d'ébranchage de ce qui est mort ou malade. Pourtant il reste pas mal de camarades qui ont le souci de ces divers soins. Que ne vient-on les aider ? Nous ne faisons pas autre chose depuis cinquante ans, réussissant parfois, échouant le plus souvent, ne nous décourageant jamais.

La classe ouvrière, comme tous les milieux, sera capable d'être dans la mesure où elle sera riche de militants clairvoyants et agissants qui ne penseront pas qu'à cette seule chose : sortir de la classe ouvrière, la quitter pour grimper dans la bourgeoisie. Sous une forme ou sous une autre, les minorités agissantes ont toujours à jouer le rôle essentiel. D'autres appellent ça les élites. Le nom ne fait rien à l'affaire. Mais on ne se bat que lorsqu'on est animé par une grande idée.

A propos du Cercle Pelloutier, certains ont dit : Encore une Académie ! Ceux-là sont pour l'action. Ou le disent. Le malheur, c'est que souvent, au moment où il s'agissait d'agir et de se battre, nous ne les avons pas trouvés.

Qu'on ne veuille pas perdre de temps à l'examen des problèmes pratiques et théoriques actuels, ça ne vous donne tout de même pas le droit de le prendre de trop haut.

D'autres vous disent : C'est dans les usines qu'il faut travailler. Voyez le Cartel des métaux parisiens. Nous le voyons. Nous ferons le possible pour l'aider, le soutenir ; nos camarades des métaux seront certainement dans ses rangs. Mais ce n'est sûrement pas notre faute si les métaux parisiens n'ont

jamais réussi à se donner une organisation solide et vigoureuse.

Enfin, quelques-uns s'étonnent que nous n'ayons pas poussé à la constitution d'une minorité révolutionnaire dans F.O. A chacun sa tâche. Nous croyons cependant avoir été des premiers à saluer, et dès le premier moment, la déclaration d'Angers. Nous avons espéré un moment que le redressement de F.O. partirait de là. Nous ne sommes responsables dans aucune mesure de cet avortement.

Aujourd'hui, dans la lutte engagée contre Villiers et le Bedes, nous regardons avec curiosité qui aide Lapeyre qui fait écho à la déclaration du Cercle Pelloutier, qui se tait, qui cherche la diversion, qui se met du côté ennemi. Une bonne pierre de touche que cette affaire. C'est là qu'on verra peut-être avec qui il est possible de travailler, en dépit des étiquettes de tendances, pour un mouvement sain et vigoureux.

Non, Collinet, l'esprit syndicaliste n'est pas mort ni en train de mourir. Il est peut-être, au contraire, en train de reprendre son élan. Je crois bien que la sève remonte dans le vieil arbre.

LA QUERELLE BOUËT-CORNEC

Ça me dérange de donner mon avis sur l'échange d'aménités qui s'est produit entre Bouët et Cornec dans les colonnes de « l'École Emancipée ».

Par delà les incompatibilités de tempérament, un problème de tactique syndicale les oppose. Et c'est précisément ce problème qu'on oublie, qu'on noie ou qu'on ne met pas au tout premier plan. Je connais les deux hommes et leurs deux milieux depuis longtemps. C'est Bouët en personne qui m'a confié en 1919 le mandat du syndicat des instituteurs du Finistère pour aller au Congrès confédéral de Lyon. Mon propre syndicat, les Correcteurs parisiens, marchait alors avec Jouhaux et le jusqu'aboutisme. Bouët m'a même dit : « Le mandat du Finistère t'ira comme un gant. » C'est en son nom que j'ai exposé au premier congrès confédéral de la première après-guerre le point de vue de la minorité.

J'ai fait alors la connaissance de Jean Cornec. Sa femme, Josette, m'était moins inconnue ; elle avait été abonnée à « Pages Libres » sous son nom de jeune institutrice. Au lendemain du congrès, quelque porte-plume de la majorité, Eugène Morel je crois, écrit que j'avais abondamment parlé au nom d'une demi-douzaine ou d'une douzaine de syndiqués. Rassure-toi, me répondit Cornec. Nous ne sommes pas un vieux syndicat d'instituteurs, mais nous avons la centaine d'adhérents, ce qui n'est pas si mal pour un syndicat d'instituteurs en pays breton, et nous espérons bien doubler et même tripler nos effectifs actuels. Les militants de ce syndicat firent mieux que les tripler ; je dis les militants, car il y avait avec les Cornec une bonne équipe au départ.

Le syndicat du Finistère eut tout de suite la volonté d'être un syndicat nombreux, pour ne pas dire un syndicat de masse. Ce dernier mot me chatouille désagréablement. Pourtant l'expression est devenue courante. Après tout, faute d'autre, pourquoi ne pas l'utiliser ? Le syndicat de Maine-et-Loire, au contraire, a eu comme la volonté d'être un syndicat d'affinité. Différence de milieu. Le Maine-et-Loire est plus chouan que le Finistère. Différence de caractères aussi. Il m'est arrivé maintes fois d'être en désaccord avec les Cornec jamais les liens d'amitié entre nous ne se sont relâchés. On a discuté, voilà tout. Comme jusqu'à sa mort, avec « la Grande », Marie Guillot. En désaccord avec les Bouët, il n'en a pas été tout à fait de même.

Mais les différences de tempérament ou de caractère sont secondaires dans l'affaire. Du jour où les Amicales d'instituteurs se transformaient en syndicats, le problème de la fusion ou de la concurrence

se posait avec exigence devant les premiers syndicats. L'histoire a tranché, le syndicat de masse l'a emporté sur le syndicat d'affinité ou d'opinion révolutionnaire. En quelques années, il a fallu se décider. Morceau par morceau, des syndicats d'opinion ont rallié les syndicats de masse, jusqu'au moment où le dernier carré de la Fédération unitaire a accepté la fusion dans le Syndicat national. La fusion avait ses avantages ; elle avait aussi ses inconvénients. Au nom du corporatisme n'allait-on pas faire fi de tout le reste ? N'allait-on pas céder aux pratiques de compromission avec l'Administration ? N'allait-on pas se couper du mouvement ouvrier ?

Dans beaucoup de cas, dès la fusion, les militants des anciens syndicats d'opinion ont pris l'ascendant dans le syndicat de masse. Dans d'autres, ils ont eu l'impression d'être noyés dans une masse hostile. Compliquant encore la situation, les querelles entre stalinien et oppositionnels ont avivé souvent le regret de la fusion.

Il y avait un pas à sauter. Il a été sauté plus ou moins tôt. Aujourd'hui, tout le monde l'a sauté. Il est possible que certains aient subi trop vite l'emprise de la nouvelle maison plutôt que d'en influencer l'atmosphère. Il est non moins possible que d'autres aient trop renâclé à venir. Les querelles d'hier sont périmées. Il y a aujourd'hui un problème nouveau. Il y en a même plusieurs.

Le Syndicat national des instituteurs a décidé son autonomie en 1948. Peut-on comprendre en 1952 qu'on lui reproche d'avoir par ce geste trahi le syndicalisme universitaire ? Parler de trahison à tout propos est une sottise. Ce mot est alors usé quand il s'agit d'une véritable trahison. Même ceux qui en 1948 ont pu penser cela ne peuvent plus le penser aujourd'hui.

Le véritable problème pour les instituteurs restés fidèles à l'esprit révolutionnaire, pour Bouët comme pour Cornec, pour les divers militants instituteurs qui ne confondent pas le stalinisme avec la révolution et le communisme, et d'eux je n'écarte pas Aigueperse et Forestier, c'est de ne pas se replier uniquement sur les problèmes corporatifs, de ne pas faire une lutte revendicative égoïste, de reprendre la vieille préoccupation initiale de l'école adoptée aux besoins de la classe ouvrière, de contribuer à nous donner des générations d'ouvriers et de paysans à l'esprit plus ouvert que leurs pères et non plus bêtes de mener contre le totalitarisme une lutte encore plus décidée.

Mais c'est ce que se propose la tendance de « l'École Emancipée », me diront quelques-uns de ses partisans.

C'est peut-être ce qu'elle se propose, mais elle le fait incomplètement, elle le fait mal. Elle se lie si étroitement avec les trotskistes stalinisants qu'elle se confond souvent avec eux. En 1946, quand c'était un militant de l'École Emancipée qui nous disait en leur nom à tous ne pouvoir accepter le rappel à la tradition de 1906 de l'indépendance syndicale ni mettre sur le même pied l'impérialisme américain et l'impérialisme stalinien. Dernièrement encore, avant la conférence de « l'Unité » quand Valière, Issartel et Féraud signaient un texte en compagnie de Lambert, l'exemplaire le plus typique du trotskiste stalinisant.

Un camarade de leur tendance me disait en 1946 : Ça m'étonne de Valière. Ça ne peut pas être son propre point de vue. Il a dû se croire lié par la discipline de fraction.

C'est possible après tout. Mais que Valière, Bouët et leurs camarades permettent à quelqu'un qui a été content de collaborer à « l'École Emancipée » pendant la guerre de 14-18, et même après, qu'il y a mieux que la discipline de fraction, c'est la compréhension des autres courants révolutionnaires et la fraternité avec eux.

Pierre MONATTE.

A TRAVERS LE MONDE

Italie

TRIESTE

Si l'on en croit les affiches, les démonstrations italiennes qui ont eu lieu récemment à Trieste et la répression assez brutale à laquelle elles se sont heurtées ont mis sur pied toute l'Italie. Chaque parti à la sienne, des démocrates chrétiens aux monarchistes, néo-fascistes et stalinien, et c'est à qui revendiquera Trieste avec le plus de chaleur ; les démocrates chrétiens s'engagent à défendre le droit sacro-saint de Trieste « italianissime » ; les stalinien, qui, jusqu'à la rupture de Tito avec Moscou, voulaient Trieste à la Yougoslavie, trouvent dans l'affaire une nouvelle occasion de dénoncer l'Amérique et les Américains ; Trieste est victime du pacte Atlantique.

Il n'y a pas que les affiches ; de bruyantes manifestations se sont déroulées dans plusieurs villes, à Rome entre autres. Mais ce n'était pas aussi sérieux que l'apparence pouvait le laisser supposer : pour une bonne part, chahuts d'étudiants de signification et de portée politique limitée. Mais il n'en reste pas moins que la question de Trieste a surgi de nouveau, avec tous les risques qu'elle comporte ; qu'au lieu de s'acheminer vers un règlement amiable, consacrant l'accord entre les deux peuples directement intéressés et leur volonté de vivre désormais en bons voisins, les anciennes querelles se raniment et les vieux antagonismes, avec leur vocabulaire de récriminations et d'injures, s'affirment comme aux plus mauvais jours. On parle d'Europe, de Conseil de l'Europe, de Fédération européenne et on est incapable de résoudre le problème posé par un territoire minuscule, pas même un million de kilomètres carrés.

Les traités de paix imposés par des coalitions laissent subsister, ou même créent, de ces situations explosives. Lorsque les intérêts des Alliés s'opposent trop complètement — la Russie était alors partie aux négociations — leurs représentants bâclent des compromis, adoptent des solutions provisoires. Ce fut le cas pour Trieste. L'Italie avait reçu Trieste et l'Istrie pour sa participation à la première guerre mondiale contre l'Autriche. En 1939, l'Italie avait, une fois encore, changé de camp. La province délivrée, occupée par les Allemands, fut libérée, de l'Ouest, par les Anglo-Américains, de l'Est par les Yougoslaves. En vertu d'une stipulation du traité de paix, la partie de la péninsule non répartie entre Italiens et Yougoslaves, c'est-à-dire Trieste, la ville, le port, et une étroite bande de terre, formerait un territoire libre qui serait administré par un gouverneur nommé par l'O.N.U. Provisoirement, les régions libérées par les Alliés resteraient occupées par eux. On eut ainsi deux zones, la zone A, comprenant Trieste, allait aux Anglo-Américains qui y maintenaient dix mille hommes de troupe ; la zone B, deux fois et demie plus étendue, mais n'ayant qu'une population globale de 73.000 habitants, était pour les Yougoslaves.

Tel était le statut provisoire auquel les négociateurs s'étaient arrêtés : l'Italie avait été ennemie et on voulait la traiter comme telle, mais en tenant compte que le gouvernement fasciste qui l'avait entraînée dans la guerre s'était effondré. Ce provisoire a duré, dure encore, l'O.N.U. n'a pu même réussir à trouver le gouverneur prévu. Les

deux zones, avec leurs administrateurs militaires et troupes d'occupation, sont devenues de plus en plus deux pays distincts, coupés par la « Cortina di Velluto », rideau qui, pour être de velours, n'en marque pas moins une vraie frontière avec tous les désagréments, complications, dangers que ces sortes de barrières comportent ; passeports et visites douanières ; la monnaie est, d'un côté, la lira ; de l'autre, le dinar.

Le provisoire subsiste donc, mais il subit les contre-coups des changements qui se produisent dans les relations internationales. Le 20 mars 1948, à la veille des élections générales en Italie, l'Angleterre, les Etats-Unis et la France, désireux d'apporter une aide au gouvernement de Gasperi dans sa lutte difficile contre le stalinisme, publièrent conjointement une déclaration disant en substance que le régime prévu par le traité s'étant révélé impraticable, il conviendrait de restituer à l'Italie le territoire libre tout entier. Il ne pouvait s'agir que d'une recommandation, le Conseil de sécurité de l'O.N.U. étant seul qualifié pour décider ; mais pour les Italiens c'est un engagement que les signataires de la déclaration doivent tenir. Seulement ceux-ci se sont trouvés bien embarrassés quand, trois mois à peine s'étant écoulés, Tito rompait avec Moscou. Ils ne purent désormais qu'inviter les deux gouvernements à chercher une solution par des négociations directes. Tout ce qui fut tenté en ce sens est demeuré sans résultat. Aujourd'hui, pressés par l'Italie, et alors que des problèmes plus importants les assaillent, Américains, Anglais et Français doivent s'efforcer de trouver un arrangement qui donne quelque satisfaction à l'Italie sans irriter les Yougoslaves, car ceux-ci ne manquent pas de rappeler que l'Italie était l'alliée d'Hitler, soutint les Quisling de Croatie, et que si on acceptait sa revendication sur Trieste, elle en présenterait d'autres demain ; sa volonté d'hégémonie dans l'Adriatique fut révélée par les conditions qu'elle fit insérer dans le Pacte de Londres, en mai 1915 — prix de son entrée dans la guerre ; et les déclamations sur la « victoire mutilée » qui fournirent un des premiers thèmes de la propagande fasciste pourraient fort bien se reproduire. En tout cas, la question ne saurait être réglée sans eux.

Peut-être parce qu'il prévoyait l'orage, Tito avait proposé, récemment, une solution : le territoire libre subsisterait tel qu'il avait été délimité, et le gouverneur que l'O.N.U. n'avait pu trouver serait, alternativement, Italien ou Yougoslave, pour une période de trois ans. Les Italiens l'ont repoussée ; impraticable, ont-ils dit. C'est possible, mais ce qui est sûr, c'est que, sans accord entre les deux peuples, il n'y a pas de solution équitable ni durable. Wickham Steed, longtemps correspondant du *Times* dans ces régions, l'a rappelé avec insistance : l'intérêt des deux pays serait servi par la concorde et la coopération. Autrement, le problème est insoluble, parce que si les Italiens forment maintenant la majorité de la population des villes, tout l'environnement est slovène ; les villes sont comme des îles dans une mer slovène.

ELECTIONS : BLOCS ET APPARENTEMENT

Mais la période présente est aussi peu favorable que possible à un arrangement de cette sorte. Des élections municipales — on les appelle ici « administratives » — auront lieu le 25 mai pour le

renouvellement d'un tiers des conseils, ceux de la région méridionale jusqu'à Rome, et y compris Rome. Les discussions et négociations qu'elles provoquent sont engagées depuis des semaines ; stalinien et néo-fascistes trouvent un terrain de choix dans cette partie du territoire où, hors les grandes villes : Rome, Naples, Bari et Foggia, vit une population misérable et arriérée — celle que Carlo Levi a dépeinte dans « Le Christ s'est arrêté à Empoli » — dans d'incroyables conditions de primitivité. Les polémiques sont déjà très vives, et tout ce qui apparaîtrait comme une concession aux Yougoslaves serait aussitôt saisi par le chauvinisme, parallèle et rival, des staliniens et des néo-fascistes.

Les premiers se livrent à un racolage intensif dans toutes les couches de la population, même parmi les débris politiques de l'époque pré-fasciste ; Orlando s'est dérobé mais ils ont repêché Nititi, qui sera leur tête de liste à Rome. Ils agissent selon des instructions que Togliatti a ainsi formulées : « Le contact avec nous peut revêtir diverses formes. Il n'a pas même à prendre l'aspect d'une alliance directe. Nous admettons très volontiers qu'il y a des amis de nos alliés qui, pour le moment, n'osent pas dire qu'ils sont aussi nos alliés... Des accords, même à court terme, ne doivent pas être négligés. »

Pour se défendre contre ces camouflages, démocrates chrétiens, républicains, libéraux et socialistes récemment unifiés ont cherché les bases d'un accord leur permettant d'aller à la bataille ensemble, chacun gardant son identité et son programme. Négociations difficiles qui, pour aboutir, ont dû surmonter des obstacles variés, notamment ceux dressés par l'Action catholique. Détenant le pouvoir avec Gasperi, sans interruption depuis 1945, on penserait que les catholiques sont pleinement satisfaits. Ce n'est cependant pas le cas. La politique de l'Église catholique est toujours plus subtile, plus compliquée et plus exigeante qu'on ne l'imagine. Pour elle, la Démocratie chrétienne est avant tout un parti politique, qu'elle peut, à l'occasion, désavouer, et même laisser tomber. Son organisation véritable, c'est l'Action catholique, solidement incrustée dans le pays par des milliers de comités locaux, dont les interventions dans la vie politique sont généralement discrètes, mais pas toujours, et, récemment, l'homme qui la dirige, Luigi Gedda, mena ouvertement campagne contre le président du conseil : Gasperi était trop démocrate, faisait trop de concessions aux républicains et aux libéraux ; le moment était venu de chercher d'autres soutiens, du côté monarchiste, et même néo-fasciste.

Mais c'était trop demander ; si puissante qu'elle se sente, l'Action catholique dut renoncer, pour le présent, à imposer ce « tournant » aux démocrates chrétiens ; elle battit en retraite sous des commentaires assez durs. Le *Corriere della Sera*, qui reprend tant bien que mal la place éminente qu'il occupait jadis dans la presse italienne, écrivit à ce propos : « La rupture de la Démocratie chrétienne avec les monarchistes a écarté le péril de la formation d'un bloc réactionnaire. En l'acceptant, la Démocratie chrétienne se serait discréditée... Elle a montré son indépendance vis-à-vis de l'Action catholique et c'est un fait de grande signification que le journal de l'Action catholique ait commenté l'événement avec faveur. Les rapports entre l'Action catholique et la Démocratie chrétienne sont, comme chacun le sait, très complexes. La Démocratie chrétienne a dissipé l'équivoque que pour défendre la liberté il faut commencer par y renoncer. »

Tandis que l'Action catholique penche vers les monarchistes, critique Gasperi comme trop dé-

mocrate, des catholiques ne se satisfont pas d'aider les staliniens du dehors, en fidèles compagnons de route, mais sont membres actifs du parti communiste. Une brève communication aux journaux vient de révéler que, cinq d'entre eux, dirigeants d'une fraction de « gauche chrétienne », ont démissionné il y a un an, mais que, pour des raisons pas très claires, leur démission n'était rendue publique qu'aujourd'hui. Comme l'*Unità*, pour atténuer l'importance de leur défection, avait affirmé qu'il s'agissait simplement de la renonciation banale à l'activité politique, les cinq ont déclaré que la raison de leur rupture était une « divergence essentielle avec les principes marxistes ». Où avaient-ils jamais vu du marxisme dans l'acrobatie stalinienne ? Combien de catholiques étaient ou sont encore membres du P.C.I. ? On ne peut que s'étonner d'avoir à poser de telles questions.

UNIFICATION SOCIALISTE

Le rassemblement dans un même parti des divers groupes et partis socialistes qui s'étaient détachés successivement des staliniens et des stalinisants de Nenni n'était pas tâche facile. Aussi attendait-on avec intérêt et curiosité le premier congrès du parti unifié qui devait se réunir à Bologne. Sur le parti, ses tendances, les travaux et décisions du congrès, le compte rendu de Tristano Codignola paru dans le numéro de février de la revue florentine *Il Ponte* donne toutes les précisions désirables. La composition même du parti faisait prévoir la formation d'un centre, avec Saragat comme modérateur, imposant facilement sa direction. « Qu'il en soit allé tout à fait autrement révèle, entre autres choses, un fait vraiment singulier : l'ignorance, chez les leaders, de l'état d'esprit et de l'orientation de la base du parti. » Qu'on ait assisté, à Bologne, à une « rébellion démocratique » paraît hors de doute. Le parti a senti profondément la nécessité d'une « rechange » de son équipe dirigeante ; cela s'est manifesté soit par l'irrespect manifesté à l'égard des « idoles » traditionnelles, soit dans la décision des délégués de batailler sur toutes les questions de procédure relatives à la structure du parti : la proportionnelle adoptée pour toutes les instances du parti, la non-acceptation du quorum (qui aurait limité l'entrée des minorités dans la direction), le vote accordé aux jeunes de 18 à 21 ans, la limitation du rôle des parlementaires dans la direction du parti, et autres dispositions du même genre exprimaient, « sous une forme statutaire et réglementaire, une exigence diffuse dans le parti de briser les clientèles personnelles, de sortir de l'étroitesse de groupe pour fonder un parti moderne, s'attaquant aux grandes questions politiques ». Plusieurs positions politiques fondamentales de gauche ont été adoptées à des majorités de 60 à 70 pour cent.

La première spécifiait que la tâche du socialisme en Italie était de « rompre la rigide et stérile opposition des deux blocs ». Cela ne veut pas dire qu'on nie l'existence d'un problème de défense de la démocratie, mais qu'il faut tendre à la « formation d'une opposition politique assez forte pour résister, indépendamment des kominformistes, et sans eux, à la pression démocratienne ».

La question syndicale a été l'objet d'un débat approfondi. En conséquence des diverses scissions, chaque mouvement syndical se trouve lié à un parti politique, bien qu'il se prétende indépendant. Le congrès fut d'accord pour « renoncer à cette tradition hypocrite et reconnaître que :

1) l'instrument naturel de pénétration des idées socialistes de renouvellement et de démocratie dans les masses ouvrières et paysannes est le syndicat ;

2) le syndicat doit être sans-parti, mais il ne peut être apolitique parce qu'il est lui-même en réalité un des moyens les plus efficaces de la lutte politique du prolétariat ;

3) c'est justement cette réalité qui oblige la C.G.I.L. (stalinienne) et la C.I.S.L. (chrétienne) à devenir de plus en plus, l'une communiste, l'autre cléricale ; la politique syndicale ne peut contredire la politique du parti ;

4) aider à la constitution d'un syndicat socialiste ne signifie pas introduire un nouvel élément de division au sein du monde ouvrier, mais renforcer le rôle même de progrès et de développement que le socialisme s'assigne sur le plan politique. L'unité de lutte des travailleurs devient l'objet fondamental du syndicat socialiste, non sur le plan de l'organisation, où il est actuellement irréalisable, mais sur le plan de l'action concrète. »

La politique internationale fournit un autre débat important dont il est possible de résumer ainsi l'essentiel : « Le « neutralisme » dont on parle dans divers secteurs socialistes n'a pas de sens dans la situation actuelle de rapport des forces : un « neutralisme armé » est une affirmation risible ; un « neutralisme désarmé et garanti » n'est pas réalisable. Il n'y a donc, en fait, qu'une voie pour reprendre progressivement — sans rompre la solidarité des pays démocratiques mais sans se réduire au rang de colonie américaine — une indiscutable autonomie politique : c'est la fédération européenne. »

Que le parti unifié doive avoir une existence pluri-mouvementée, cela ne saurait faire doute. Il a, dans son sein, un certain nombre de poids lourds qui se soumettront difficilement au nouveau régime que la jeune majorité qui s'est affirmée au congrès a fait triompher et entend défendre. L'accord conclu avec les trois partis démocrates pour les élections a déjà provoqué de sérieux remous.

« RISORGIMENTO SOCIALISTA »

C'est le titre de l'hebdomadaire que dirigent Valdo Magnani et Aldo Cucchi, ces deux membres éminents du parti communiste dont la démission, il y a quinze mois, eut un certain retentissement. Qu'avaient-ils fait depuis et où en étaient-ils aujourd'hui ? Hors d'Italie, on n'en savait pas grand-chose.

Ils ont cependant été très actifs. Ils ont mis sur pied une organisation, le « Movimento Lavoratori Italiani », qui a des sections dans tous les centres importants du pays : ils l'ont doté de l'hebdomadaire il y a un an, et, sous le titre *Crisi di una generazione* ils viennent de publier aux Editions de La Nuova Italia (Florence, 400 lire) un livre qui nous renseigne abondamment sur leur mouvement et sur leurs idées, mais qui est plus intéressant encore parce qu'il permet, par les données biographiques et historiques qu'il apporte, d'étendre leur cas à celui de toute une génération, celle qui avait dix ans quand le fascisme s'imposa en Italie, et qui dut se former et chercher sa voie sous le régime mussolinien.

Amis d'enfance, Magnani et Cucchi ont suivi des voies toujours parallèles. Ils naquirent tous deux à Reggio Emilia, en 1912 et 1911, étudièrent à l'université de Bologne, l'un l'économie politique et la philosophie, l'autre la médecine ; reçurent la médaille d'or réservée aux partisans ; furent élus députés sur la liste du front démocratique populaire en avril 1949 pour la circonscription de Bologne ; démissionnèrent du parti communiste en janvier 1951.

A Reggio, parents et amis conseillèrent la prudence : on connaît le sort de ceux qui critiquent le régime, « Travaille, et quand tu auras fini tes études, tu trouveras un poste. » Mais à Bologne, on échappait à l'atmosphère de peur. Les étudiants ressentaient l'oppression intellectuelle du régime ; des groupes se formaient ; on ne critiquait pas directement mais on maintenait, dans les discussions, les traditions de liberté de pensée et de libre recherche. Il était possible aux étudiants de parler librement entre eux, de dire leur dégoût d'un régime policier, de mensonge et de bluff.

Puis les groupes se dispersaient quand se posait le problème de vivre, de travailler, fonder une famille. L'Eglise catholique fut, pour un temps et pour certains, un refuge. Pour beaucoup d'autres, seulement une fuite du fascisme. « Pour nous, une voie fermée. » La littérature fut aussi un refuge pour quelques-uns, ou les études scientifiques, préservant une orientation positiviste, sans se laisser impressionner par la rhétorique fasciste. Les ralliés étaient naturellement les plus nombreux, certains de bonne foi, la plupart par opportunisme.

« Décisif fut pour nous le contact avec les ouvriers et avec les paysans » La bourgeoisie applaudissait ou se lamentait, mais conseillait aux jeunes l'accommodement. Les ouvriers souffraient et s'efforçaient de faire entendre leur protestation. « Une demi-heure de conversation avec un ouvrier valait mieux, pour nous, qu'une année de discussion avec les « sages » de la vie politique préfasciste... Entrer dans un logis ouvrier c'était pénétrer dans un monde ignoré des journaux, des discours, de toute la vie publique. » Plus d'une fois éclatèrent des manifestations spontanées, trop faibles et vite dispersées ; mais elles se répétaient. Des femmes criaient : « Du pain pour nos enfants ou la tête de Mussolini. » Les institutions d'assistance traitaient la misère des travailleurs avec un paternalisme plus offensant que celui de l'Eglise.

« Fils de la tradition démocratique et socialiste », ils n'allèrent pas au communisme par l'étude des doctrines. Cependant il n'était pas impossible aux étudiants de trouver les thèses fondamentales du marxisme. Les œuvres de Marx et d'Engels étaient dans les bibliothèques ; aussi celles d'Antonio Labriola. Dans Croce, « continuant une tradition libérale insérée dans une vision philosophique de l'histoire et de la vie, nous ne pouvions alors trouver un instrument critique. Mais son historicisme, généralement connu de nous, nous avait préparés à ce mode rationnel de compréhension de l'histoire qui est un acheminement vers le socialisme ».

La politique libérale n'existait plus ; il n'y avait que la lutte bestiale du fascisme contre les ouvriers. « Notre terre émilienne frémissait encore des luttes séculaires entre une bourgeoisie agraire féroce et des paysans sans terre. » Alors ils questionnent : « Pourquoi le socialisme a-t-il été vaincu ?... Dans cette région de l'Italie, il était resté provincial... Il n'avait pas su réagir par la violence à la violence adverse ; à leurs yeux s'offrait le spectacle d'« assassins d'hier pleins de grades et de privilèges... Il était facile alors d'accepter la dictature du prolétariat pour le temps nécessaire pour réduire une classe qui ne veut pas renoncer à ses privilèges. »

On trouverait encore beaucoup à glaner dans les deux autres parties du livre : la guerre et l'après-guerre ; mais ce seraient des choses mieux connues, moins originales, pas très différentes de ce qui s'est passé ailleurs. Un chapitre est instructif : « Le parti au service de l'U.R.S.S. » C'est ce que Magnani et Cucchi n'ont pu admettre ; c'est ce qu'ils ont dit pour expliquer et justifier leur démission ; et c'est pourquoi, dans leur lutte contre

le stalinisme ils mettent l'accent sur l'indépendance et la démocratie. « La lutte pour le socialisme, écrivent-ils, passe aujourd'hui à travers la lutte pour la démocratie et pour l'indépendance des peuples. L'égalité de droits entre les Etats, la condamnation de toute hégémonie, sont les principes irremplaçables d'une internationale socialiste. »

Ces mêmes préoccupations les conduisent à préserver rigoureusement l'indépendance de leur mouvement et, dans la pratique, dans la bataille électorale présente, à condamner toute alliance, tout accord avec les autres partis. Ils sont convaincus que c'est en se maintenant sur cette base qu'il sera possible d'arracher les ouvriers et les intellectuels au stalinisme : le socialisme ne doit pas compromettre ses perspectives politiques dans des combinaisons électorales qui l'éloignent des ouvriers.

LA REFORME AGRAIRE :

LES CAFONI DE FONTAMARA REÇOIVENT LES TERRES DU PRINCE

Pressé par la nécessité — surplus de population et chômage — le gouvernement a dû commencer à appliquer une réforme agraire qui risquait de rester sur le papier. Les propriétaires d'immenses domaines ne peuvent se résoudre à se voir expropriés, à admettre que ces fermiers et métayers que leurs familles exploitent depuis toujours vont s'installer sur leurs terres, en propriétaires. Ils ont employé tous les moyens pour empêcher, ou pour retarder cette opération douloureuse, réussissant à freiner l'application de mesures qui les déposaient — mais les indemnisent largement. On apprend donc désormais, de temps à autre, qu'un de ces domaines seigneuriaux vient d'être réparti entre les paysans. Au début d'avril dernier, celui qui fut ainsi distribué était deux fois historique : il appartenait à la famille Torlonia, occupait, sur un versant des Apennins, ce qui avait été autrefois le lac Fucino, et Ignazio Silone lui avait donné une actualité nouvelle en écrivant *Fontamara*, qui décrivait les misères de la vie d'un groupe de travailleurs de ce domaine du temps du fascisme.

Le fonctionnaire qui dirigeait cette redistribution des terres donnait de sages conseils aux nouveaux propriétaires : les parcelles qu'ils reçoivent n'ont parfois guère plus d'un hectare ; ils devront former des coopératives pour utiliser en commun le matériel agricole mis à leur disposition, et pour vendre leurs produits.

A Grosseto, en Toscane, une cérémonie analogue a revêtu une certaine solennité. Le président du conseil était venu de Rome pour procéder à la distribution. Ce fut l'occasion de dresser le bilan, actuel, de la réforme. En deux années 44.256 hectares ont été répartis entre 9.178 paysans. Les bénéficiaires ont trente ans pour se libérer, par versements annuels. Ils reçoivent une aide, indispensable, de l'Etat, en matériel et engrais. La réforme est financée par un fonds spécial auquel l'Amérique a apporté sa contribution.

Mais ces opérations ne se déroulent pas toujours dans les fanfares et l'éloquence ministérielle. Un mois avant la cérémonie de Grosseto, à Villa Litterno, il avait fallu appeler en hâte un détachement de carabinieri pour dégager la mairie assiégée par les villageois. La répartition avait été faite de telle sorte que certaines parcelles n'avaient qu'un tiers d'hectare tandis que de nouveaux venus auraient été favorisés. Sottise de l'administration — qui, peut-être, sabotait ici délibérément la réforme — et rivalités de village avaient contribué à provoquer la bagarre.

A. ROSMER.

Le martyrologe des peuples soumis à la domination française (SUITE ET A SUIVRE)

MAROC

— A TANGER, le 30 mars, manifestation à l'occasion du quatrième anniversaire du protectorat français sur le Maroc : 7 tués au moins, peut-être 25. (Responsabilité seulement partielle de la France, l'administration de Tanger n'étant assurée par la France que conjointement avec d'autres puissances.)

— A SAFFI, le lendemain 31 mars, manifestation contre des arrestations : 2 tués, dont un enfant de 10 ans. (Ici, on est au Maroc « français », donc responsabilité totale de la France.)

— A MRIRT, au sud de Meknès, le 5 avril, des Marocains berbères manifestent contre un procès politique intenté à certains d'entre eux. La troupe tire : 5 tués. La politique française au Maroc a toujours été d'opposer Berbères et Arabes, mais elle les réunit dans la tombe.

TCHAD

A BEBALEM, à la suite d'élections faites sans doute « à la manière de Staline », selon le célèbre exemple donné aux élections algériennes de 48, la police tire sur les indigènes adversaires du R.P.F. : 14 tués. Il y a progrès : à Aumale, en Algérie, en 48, les « électeurs » récalcitrants n'avaient eu que 7 tués. Le tableau de chasse a doublé.

TUNISIE

D'après la presse anglaise 20.000 à 30.000 Tunisiens seraient actuellement en prison et dans les camps de concentration. Malgré la censure, on sait que la répression s'acharne tout particulièrement sur les syndicalistes libres. Les licenciements se chiffrent par milliers chez les cheminots, dans les travaux publics, dans les ports, dans les papeteries et chez les fonctionnaires. Ces derniers peuvent être suspendus « au gré du chef d'administration ». La menace pèse même sur les fonctionnaires français qui seraient tentés de se solidariser avec les Tunisiens. La Confédération Internationale des Syndicats Libres (C.I.S.L.) affirme que de nombreuses sections locales de l'Union Générale du Travail Tunisienne (U.G.T.T.) sont « ratissées » par la police et l'armée.

SOUSCRIPTION pour les Tunisiens

PREMIERE LISTE

Kéraudy (Seine) 300 ; Saimet (Paris) 500 ; Mougnot (Haute-Marne) 150 ; Cercle Zimmerwald (Deux-Sèvres) 500 ; Doret (Deux-Sèvres) 220 ; Joussetin (Deux-Sèvres) 200 ; Pin (Bouches-du-Rhône) 300 ; Poethier (Doubs) 500 ; Cellier (Loire) 300 ; Cattani (Paris) 500 ; Delsol (Paris) 500 ; Delagarde (Paris) 150 ; A.-V. Jacquet (Paris) 1000 ; G. Walusinski (Paris) 1000 ; U. Thévenon (Loire) 1000 ; G. Maupieux (Paris) 1000 ; J.-P. Finidori (Paris) 1000 ; R. Louzon (Alpes-Maritimes) 1000. — Total : 10.120 fr.

LE 1^{er} MAI 1892

Il y a soixante ans, le 1^{er} mai 1892, se déroula pour la huitième fois aux Etats-Unis la journée nationale revendicative en faveur des huit heures et pour la troisième fois, dans le monde, la journée internationale du Travail axée principalement sur les huit heures.

A l'heure où le 1^{er} Mai défigurés, légalisés, châtés perd chaque année un peu plus de sa valeur symbolique et de son caractère révolutionnaire, il paraît opportun, en jetant un coup d'œil en arrière, de retracer les aspects du 1^{er} mai 1892, bien qu'il ne peut compter, tant s'en faut, parmi les plus puissants.

PRÉPARATION EN FRANCE

A cette époque, en France, la C.G.T. n'existait pas encore : il convient de le rappeler. Elle ne devait naître que trois ans plus tard à Limoges (septembre 1895). Mais il y avait la moribonde Fédération Nationale des Syndicats, la vigoureuse Fédération des Bourses du Travail et les divers partis socialistes. C'est à eux qu'incombait la charge de préparer la journée.

Le Secrétariat national du Travail de France, issu du Congrès international socialiste de Bruxelles (août 1891) et formé par les délégués des différentes organisations socialistes et ouvrières adressa un appel aux travailleurs pour que la manifestation du 1^{er} mai 1892 « dépasse en importance et en grandeur celle des années précédentes ». Outre la revendication universelle de la journée de huit heures à laquelle il joignait « le maintien de la paix internationale » — que le congrès de Bruxelles n'avait pas retenu formellement dans sa résolution — le Secrétariat donnait surtout comme objectif particulier à la France la suppression des bureaux de placement, « vestige de l'antique commerce des esclaves ». Et comme la date du 1^{er} mai coïncidait avec les élections municipales dans les départements, l'appel en profitait pour engager les travailleurs à prendre des élus dans leurs rangs afin d'obtenir avec le triomphe des revendications la création de nouvelles Bourses du Travail, en attendant « la complète émancipation prolétarienne ».

Il n'y avait dans cet appel, de ton tout à fait modéré, aucune allusion à la fusillade de Fourmies qui avait ensanglanté le 1^{er} mai précédent. Le comité général d'organisation de la journée, chargé de publier la feuille *Manifestation du 1^{er} Mai*, consacra au contraire un alinéa au massacre de Fourmies dans son manifeste :

La bourgeoisie a beau semer la route du socialisme de cadavres comme à Fourmies ; elle a beau employer les moyens les plus criminels contre les socialistes, l'effet économique dissolvant du régime actuel prépare la société que nous rêvons.

Dans un appel spécial aux « travailleurs de Fourmies et de Wignehies », le Parti Ouvrier retraçait tout au long « le massacre sans exemple qui a épouvanté et indigné la France tout entière » ainsi que la tuerie manquée le 26 août 1891 à la fête de Wignehies. L'appel général du même Parti en vue des élections municipales rappelait aux ouvriers ceux des leurs tombés « sous les Le-

bel de la République patronale ». Mais tout en se réclamant du « pacte de solidarité internationale conclu à Paris en 1889 », tout en revendiquant à nouveau « la journée légale de huit heures », il mettait l'accent sur l'appel aux urnes pour chasser des Hôtels de Ville la bourgeoisie opportuniste. Ce faisant, il suivait les directives du IX^e congrès tenu à Lyon (novembre 1891) qui avait poussé si loin la combinaison des élections municipales et de la manifestation du 1^{er} Mai qu'à la suite de la réunion des travailleurs il était prévu que ceux-ci, en corps, se rendraient aux différentes sections de vote pour accomplir leur devoir de socialiste. Du reste, Jules Guesde, dans le dernier numéro du *Socialiste*, organe central du P.O.F. paru avant le 1^{er} mai, fixait ainsi le caractère essentiel de la journée : « C'est dans les urnes que s'accomplira en France cette année la manifestation devenue action. C'est en installant nos élus dans les Hôtels de Ville... que notre prolétariat affirmera sa solidarité avec le prolétariat du monde entier. »

Il faut bien le dire, cette façon nouvelle d'envoyer le 1^{er} Mai, à la suite il est vrai du jeu des circonstances, est à l'origine d'une certaine désaffection des masses touchant la journée prolétarienne. Il est bien certain que les organisations syndicales en général ne pouvaient voir que d'un mauvais œil le 1^{er} mai d'action revendicative absorbé et comme noyé dans l'action électorale. On pourrait même soutenir que cette absorption fit autant de tort alors au 1^{er} Mai que plus tard la fête légale du Travail ou la « fête du muguet » comme moyen efficace de torpillage de la journée ouvrière. Avec cette différence toutefois que la première absorption était due à des militants socialistes bien intentionnés sans doute mais trop épris de succès électoraux ; alors que la seconde sera sciemment voulue par les adversaires du mouvement de libération des travailleurs.

CONTROVERSES ET POSITION DES ANARCHISTES

Quoi qu'il en soit, il est clair que les anarchistes devaient entrer en transe et y entrèrent effectivement dès qu'ils apprirent les décisions du congrès guesdiste de Lyon.

Au cours de sa tournée de quarante conférences dans la région lyonnaise qui se situe après ce congrès, Sébastien Faure s'éleva violemment contre la conception « politicienne » du 1^{er} Mai. De même la réunion interdépartementale qui clôtura en quelque sorte cette tournée (16 et 17 janvier 1892) et où siégèrent des compagnons de Dijon, Chalon, Villefranche, Saint-Chamond, Le Chambon, Saint-Etienne, Romans, Grenoble, Vienne, Bourgoin, etc. Au cours de ces discussions, le principe de la journée du 1^{er} Mai fut de nouveau et bien plus nettement mis en cause. Il est intéressant de connaître l'argumentation soutenue. D'abord, le 1^{er} Mai est suspect du fait même de son origine puisque c'est un congrès collectiviste-socialiste qui l'a tenu sur les fonts baptismaux. Ensuite, ce n'est point une « journée révolutionnaire » mais un « tremplin électoral » pour les « assoiffés de pouvoir »

et les « quémandeurs de mandats » car, en poussant les travailleurs à réclamer aux pouvoirs publics la réduction de la journée à huit heures, ils entendent prouver l'utilité d'envoyer des socialistes au Parlement. C'est pourquoi en riposte il importe de faire sentir aux ouvriers « l'inanité de cette réforme ». Enfin, il est absurde de faire une manifestation à date fixe et périodiquement car rien de sérieux ne peut être obtenu lorsque les gouvernants ont tout loisir de préparer leur contre-attaque. Toutefois les anarchistes de la région lyonnaise, estimant que les révolutionnaires doivent être partout où les masses revendiquent et tenant compte du fait que les anarchistes ont donné de l'importance à la journée en y prenant une part active, ne semblent point avoir suivi Sébastien Faure dans la campagne qu'il organisait par toute la France contre le 1^{er} Mai.

La Révolte, l'organe « communiste-anarchiste » de Jean Grave et vraisemblablement par la plume de ce dernier, désavoua la campagne de Sébastien Faure.

Il est bien évident que les manifestations périodiques et à dates fixes ne sont qu'un traquenard... (et) il est hors de doute que la journée de huit heures présentée comme une panacée et une solution de la question sociale n'est qu'une fumisterie.

Mais il ne faut pas oublier non plus que ce mouvement du 1^{er} Mai entraîne plutôt les meneurs du socialisme autoritaire qu'il n'est mené par eux, que c'est un mouvement ouvrier et que les anarchistes auront beau dire et beau faire, qu'ils ne pourront jamais complètement s'en désintéresser.

Il ne suffit pas d'aller le combattre sous prétexte qu'il ne peut rien produire, ce serait alors faire le jeu du gouvernement actuel... N'oublions pas surtout que de ce mouvement il peut en sortir des complications — exemple Fourmies — qui peuvent servir à provoquer la révolution et que pour combattre un mouvement ouvrier qui se trompe, il faut savoir le faire avec tact si on ne veut pas être pris pour des ennemis.

Ce n'est pas tout. Sébastien Faure ayant laissé entendre que plusieurs compagnons de tête du mouvement parisien allaient le seconder dans sa campagne s'attira de la plupart d'entre eux une réponse dégageant leur responsabilité. Il y était dit :

1^o *Chaque fois que le peuple déserte l'atelier pour descendre dans la rue, l'intérêt de tous les anarchistes, quelles que soient les tendances du mouvement, doit être de s'y mêler pour tâcher de le faire dévier en faveur de la révolution sociale ;*

2^o *Les anarchistes ne sont point un parti de conspirateurs, espérant faire une révolution par surprise. Ils ne comptent pas plus sur le premier mai que sur une autre date ; il serait étrange, pitoyable même, que nous lui conseillions de rester en repos ce jour-là ;*

3^o *Le congrès de la rue Rochechouart, en fixant le 1^{er} mai comme date d'une manifestation n'avait en perspective que des vues politiques. Il espérait faire manœuvrer au doigt et à l'œil la masse enrégimentée par ses soins. Mais comme presque toujours le peuple a été plus loin que ses prétendus représentants ne l'auraient voulu... Le 1^{er} mai, lancé par des politiciens, est devenu révolutionnaire et à tendances anarchistes ;*

4^o *Les craintes de quelques compagnons que les manifestations périodiques n'empêchent l'action de se produire en dehors de la date fixée ne sont pas fondées ; la preuve du contraire nous est donnée par les récents soulèvements d'Espagne, le pays même où les manifestations du 1^{er} Mai ont repêtu en 1890, 1891 le caractère le plus violent et le plus révolutionnaire.*

Ch. Malato, E. Pougec, Constant-Martin, Brunet, Tortelier, J. Prolo, Emile Henry, Chiroki, signèrent cette déclaration tandis que, d'autre part, les groupes anarchistes de Clichy, de Levallois et des Batignolles s'affirmaient « catégoriquement opposés à toute campagne contre le 1^{er} Mai ».

Ces réactions des milieux anarchistes français dans les mois qui précèdent le 1^{er} mai 1892 sont à signaler. On ne saurait trop noter aussi qu'à part Sébastien Faure et quelques rares compagnons et malgré l'inclusion de l'action électorale dans la journée, les militants les plus en vue maintenaient leur participation au mouvement. Bien mieux, ils reconnaissaient que le 1^{er} Mai avait conquis un tel droit de cité dans la classe ouvrière qu'il n'était possible ni de le combattre ni même de le boudier.

LA QUESTION DES HUIT HEURES DANS LES PAYS ANGLO-SAXONS

Mais où en était pratiquement la question des huit heures, au moment où les masses allaient s'ébranler une fois de plus en faveur de cette réforme considérée par Jules Guesde comme « la plus importante, pour ne pas dire la seule réforme qui puisse être réalisée en régime capitaliste ? ».

En France, la proposition la plus radicale déposée par le groupe socialiste en 1890 n'avait pas plus abouti que la nouvelle proposition Basly déposée le 27 avril 1891 et que la proposition Goujon déposée le 11 mai 1891, qui s'appliquait seulement aux mines et aux établissements malsains. Par ailleurs, n'avaient eu aucune suite la proposition Chiché-Jourde Aimé, Mitthel (22 mai 1891) limitant à huit heures la durée du travail entrepris par les communes, les départements et l'Etat, de même que la proposition Argellès, fixant à huit heures le maximum de la journée de travail des mécaniciens et aiguilleurs des grandes lignes (14 novembre 1891). Sur le plan des combats et tractations entre ouvriers et patrons, on n'a pas connaissance non plus d'un résultat quelconque.

Les choses se présentaient sous un aspect plus encourageant dans les pays anglo-saxons.

Aux Etats-Unis, les résultats partiels obtenus par les travailleurs dans leur lutte directe venaient d'être complétés par la conquête des huit heures pour les ouvriers mineurs des compagnies « Delaware Lockawana et Western » et « Delaware-Hudson ». Mais, sur le plan politique, la loi de 1868 restait lettre morte. En fait, on n'avait pourvu à son exécution que pendant la courte période où le président Grant était resté au pouvoir.

Sans doute, depuis plusieurs années existait un Office du Travail. Mais ainsi que le montra un délégué américain au congrès de Bruxelles, c'était un établissement interlope géré par les ennemis du prolétariat, composé d'employés triés sur le volet. Il jonglait avec les chiffres, falsifiait les statistiques et confectionnait des graphiques erronés pour mieux chanter au peuple les louanges du Capital. Jamais il ne consentit à donner le total des ouvriers en chômage, qui en mettant à nu la plaie hideuse du paupérisme eût prouvé que l'augmentation considérable de la richesse nationale ne profitait qu'à une poignée d'hommes. C'est assez dire qu'on ne pouvait rien attendre de cet organisme officiel au sujet de la limitation du temps de travail et par conséquent des manquements à la loi de 1868.

Nous comprenons maintenant pourquoi O. Neill, député du Missouri, — cet Etat où en vertu d'une loi de 1869 sur le vagabondage on vendait encore des nègres à l'encan — venait de saisir la Chambre des Représentants d'un bill tendant à donner une sanction pénale à la journée légale de travail.

La classe ouvrière des Etats-Unis, saisissant l'im-

portance de ce bill, organisait une agitation monstre pour l'appuyer. Aux termes de ce projet, non seulement les fonctionnaires mais les employeurs qui traitaient avec le gouvernement fédéral ou le district de Colombie seraient astreints à respecter et à faire respecter la loi des huit heures, sous peine d'une amende de 250 à 5.000 francs et d'un emprisonnement de 15 jours à 6 mois, les deux peines pouvant être cumulées. Dans toutes les organisations ouvrières on voyait des résolutions et des adresses couvertes de signatures qui étaient envoyées aux représentants et aux sénateurs de chaque Etat ainsi qu'au Comité législatif de Washington chargé de les centraliser et de les faire parvenir à qui de droit.

En Grande-Bretagne, au cours des années précédentes, les constructeurs de navires, les marins, les mécaniciens, les charpentiers, les compositeurs avaient obtenu de sérieux avantages, grâce à la grève, en ce qui touche la réduction des heures de travail. Rien que dans l'année 1890, sur une cinquantaine de grèves déclenchées en tout ou en partie sur cette revendication, trente-huit s'étaient terminées victorieusement.

Mais c'est autour du bill des huit heures déposé à la Chambre des Communes que s'opérait surtout l'agitation. Le député socialiste Cunningham-Graham avait participé à la manifestation parisienne du 1^{er} mai 1891. C'est à lui et aux députés Randell, Abraham, Conybeare et Clark qu'était due l'initiative de ce bill. Il fut repoussé mais dès lors pas une élection n'eut lieu sans que la question des huit heures ne fût posée. Beaucoup de candidats ne furent élus qu'à condition de se prononcer pour la réforme.

D'autre part, le congrès des Trade-Unions avait demandé les huit heures et déjà, en ce qui concerne les ouvriers mineurs, il y avait une sorte d'acceptation tacite de la réduction de la journée de travail. L'opinion publique s'appuyait beaucoup sur le sort des travailleurs de fond.

Ce qui est caractéristique, à l'époque où nous sommes, c'est que pas une session du Parlement ne se tient sans qu'on enregistre des progrès sur le terrain de la journée légale du travail.

Par exemple, en mars passe en seconde lecture un bill limitant les heures de travail des femmes à 74 heures par semaine en y comprenant les heures de repos, ce qui donne en moyenne 12 heures et demie par jour. C'est encore loin des huit heures, certes, mais ce n'en est pas moins un acheminement vers cette réforme. D'autant plus que ce bill est voté à 28 voix de majorité, par une majorité comprenant de nombreux conservateurs et des libéraux connus jusque-là comme tout à fait récalcitrants. Au cours des débats, d'ailleurs, l'opposition ne présente que quelques observations de détail.

Toujours en mars, l'Acte qui limite à huit heures le travail minier est repoussé. Mais la minorité totalisant 160 voix est imposante et on constate, fait aussi rassurant peut-être, la division de tous les partis sur la question. Bien mieux. Chamberlain, leader des libéraux, prononce à cette occasion un discours favorable au bill dans lequel il soutient ni plus ni moins qu'un député socialiste que les longues heures de travail signifient travail diminué, sans valeur, inférieur. Et qu'il y a un maximum impossible à dépasser sans augmenter la mauvaise qualité du travail. Chamberlain va jusqu'à dire que la réduction des heures de travail par l'action législative « est sans aucun doute la question la plus simple, la plus facile et la moins irritante ». Comme on comprend qu'à la suite d'un tel débat les mineurs ne se tiennent pas pour battus ! Comme on s'explique leur insistance au congrès international qui se tiendra précisément à

Londres (19-25 juin 1892) à faire voter par leurs frères des autres pays une motion favorable aux huit heures de travail sous terre « de l'entrée à la sortie des puits », motion de nature selon eux à influencer le Parlement dès la première représentation de la loi !

Tous ces faits qui parlent haut trouvent leur illustration dans le dépôt d'un nouveau bill de huit heures ainsi conçu :

Le premier mai 1892 et après cette date, aucune personne ne travaillera ou ne forcera une autre personne à travailler, sur terre ou sur mer, en aucune capacité, sous aucun contrat ou articles pour achat ou louage de travail ou pour service personnel sur terre ou sur mer (excepté dans le cas d'accident) plus de huit heures sur vingt-quatre par jour, ou pour plus de quarante-huit heures par semaine.

Tout employeur, administrateur ou toute autre personne qui, en connaissance de cause, forcera une personne sujette à son autorité ou son commandement ou employée par lui à travailler (voir les conditions plus haut) sera exposé à une amende de £ 10 (250 fr.) au moins et de £ 100 (2.500 fr.) au plus pour chaque infraction de ce genre.

LE 1^{er} MAI 1892 DANS LE MONDE

C'est dans cette ambiance et sous ces auspices que se déroula la démonstration londonienne du 1^{er} Mai à Hyde-Park.

Elle dépassa en grandeur et en succès celle des années précédentes et rappela les grands jours révolutionnaires du mouvement chartiste. On évalue à un demi million le nombre des assistants. Le défilé, commencé au début de l'après-midi, continuait toujours après 6 heures. Malgré l'affluence, l'ordre fut admirable. Il y avait seize tribunes que se partageaient le Trades-Council (Comité des Syndicats), la Legal Eight Hours League (Ligue des Huit heures), la Social Democratic Federation, les unions des femmes et quelques clubs radicaux ou fabiens. Les anarchistes tenaient à côté d'un meeting particulier dans lequel parla Louise Michel.

Une résolution concluant à une journée de travail réglementé par un acte du Parlement clôtura les discours prononcés dans quatorze tribunes, ce qui marquait la victoire des « Légalistes », en minorité en 1890 et à égalité avec leurs adversaires en 1891.

La quatorzième tribune tenue par la Ligue des huit heures, dont le président était le docteur Aveling, l'un des gendres de Marx, se faisait remarquer par son caractère international. Au côté du vieil Engels, il y avait là : Lessner — un autre vétéran ami de Marx —, Kautsky et Bernstein pour l'Allemagne, les révolutionnaires russes Stepniak et Volkinsky, William Morris et Mrs. Cunningham-Graham pour l'Angleterre, Bernard du Parti Ouvrier Français et Roussel, délégué de la Bourse du Travail de Paris qui devait partager le dîner d'Engels, son mandat accompli.

Dans le reste du pays de nombreux cortèges défilèrent, bannières déployées, et Cunningham-Graham prit la parole à Manchester.

Outre-Atlantique, à Chicago, la police s'empara des drapeaux rouges de différentes organisations ce qui devait amener un procès assez curieux par son jugement car en entérinant la confiscation il portait atteinte au sacro-saint principe de la propriété. Au Brésil, l'association ouvrière Centro Operario organisa un grand meeting troublé par une bagarre.

En Belgique, conformément à la résolution prise au congrès commun du Parti Ouvrier et des associations pour le suffrage universel réunissant 385 délégués, c'est sur la plate-forme des huit heures et du vote populaire « considéré comme l'un des

moyens de réaliser cette réforme » que s'organisa la manifestation. Elle fut imposante, avec une abondance de bannières, de cartels et de banderoles. A Bruxelles, dix à quinze mille personnes parties de la Maison du Peuple se rendirent à la plaine de Ten-Bosh où huit tribunes étaient dressées. Lelorrain, délégué de la Bourse du Travail de Paris, harangua la foule. En Suisse, des cortèges précédés de drapeaux rouges parcoururent les rues des grandes villes. A Genève, les manifestants portaient un ruban rouge à la boutonnière.

En Espagne, à Madrid, grand meeting au Retiro. Le premier rang des fauteuils était occupé par vingt-cinq femmes d'ouvriers, portant à leur corsage un ruban rouge avec l'inscription : « Journée de huit heures. 1^{er} Mai 1892. »

En Italie, le journal spécial édité pour la manifestation *Primo Maggio* caviardé par la censure parut avec deux pages en blanc. A Rome, le siège des organisations était pavoisé.

En Allemagne, la journée prit surtout un caractère de fête et se traduisit par des réunions dans des salles décorées de rouge avec des assistants parés de rubans ou fleurs rouges. Dans diverses circonscriptions électorales de Berlin l'affluence était de 20 à 25.000 personnes. A Hambourg, une manifestation de rue entraîna 100.000 personnes qui traversèrent la ville bannières déployées. Mais le chômage fut loin d'être général, comme le reconnut du reste Bebel. Aussi, Victor Adler (Autriche), rapporteur du 1^{er} Mai au congrès international de Zurich, l'année suivante, exprimera son amertume à ce sujet.

L'Autriche, il est vrai, fit un grand effort et obtint d'amples résultats sur le terrain du chômage. Par ailleurs, à Vienne, après les trente-trois réunions publiques de la matinée, plus de 20.000 travailleurs se rendirent au Prater. A Buda-Pesth, la police occupa en force les salles où devaient se tenir les meetings. Les ouvriers durent s'assembler au parc Nussdorff où la démonstration réussit pleinement.

En Roumanie, progrès marqué. La manifestation gagna Jassy, Galatz, Ploierti, Craiova. A Bucarest des corporations qui s'étaient jusque-là montrées réfractaires se joignirent au cortège, drapeau en tête. Le Parti Ouvrier roumain avait envoyé au Parti Ouvrier Français le 29 avril une adresse vibrante rappelant la portée grandiose de la démonstration.

La démonstration du Premier Mai, c'est la symbolisation universelle de la lutte des classes comme terrain commun et unique sur lequel se placent et opèrent les organisations ouvrières de partout pour arriver à la suppression des classes, à la suppression de la servitude du salariat. La démonstration du Premier Mai fournit l'occasion à la classe ouvrière de partout de se rallier en masse autour du drapeau rouge de l'expropriation politique et économique de la bourgeoisie.

Enfin, aux antipodes, malgré une large conquête des huit heures, une fraction du prolétariat d'Australie manifesta également. A Sydney, notamment, les chômeurs au nombre de plusieurs milliers décidèrent d'employer tous les moyens pour faire aboutir les revendications ouvrières.

Mentionnons spécialement le 1^{er} Mai de Lodz (Pologne russe) qui se termina d'une façon tragique, malgré les déclarations et les intentions pacifiques des ouvriers. Ils disaient dans le tract imprimé clandestinement et distribué à profusion :

Nous demandons à ne travailler que huit heures afin de nous protéger nous-mêmes contre le chômage, d'avoir du temps pour nous instruire et nous reposer et de permettre à plus de bras d'être employés. Nous demandons une augmentation de salaire pour arracher nos enfants à la misère et à l'épuisement prématuré de leurs forces et pour que

nos filles ne soient plus placées dans l'horrible alternative de se vendre ou de mourir de faim.

Nous demandons la liberté politique. A bas le cruel despotisme du tsar qui tue les meilleurs et les plus nobles de nos champions. Nous voulons nous gouverner nous-mêmes.

Le 2 mai, la grève se déclencha pour la réduction de la journée de travail à dix heures et pour le relèvement des salaires. Le 5, elle devenait générale, englobant 80 à 100.000 travailleurs à Lodz, 20.000 à Zgnierz et Pobianitze aux environs. Les fabricants, débordés, étaient disposés à recevoir une députation éeue par les grévistes, à réduire d'une heure la journée de travail, à accroître légèrement les salaires. Mais le gouverneur de la province leur fit défense d'entrer en pourparlers et de donner la moindre satisfaction aux ouvriers. Il envoya sur place deux régiments de cosaques et des détachements de cavalerie avec ordre de mettre la ville en état de siège et de ne pas épargner les cartouches. Dès lors la répression fit rage. On contraignit les ouvriers à reprendre le travail. Il y eut des scènes sanglantes. 140 personnes furent blessées ou tuées. Des arrestations en masse furent opérées dont 200 trouvèrent leur issue devant les tribunaux. Enfin des centaines d'ouvriers furent expulsés. Le travail ne reprit que le 9 mai, sous la

Bref, ce 1^{er} mai international qui pour la première fois tombait un dimanche dut à cette circonstance de revêtir plus d'ampleur que les précédents. Mais sans le développement du mouvement ouvrier, la démonstration n'eût pu certainement tirer parti de cette circonstance favorable et la transformer en une grandiose occasion. Elle symbolisait donc, en dernière analyse, la montée irrésistible du prolétariat passant la revue de ses forces grandissantes et communiant en une unité d'action, en une fraternité internationale toujours plus accentuées. C'est ce qu'avaient souligné les leaders du socialisme international appelés par un grave hebdomadaire bourgeois — le premier journal illustré de France, *l'Illustration* — à donner quelques lignes d'autographe sur la journée qui se préparait.

Le patriarche Victor Considerant, représentant authentique du Pouriérisme en cette époque imprégnée de marxisme, ouvrait la marche par une magnifique déclaration :

Cette fédération des populations salariées, qui unit dans une volonté commune les légions du travail dans les nations industrielles et civilisées des cinq parties du monde a fondé un grave et très grand anniversaire — acquis d'ores et déjà à la grande histoire de l'humanité. J'y vois le premier acte effectif de la future fraternité des peuples et de l'émancipation du travail exploité et spolié dès l'origine des sociétés. J'y vois l'annonce des temps nouveaux, où l'institution sociale définitivement assise sur la justice, réalisant l'association des intérêts et la convergence des forces séculairement jusqu'alors gaspillées dans des luttes animales et stupides, mettant en jeu, au profit de tous, les incalculables puissances productives de la science, du travail et du génie de l'humanité, ouvrira enfin à celle-ci l'ère superbe de son gouvernement intelligent de la terre — le domaine qui lui appartient.

De son côté, F. Engels, l'alter ego de Marx, était heureux de montrer les « fils des soldats prussiens qui, en 1871, occupaient les forts autour de Paris et de la Commune » combattant cette fois par millions « bras dessus, bras dessous avec les fils des communards ». Et c'est en raison de son caractère essentiellement internationaliste que la manifestation du 1^{er} Mai apparaissait aux yeux du leader espagnol Pablo Iglesias comme « l'arme la plus formidable que le socialisme ait inventée contre le monde bourgeois ».

EN FRANCE

Il est assez piquant d'observer qu'en France ce Premier Mai fut des plus ternes.

Il n'y a pas que la priorité accordée à l'action électorale pour expliquer ce fait. La journée tombait mal au lendemain du procès de Ravachol. *Le Temps* affirmait que l'émotion produite par les attentats anarchistes ne serait pas « sans influer sur le résultat du scrutin ». On a pu estimer, en effet, et sans exagération, que l'affolement a détourné 60.000 voix des listes socialistes. Mais il a détourné aussi nombre d'ouvriers de la manifestation internationale. En sorte que quand Jules Guesde annonçait en une formule saisissante, à l'image de l'époque, que « Les premier mai sont la dynamite qui fera sauter la société capitaliste », par un étrange paradoxe, la dynamite anarchiste minait sourdement en France le 1^{er} Mai.

Le gouvernement avait pris les précautions d'usage. Les soldats se tenaient prêts dans les cours des casernes. Les agents ne pouvaient circuler que par groupes de deux. Et pourtant, à Paris, le meeting unique décidé par le Comité Général de la Manifestation et où Macdonald, délégué anglais, intervint, ne groupa que 7.000 auditeurs, salle Favié. On était loin du demi-million de manifestants rassemblé à Londres. Aussi bien Roussel, de retour à Paris, glissa-t-il amèrement ces lignes significatives dans son rapport à ses commettants :

Devant une pareille démonstration, je ne puis m'empêcher de penser que, s'il y avait moyen chez nous de grouper tant d'hommes, les Bastilles bourgeoises seraient vite enlevées.

La résolution adoptée salle Favié était du reste un aveu d'échec en son dernier alinéa :

Ils (les travailleurs parisiens) donnent, pour le 1^{er} Mai 1893, rendez-vous au prolétariat universel afin d'affirmer, par une manifestation plus importante, la solidarité internationale.

Il est juste de noter qu'il y eut à Paris d'autres réunions que le meeting central, par exemple dans le 18^e arrondissement et au lac Saint-Fargeau où, après Lavy, Macdonald prit encore la parole.

Sur le plan du chômage, malgré l'appel du pied de journaux socialistes, la journée ne fut marquée par aucun arrêt de travail dans les transports. Pourtant, les ouvriers et employés des omnibus et tramways aux douze heures de labeur quotidien attendaient encore l'exécution des engagements pris par la compagnie à la suite de leur grève victorieuse de 1891. Quant à la Fédération des Cheminots (30.000 adhérents) qui venait de se réunir en congrès à Paris (21-23 avril), elle pouvait avoir en la personne d'Eugène Guérard un secrétaire favorable à la grève générale, on ne pouvait compter sur sa participation active à la démonstration. Ce n'est donc pas encore en ce troisième premier Mai que se réalisa l'espérance formulée par *Le Socialiste* :

Paris vingt-quatre heures sans omnibus ni tramways, sans fiacre, sans chemins de fer, accomplirait le miracle de faire voir les aveugles et de faire entendre les sourds.

En province, rares furent les démonstrations sur la voie publique. Les plus importantes se déroulèrent à Marseille, Carmaux, Montpellier et Avion. Un certain nombre de petites communes minières du Pas-de-Calais créèrent une atmosphère de kermesse avec des coups de feu ou de mortier, des défilés de tambours et clairons, des concours de maisons décorées, etc. Ce n'était pas bien méchant. C'était, en tout cas, bien éloigné de ce « sabbat des sorcières pour les masses corrompues politiquement », de cette « nuit de Walpurgis de démagogues ennemis du peuple » que les philistins

bourgeois du *Freissiniger* allaient dénoncer dans leur numéro du 3 mai.

La cité meurtrie de Fourmies, sur l'initiative des organisations locales, reporta au lendemain du 1^{er} mai, après la victoire électorale escomptée, la manifestation du souvenir sur « la fosse des martyrs » au cimetière. Mais malgré le soutien apporté par Guesde et Lafargue, Culine, tête de liste ouvrière, quoique battant de 412 voix l'adjoint faisant fonction de maire, ne fut pas élu. Et finalement, au second tour, le Parti Ouvrier devait être distancé de 500 voix par la liste de coalition bourgeoise. La manifestation, groupant 6.000 personnes, fut néanmoins impressionnante avec en tête du cortège Lafargue ayant à sa gauche la citoyenne Culine, à sa droite l'une des blessées du massacre : Rosa Bastin et la citoyenne Duc-Quercy portant une gerbe symbolique offerte par les socialistes révolutionnaires de Toulon.

Au cours de la journée, on devait apprendre et l'élection de Jean Dormoy, prélude de la conquête municipale de Montluçon huit jours après et le ralliement de 3.500 à 4.791 suffrages sur la liste du Parti Ouvrier bordelais, soutenue par Raymond Lavigne. Ces résultats électoraux étaient certes de nature à inspirer confiance en l'avenir aux deux pionniers français du 1^{er} Mai. Il n'en reste pas moins qu'ils pouvaient éprouver quelque amertume en constatant, dans l'un des deux grands pays qui lui avaient servi de berceau, l'affaissement de la grande journée revendicative du Travail. Et ce n'est point six mois plus tard, la promulgation de la loi du 2 novembre 1892 qui pouvait constituer à leurs yeux une fiche de consolation. Elle montrait, au contraire, quelles vives résistances restaient à vaincre soit à la Chambre soit au Sénat pour arracher en faveur des adultes la journée légale de huit heures. En effet, après des années de discussion, le législateur ne consentait à réduire qu'à dix heures le travail effectif des enfants jusqu'à seize ans, à soixante heures par semaine le travail des adolescents de seize à dix-huit ans, à onze heures par jour le travail des filles et des femmes à partir de dix-huit ans.

On était encore loin des huit heures à conquérir. Aussi le X^e congrès national du Parti Ouvrier, qui devait se tenir à Marseille quelques mois plus tard, ne manquera pas de souligner dans sa résolution sur le 1^{er} Mai que la journée de huit heures n'est pas seulement une revendication immédiate et « une protestation contre le sur-travail dont les prolétaires sont victimes » mais « le moyen de démontrer aux masses encore ignorantes qu'elles n'ont rien à attendre des pouvoirs publics tant qu'ils seront aux mains de leurs exploités économiques ».

En fait, la classe ouvrière devra inscrire encore pendant un quart de siècle la journée de huit heures comme plate-forme « principale et générale » de la démonstration du 1^{er} Mai. Car c'est seulement en 1919, à l'issue de la première guerre mondiale, qu'elle obtint — tout au moins formellement — les huit heures sur le plan légal dans la plupart des grands pays. Et cela — contrairement aux prévisions de ses militants — à la façon dont on cueille un fruit mûr et presque partout sans avoir arraché de haute lutte le pouvoir à la classe parasitaire.

Dès lors, la classe ouvrière ayant touché « un acompte » sur la dette que la société capitaliste doit lui payer — selon le mot de Clara Zetkin — la démonstration du 1^{er} Mai fut à même, pour reprendre les termes figurant dans la résolution de Marseille, d'affirmer davantage « la solidarité des travailleurs de tous les pays » en les acheminant « par une action commune à l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste ».

Maurice DOMMANGET.

UNE ÉTAPE DE LA VIE DE SIMONE WEIL

Peu après son entrée au lycée Henri IV, c'est-à-dire au cours des années 1925-1938, Simone Weil fut attirée par le syndicalisme révolutionnaire. Elle donnait déjà des cours à de jeunes cheminots syndiqués. La grande tare de la société actuelle, c'était la condition prolétarienne avec ses deux principaux aspects : l'asservissement à la machine et l'asservissement aux détenteurs et gérants des moyens de production.

Le marxisme politique n'apportait pas de solution définitive. On peut remettre les moyens de production à la collectivité nationale représentée par l'Etat sans libérer le travailleur de la dépendance à la machine et de la dépendance à ceux qui dirigent et coordonnent le travail de l'entreprise ; sans lui redonner cette joie au travail, ce sentiment de dominer la matière et de créer par ses propres moyens, de sa propre initiative que connaissent encore le paysan et l'artisan. Aussi Simone Weil s'était-elle détournée spontanément de tous les révolutionnaires ou réformistes qui font de la conquête préalable du pouvoir politique la condition nécessaire de l'instauration du socialisme. Elle avait sous les yeux l'expérience russe où un parti, dit ouvrier, au pouvoir était en train de consolider l'appareil d'oppression le plus formidable que nous ayons connu.

L'opposition à Staline l'avait vivement intéressée. Elle avait noué des relations avec Boris Souvarine notamment et elle devait réussir par la suite à entrer en contact avec Trotsky, au cours du petit séjour qu'il fit en France avant de gagner l'Amérique.

Elle retenait leurs critiques du stalinisme, mais n'attendait rien de leurs conceptions de la Révolution dont la réalisation ne pouvait aboutir qu'à l'instauration d'un nouveau régime d'oppression par une élite, au nom du prolétariat. Elle était également attirée par les anarchistes mais n'attachait pas beaucoup de crédit à leurs rêves de société fraternelle.

C'est vers le syndicalisme révolutionnaire, dont les partisans étaient à la base du courant pour l'unité syndicale lancé par le Comité des 22, qu'elle s'orienta dès le début. L'équipe groupée autour de la *Révolution prolétarienne* lui apparut comme la plus solide et la plus dynamique. Ce qui l'intéressait le plus, cependant, c'était le courant à sa base. Les syndicats pouvaient-ils vraiment constituer le fondement d'une société sans exploités ? Préparaient-ils vraiment dès maintenant, les travailleurs à la réalisation de leur propre émancipation ? Étaient-ils vraiment, au moins là où ils étaient animés par des syndicalistes révolutionnaires, des foyers où le travailleur accède à cette capacité politique dont parlait Proudhon ?

Au cours de son séjour au Puy et à Roanne, elle eut l'occasion de voir de près le fonctionne-

ment de syndicats gagnés au syndicalisme d'action directe et à l'esprit révolutionnaire des fondateurs de la Première Internationale et de la C.G.T. d'avant 1914. D'emblée, elle se mêla à leurs animateurs, essayant d'abord de les comprendre et de les aider, puis de déceler ce qui, dans leur

action et leur effort d'éducation sociale, pouvait justifier la confiance des Varlin et des Pelloutier en l'efficacité révolutionnaire des syndicats. Excellent terrain d'étude. Il y avait là des syndicats de mineurs avec des militants animés de l'esprit de classe le plus pur et jouissant de la confiance de la très grande majorité des mineurs ; un cercle d'études syndicalistes groupant une équipe de militants solides en vue de coordonner leurs efforts et d'étudier les conditions de l'émancipation ouvrière. De son côté, elle adhérait d'abord à la section de la Haute-Loire du Syndicat national des instituteurs et y poussait les bons militants

qu'elle y avait rencontrés à soutenir les thèses révolutionnaires qui prévalaient à la Fédération unitaire de l'enseignement. Était-ce là du travail efficacement révolutionnaire ? Réussir à faire adopter, en raison de son prestige personnel ou de ses talents d'animateur, une résolution d'un esprit révolutionnaire indiscutable, était-ce faire un pas vers la préparation des travailleurs à l'édification d'une société de producteurs libres ?

On peut attribuer à ce genre d'action une certaine valeur éducative, on peut ainsi éveiller chez quelques-uns une conscience de classe qui n'avait pas encore réussi à s'exprimer, ou à se préciser, même intérieurement, mais c'est d'un effet sans lendemain, ainsi que le démontre l'expérience, si ces votes ne sont suivis d'un grand effort d'éducation associé à la pratique permanente de l'action directe.

Simone Weil ne se faisait pourtant pas d'illusions sur la portée des résolutions des syndicats d'instituteurs. Ce n'est pas de ce côté que lui vinrent ses grandes déceptions.

La première année de sa prise de contact avec la Loire avait déjà ébranlé ses espoirs de révolution prolétarienne.

En août 1933, elle avait donné à la R.P., après nous l'avoir soumise, sa grande étude intitulée « Allons-nous vers une révolution prolétarienne ? », étude dont Marcel Martinet, à la sortie du congrès de la C.G.T. qui suivit, pouvait nous dire qu'elle constituait les plus belles pages qu'on ait écrites depuis Rosa Luxembourg.

Cette étude, elle l'avait longuement mûrie au cours des interminables discussions que nous avions le mercredi soir jusqu'à une heure avancée de la nuit, le jeudi avec nos camarades mineurs et les militants du Comité pour l'indépendance du syndicalisme. Les cours qu'elle avait donnés au



Comité n'avaient pas eu la portée qu'elle en attendait.

Les militants ouvriers les plus expérimentés ne semblaient pas s'intéresser vraiment au mécanisme d'une économie source de toutes les injustices qu'ils combattaient avec tant de vigueur. Les autres, ceux du rang, assistaient surtout à ses exposés par pure sympathie pour elle.

Ces lutteurs désintéressés, qui ne comptaient que sur l'action directe pour faire reculer leurs exploités, cherchaient-ils vraiment à pousser l'action au delà de la défense des avantages acquis, du respect de leur dignité d'hommes libres et de la poursuite d'améliorations immédiates ? Eprouaient-ils le besoin de prendre la responsabilité d'une organisation de la production qui écarterait les propriétaires des moyens de production et plierait les techniciens, les organisateurs à la volonté de l'ensemble des participants à la vie de l'entreprise ? Elle en doute bientôt. Et puis, derrière ces lutteurs si sympathiques, mais moins conscients qu'elle l'eût souhaité, il y avait l'inertie de la foule des salariés.

La lutte contre les forces d'oppression, bien sûr, il fallait la poursuivre, et seules des organisations syndicales indépendantes, fidèles à la pratique de l'action directe étaient qualifiées pour le faire avec le maximum d'efficacité. Cela paraissait indiscutable, mais dans une économie de grandes unités, où la machine impose implacablement son rythme à l'esclave qui la sert, où le maître de la machine se trouve amené à plier ses hommes à une discipline mécanique, comment entrevoir l'accession des salariés à un contrôle réel et à la direction de vastes ensembles productifs ?

Et que devient l'homme dans cet état de dépendance complète ? Le travail ne devrait-il pas constituer pour lui un épanouissement ?

Le travail pouvait-il rester un effort mécanique imposé de l'extérieur et n'apportant d'autre satisfaction que la poignée de billets qui permettra de ne pas mourir de faim ? Il laissait parfois encore à certaines catégories d'ouvriers une part d'initiative et le sentiment de créer quelque chose. Simone Weil portait la plus grande attention aux travailleurs qui avaient échappé à la mécanisation. Comme elle était heureuse, comme ses yeux devenaient brusquement plus perçants, comme sa figure s'illuminait, quand elle entendait un de nos rudes compagnons raconter comment il avait de lui-même exécuté des tâches difficiles, surmonté des obstacles imprévus ! Elle se trouvait brusquement en présence d'hommes maîtres de leur outil, maîtres de leur technique, ayant la conscience de plier la matière à leur volonté.

Elle éprouvait une satisfaction semblable en voyant le passementier monter lui-même ses métiers, les transformer et les adapter à de nouvelles productions. Et elle aurait voulu travailler dans une entreprise. Elle insista particulièrement auprès d'un petit exploitant de charbon, près de Rive-de-Gier, qui nous avait fait visiter sa mine et lui avait donné l'occasion d'empoigner le lourd marteau piqueur qui ébranlait sa poitrine et sa tête en proie à des maux violents.

Mais ce n'est que trois ans plus tard qu'elle put réaliser ce désir tant de fois manifesté de travailler à l'usine pour éprouver elle-même les joies et les peines du salarié et essayer de sentir comment on pouvait envisager sa libération.

Elle nous quitta après cette première année de contact intime pour Auxerre, après un voyage en Allemagne et nous rejoignit ensuite de 1933 à 1934 après sa nomination à Roanne. Au cours de sa deuxième année d'enseignement (1932-1933), elle adhéra à la Fédération unitaire de l'enseigne-

ment, elle s'intéressa à tous les courants révolutionnaires et suivra de près l'agonie de la République allemande. En octobre 1932 elle donna à la R.P. son article sur « l'Allemagne en attente ».

Elle se considérait encore comme une des nôtres, elle parlait de « notre syndicalisme révolutionnaire », nous disant que la majorité de la Fédération unitaire de l'enseignement est très « près de nous » ; elle regretta même un instant d'être partie et de ne plus pouvoir participer à la vie de notre cercle d'études. Mais vers la fin de l'année, quand l'hitlérisme gagna l'Allemagne, elle nous écrivit en termes assez vifs son pessimisme sur les possibilités révolutionnaires du syndicalisme.

Les lettres qu'elle nous adressa d'Auxerre traduisent les profonds changements qui s'opéraient en elle, c'est pourquoi nous avons cru devoir en donner les extraits les plus caractéristiques.

L'ARRIVEE A AUXERRE.

IMPRESSIONS D'ALLEMAGNE

Je suis donc à Auxerre (et non Saint-Quentin, comme on me l'avait promis. On a trouvé sans doute Saint-Quentin trop ouvrier !). Une petite ville charmante, avec des églises, une usine (1500 ouvriers avant la crise, 500 maintenant) et une grande caserne où sont les premiers régiments d'infanterie qui devront partir à la mobilisation. Vignerons, anticléricaux et antimilitaristes, m'a-t-on dit. Pas de mines à proximité, hélas ! Que pensez-vous de la proximité de la caserne ? Pensez-vous qu'il y ait quelque chose à faire ? Je me mets toujours, en attendant mieux, à travailler aux vendanges. Ai fait la connaissance d'un vigneron remarquablement éclairé et presque révolutionnaire.

La rédaction d'un article pour la R.P. (d'une longueur qui, je le crains, a dû épouvanter Louzon) m'a empêchée de vous écrire jusqu'ici — sur l'Allemagne bien entendu. N'ai rien pu faire là-dessus pour l'Effort (1). C'est bien trop compliqué pour un court article. Néanmoins j'essaierai. A ce propos, C... est un charmant petit gars, mais ce qu'il racontait des syndicats allemands seuls capables de faire la révolution ne tient pas debout. Rien n'est plus réformiste, plus organiquement réformiste que les syndicats allemands (bien que les ouvriers soient en train de les entraîner de force à l'action ; mais une action éparpillée, et que les organisations s'efforcent de maintenir telle). Je dois avouer que je suis revenue d'Allemagne avec le sentiment que notre syndicalisme révolutionnaire n'a pas une signification internationale (Daniel Guérin qui a été là-bas aussi en a rapporté la même conclusion). Les syndicats allemands sont avant tout des sociétés de secours mutuels. Ils peuvent être entraînés par les masses comme des poids morts, c'est tout.

En revanche, j'ai perdu en Allemagne tout le respect que j'éprouvais encore malgré moi pour le parti. Le contraste entre ses phases révolutionnaires et sa passivité totale est trop scandaleux. Réellement il me paraît aussi coupable que la social-démocratie. Je pense maintenant que toute compromission avec le parti, toute réticence dans les critiques, est criminelle. Trotsky lui-même me paraît garder une timidité qui lui donne une part de responsabilité dans les crimes de la Troisième Internationale en Allemagne. Il est vrai qu'une autre attitude lui serait difficile.

(1) « L'Effort », organe du cartel du bâtiment autonome de Lyon, était ouvert largement aux syndicalistes de la Loire.

J'ai vu là-bas le fils de Trotsky (Liouva, celui qui l'a accompagné en déportation et en exil). Intelligent, semble-t-il, et sympathique, bien que trop trotskyste cent pour cent. Il m'a raconté des histoires sur la Russie (exemple : une bonne partie de la dernière récolte perdue, simplement faute de hangars à blé !). (2). La situation, selon lui, est critique : la collectivisation à rythme forcé n'a rien donné. Les paysans ont tué leur bétail. Un grand mouvement de droite se dessine (vous rappelez-vous Vaillant-Couturier ?).

Il m'a donné l'adresse d'un vieux mineur de Charleroi. (Les Chevaliers du Travail, organisation rouge qui a joué un grand rôle pendant la grève, est dirigée par un groupement purement ouvrier de trotskystes belges, qui ont en réalité plutôt un esprit syndicaliste) chez qui j'ai passé une nuit en passant. Militant tout à fait remarquable (sensiblement supérieur à Arnaud, pour dire la vérité). C'était le dernier jour de la grève. Il m'a raconté le départ et le développement spontané de la grève. Il craignait fort un grand courant parmi les mineurs pour quitter les syndicats réformistes et entrer dans les syndicats rouges, et était résolu à s'y opposer de toutes ses forces. Cela me paraît une excellente conception de la scission syndicale : grouper les meilleurs militants, exclus par les réformistes, dans des organisations toutes petites, qui ne recrutent pas, mais exercent une influence du dehors. Qu'en pensez-vous ?

A-t-on parlé de cette grève dans l'Effort ? Voulez-vous un petit article où je résumerai cette conversation ?

Je peux aussi essayer, malgré tout, d'écrire une page sur l'Allemagne.

J'ai accepté Auxerre à cause des possibilités de Paris — et parce que Saint-Etienne et Roanne étaient impossibles. Mais croyez bien que je regrette votre petit appartement de Saint-Etienne, et la Bourse du Travail, et le caboulot de Victor, et la mine du père Guillot...

SA PARTICIPATION A L'ACTION SYNDICALE

D'Auxerre elle suivait de près la situation syndicale dans la Loire. Voici ce qu'elle écrivait au sujet de la rentrée des mineurs minoritaires C.G.T.U. dans la C.G.T. :

D'après ce que vous m'écrivez, j'approuve entièrement Arnaud — pourvu que les ex-unitaires ne s'endorment pas dans la détente du retour à la C.G.T., laissent tomber la polémique contre les purs, et ne cessent jamais de dénoncer le rôle joué par la C.G.T. depuis la scission ! Et pourvu qu'il ne vienne pas — comme aux cheminots de Rambaud — un patriotisme à l'égard de la vieille « maison » ! Pour moi, j'ai confiance en eux.

Et au sujet de notre optimisme, bien faible pourtant, concernant le redressement de la C.G.T., elle ajoutait :

Quant aux perspectives de redressement de la C.G.T., je ne suis pas si optimiste que vous. La France n'est pas un facteur indépendant ou décisif de la situation mondiale, elle suit plutôt (Hayfeld disait un jour qu'elle ferait sa révolution quand la République d'Andorre aurait fait la sienne). Le mouvement des fonctionnaires me fait plutôt peine que plaisir, par son caractère mesquin de revendications purement égoïstes, sans contenu social.

Cependant on peut toujours travailler.

(2) Les mots soulignés l'étaient dans la lettre.

(3) Dans une lettre précédente, elle disait : « j'hésite entre un syndicat unitaire M.O.R. et un syndicat confédéré majoritaire. »

Elle jugeait sévèrement la participation de vieux réformistes au Comité des 22.

Le Comité des 22 a cru bon de s'appuyer sur des hommes au passé trouble. L'expérience est faite, ne la refaisons plus. Il nous faut des purs, même si c'est des militants de deuxième zone ! Si Engler rentrait à la C.G.T....

Faisant allusion au découragement d'un bon militant instituteur de la Haute-Loire, elle écrivait :

Le milieu est bien mauvais. Mais pour l'idée du syndicat unitaire vous avez mal compris : C'est moi qui demandais si ça n'aurait pas mieux valu. Vu qu'il n'y a là-bas autre chose à faire qu'une besogne d'éducation syndicaliste dans la corporation. Cependant ce n'est pas que je tiens à cette idée. Mais j'ai l'impression qu'ils sont noyés dans cette masse amorphe et gélatineuse de vieux instituteurs réformistes.

— Moi je suis entrée au syndicat unitaire... (3). 30 membres, M.O.R. mais non cent pour cent : les plus purs sont à 90 %. J'essais de le démolir mais ils résistent... J'y suis entrée en déployant l'étendard de l'opposition. L'atmosphère est bonne quand même. C'est de braves gens ici. Il n'y a jamais eu d'exclusion pour raison de tendance dans la région. Le syndicat a, à l'unanimité, blâmé Bouthonier pour ses injures contre les autres tendances.

... Je suis entrée d'autre part en relation avec la majorité de la fédération et n'ai eu qu'à m'en féliciter. Serret est très sympathique. Idéologiquement, ils sont (du moins Serret) très près de nous, maintenant... Bien sûr, ils en veulent à Cornec ; mais ça c'est autre chose... Je vous raconterai ça...

Toujours au sujet de la Fédération unitaire, elle écrira un peu plus tard pour justifier son maintien à la C.G.T.U. :

La Fédération a quelque chose de précieux à conserver : ses traditions révolutionnaires (auxquelles seule elle est restée fidèle toute la guerre), son esprit d'indépendance grâce auquel elle tient seule tête aux stalinien, son niveau théorique — pas bien élevé, mais autrement élevé que celui du S.N. Dans l'enseignement la tâche éducative prime la défense des revendications. La Fédération s'en acquitte pas trop mal, mais il faut pour cela qu'elle reste indépendante.

Dans la même lettre elle nous parlait de la « correspondance internationaliste ouvrière » :

Je veux vous rappeler... que les rédacteurs sont des anarchistes antisindicalistes. Leur idée est que l'appareil syndical (réformiste ou rouge) trahit toujours (ils ont, hélas ! bien des exemples à donner !) et qu'il ne faut que des comités d'action. Là est la raison pour laquelle ça ne peut aller avec la R.P. A vous de voir ce qui doit l'emporter : l'intérêt de leur documentation ou le caractère dangereux de leur tendance. A mon avis personnel c'est le premier. Mais prenez vos responsabilités.

... Ils ont d'abord voulu faire ça comme un journal au-dessus des tendances. Sur cette base, j'avais demandé à Monatte l'appui de la R.P. Il l'a refusé en disant qu'en fait ce serait tout de même un journal de tendance. C'est à moitié vrai (à moitié seulement).

Je pense :

1° Qu'il serait très bien de faire ce travail dans la R.P. (si elle peut l'assurer).

2° Qu'il serait encore beaucoup mieux de faire vraiment un journal de documentation ouvrière auquel trotskystes, syndicalistes, anarchistes, etc. (tous, sauf les 50 %) pourront collaborer.

A quoi s'ajoute cette réflexion :

Heureuse de la consolidation de l'Effort et des bonnes perspectives du Cercle d'études. Si j'avais su, je serais peut-être restée...

En cours d'année, en février, elle nous écrivait ces lignes qui montrent encore sa position syndicale à cette époque :

Le congrès de notre Fédération aura sans doute lieu à Reims... C'est tout près d'Auxerre. Vous devriez venir me voir ici d'abord, au début d'août, et puis aller à votre congrès (4) avec moi. Si vous ne connaissez pas encore Serret, personnellement, je vous le ferai connaître. Vous verrez que c'est un type épatant...

Alors, ce mouvement des fonctionnaires ? Pour moi, il me paraît d'une platitude rare. Ce n'est pas ce qui éveillera encore une vague de résistance ouvrière...

Ici la cellule organise des cours sur Marx, faits par moi. C'est eux qui me l'ont demandé ! Vous voyez que l'esprit y est meilleur qu'au Puy...

SYNDICALISME ET REVOLUTION

Au sujet de l'Allemagne elle nous avait encore écrit dès son arrivée à Auxerre :

... Vous ne pouvez rien imaginer de plus fraternel, de plus courageux, de plus lucide au milieu d'une situation écrasante que les jeunes ouvriers de Berlin. Le niveau de culture des ouvriers allemands est aussi quelque chose d'incroyable. Si j'étais libre de mes mouvements, je m'envoierais là-bas à tire d'aile. Par comparaison on a le sentiment que tous les Français dorment...

Et en passant, relevons cette phrase sur la patrie :

J'ai dans ma classe des filles d'officier. Ça promet du sport quand il sera question de la patrie !

L'évolution de la situation en Allemagne l'amènera à exprimer sa conception du rôle du syndicalisme et de la lutte contre le stalinisme :

Ça va mal en Allemagne... L'I.C. a pratiquement cessé d'exister, il me semble.

Ce n'est pas le moment de tomber sur les révolutionnaires honnêtes (5) ni de se confiner dans un syndicalisme cent pour cent.

C'est le moment de s'entendre tous : syndicalistes, communistes, oppositionnels, et même orthodoxes sincères de base... (Pour moi jusqu'ici, j'ai des relations idylliques avec mon syndicat M.O.R. et la cellule locale, bien que je ne rate pas une occasion de taper sur l'I.C., et que « Le Travailleur de l'enseignement », organe de la M.O.R., se mette à m'injurier sérieusement.) C'est le moment surtout — et surtout pour tous les jeunes — de se mettre sérieusement à réviser toutes les notions, au lieu d'adonner à cent pour cent une quelconque des plates-formes d'avant-guerre (C.G.T. d'avant guerre ou parti bolchevik), alors que toutes les organisations ouvrières ont à présent fait complètement faillite.

Vous voyez que — dans la mesure où le syndicalisme révolutionnaire est pour vous un dogme, comme le parti pour les communistes dans la ligne ou oppositionnels — je cesse décidément d'être avec vous.

Ça ne veut pas dire que je suis attirée vers le mouvement communiste — au contraire ! — mais que je ne veux plus admettre aucune de ces notions passées avant guerre à l'état d'article de foi, et jamais sérieusement examinées, et démenties

(4) Celui du S.N.

(5) Allusion à une attaque contre la direction de la Fédération unitaire de l'enseignement.

par toute l'histoire ultérieure. Je veux qu'on se débarrasse de toutes les tendances, et qu'on apprenne enfin à poser honnêtement les problèmes — ce dont les militants s'avisent rarement.

J'étouffe dans ce mouvement révolutionnaire aux yeux bandés...

Peu après répondant à une lettre où nous avions justifié l'action syndicale indépendamment de ses buts révolutionnaires, elle précisait sa position :

... On ne voit rien à faire, du moins allons où sont les ouvriers, dans les syndicats. Mais tout le monde est d'accord là-dessus. Si votre syndicalisme se ramène à cela — et à la lutte contre les partis désagrégeateurs de syndicats — nous sommes toujours d'accord.

Quant au reste : 1° il est faux que la faillite de l'I.C. prouve la faillite des partis en général ; 2° les P.C. ont toujours été des partis à part, dépendant non d'un prolétariat révolutionnaire, mais d'un appareil d'Etat. Et d'ailleurs qu'est-ce qu'un « parti » ? Sous ce mot on peut désigner des organisations essentiellement différentes (Trotsky appelle les Jacobins un « parti »).

Quant à l'élite :

1° tout le monde est d'accord que le socialisme c'est le gouvernement par la classe ouvrière elle-même.

2° Cela ne résout nullement la question qui est : par quelles étapes arriver à rendre les masses assez conscientes pour gouverner ? Par l'organisation syndicale au sein du régime ? (mais que deviendront-ils devant le fascisme, ces syndicats ? Et d'ailleurs, les syndicats organisés comme ils sont ne préparent nullement le prolétariat au pouvoir ; ils organisent une résistance quasi passive. Quant à l'éducation, ils ne sont pas organisés pour en faire). Ou par la prise du pouvoir par une « élite » consciente, qui gouvernera en attendant que les nouvelles générations aient mûri ? La deuxième solution est défectueuse. La première encore un peu plus peut-être. Alors ? Alors, encore une fois, il faut réfléchir.

Et surtout, si les syndicats pouvaient prendre le pouvoir — mais ce serait le gouvernement d'une « élite », comme dans le cas du parti ! Même en régime capitaliste, les syndiqués ne sont-ils pas soumis dans les syndicats à la dictature de la bureaucratie ? Moins en France qu'ailleurs — mais c'est tout de même appréciable ! Et le phénomène va en augmentant.

C'est pourquoi mon copain P. se sert juste des mêmes phrases que vous (pour les ouvriers, etc.) pour prêcher la destruction des syndicats.

Pour la lutte contre l'I.C. j'en suis tout autant que vous. Mais à la condition de se donner le moins de tort possible aux yeux des ouvriers communistes, et même des militants de deuxième et troisième plan (les honnêtes). Ceux-là veulent le front unique. (Et du reste rien ne prouve que l'I.C. ne puisse pas le rouloir sincèrement, dans des circonstances déterminées.)

La question c'est : trouver moyen de former une organisation qui n'engendre pas une bureaucratie. Car la bureaucratie trahit toujours — et l'action non organisée resté pure, mais échoue.

Les « syndicalistes révolutionnaires » sont contre la bureaucratie, je sais. Mais le syndicalisme, lui, est bureaucratique ! Et même les syndicalistes révolutionnaires ont fini, découragés, par pactiser avec la bureaucratie. Le mouvement des 23 n'était-il pas un mouvement de bureaucrates, après tout, en bonne partie corrompus...

Il y a quelques principes qui n'ont pas fait faillite, dites-vous. Aucun ! Ou c'est ceux qui sont

trop loin de la réalité pour pouvoir être « démentis par elle ».

Conclusion : être avec la classe ouvrière ? Lutter, penser, construire avec elle ? Oui ! mais le troisième est impossible en ce moment. Le premier n'est possible que dans une faible mesure.

La révolution est un travail : une tâche méthodique que des aveugles ou des gens aux yeux bandés ne peuvent pas faire. Et c'est ce que nous sommes tous en ce moment... Ouvrons les yeux... Je reconnais d'ailleurs pleinement la valeur de votre travail.

..

Voilà où en est Simone Weil après deux années de contact avec le mouvement ouvrier. Pour elle, la possibilité d'une révolution prolétarienne préparée, déclenchée et exécutée par les syndicats ne se pose déjà plus.

Elle va passer à une deuxième expérience, celle du travail à l'usine qui est évoquée dans la *Condition ouvrière* et au sujet de laquelle nous reproduisons une lettre écrite dès le début et qui donne une impression que nous ne trouvons pas, dans ses notes déjà publiées, avec autant de netteté :

Je ne t'ai pas écrit plus tôt parce que figure-toi je ne suis en usine que depuis une semaine. La rédaction du « testament » (6) s'est fantastiquement prolongée, en partie à cause du développement qu'il a pris (tapé à la machine il fait 120 pages ; et c'est si condensé que ça pourrait facilement avoir trois fois plus), mais surtout parce que j'ai traversé une période de maux de tête très violents et tout à fait ininterrompus qui a duré plusieurs mois et m'entraînait terriblement.

Je t'écrirai plus longuement quand mon expérience aura duré plus longtemps — si toutefois elle dure — car je vis dans la crainte de ne pouvoir arriver au rythme de travail qu'il me faudra atteindre pour pouvoir rester dans l'usine.

Les femmes vouées au travail de manoeuvre sont malheureuses. Il n'y a évidemment rien à faire avec elles, ou bien peu. Elles ne s'intéressent absolument pas aux machines et à l'entreprise. Elles sont résignées, avec des velléités de révolte impuissantes ; mais si elles rêvent à quelque chose de mieux, c'est dans l'ordre des veines individuelles (gagner à la loterie, etc.).

Les ouvriers qualifiés sont sympathiques et intéressants.

Je ne suis pas déçue. Je suis très heureuse d'avoir fait cela après y avoir rêvé si longtemps. Je pense de plus en plus que la libération (relative) des ouvriers doit se faire avant tout à l'atelier et il me semble que j'arriverai à apercevoir un peu de quoi elle dépend. J'ai l'impression qu'il faudrait des changements pas très considérables pour faire d'une usine un endroit joyeux.

Quant à l'atmosphère, je me trouve dans ce milieu comme un poisson dans l'eau, tu peux le supposer.

Au reproche que je lui avais fait de ne passer dans les milieux qui l'intéressaient que juste le temps d'en tirer les informations et les renseignements utiles pour sa compréhension du monde ouvrier et des conditions de la suppression de la condition prolétarienne, elle me répondait :

Tu crois peut-être vraiment ce que tu disais l'autre soir, que je plane au-dessus de vous et ne fais que me poser dans tous les milieux sans rien lais-

ser de moi nulle part. Malheureusement pour moi (ou heureusement peut-être, au fond) c'est tout le contraire.

Oui, elle laissait beaucoup d'elle-même, mais elle était emportée par ce besoin d'absolu qui la dominait. Elle eût voulu trouver une solution parfaite aux problèmes qu'elle se posait et elle alla de déception en déception.

La dernière — avant la défaite et l'occupation — sera l'échec de la Révolution espagnole. Elle cherchait l'absolu, qui n'existe pas et qui ne peut se trouver qu'en Dieu, ce havre des âmes inquiètes, qui sera le sien.

L'absolu n'est pas de ce monde, en effet, et c'est pourtant le besoin d'absolu qui engendre les grands enthousiasmes, les courants jeunes qui s'écrasent parfois au contact de la dure réalité méconnue, mais qui renaissent toujours.

C'est que la lutte pour l'absolu, alliée à la claire conscience de la réalité, amène les hommes d'action à l'acceptation du relatif, à l'acceptation des petites conquêtes considérées comme des étapes vers le but idéal préalablement tracé. Les hommes d'action trouvent leur satisfaction dans le mouvement lui-même plus que dans l'étendue du pas en avant réalisé. Ils savent que la lutte ne cessera jamais, qu'on tendra toujours vers le but sans jamais l'atteindre pleinement, car l'atteindre ce serait supprimer le mouvement, la raison d'être de l'homme et du monde. Le monde est engagé dans un mouvement sans fin. Rien n'est figé, rien n'est isolé, rien n'est immobile, ni dans le temps ni dans l'espace. L'idéal, c'est seulement le point de direction, et c'est le grand réconfort de l'homme d'action de constater qu'il n'a pas dévié ; il éprouve le sentiment d'être invincible puisqu'il espère toujours, qu'il reste sur la route qu'il s'est tracée, face au but, symbole de tout ce qu'il y a de meilleur en lui et de ce qu'il y a de meilleur dans l'ensemble des humains. L'idéal, aux heures de lassitude et de désarroi, constitue, non pas un refuge, mais un guide, un stimulant.

Les Américains, eux, ont pu se donner un mouvement syndical en marge de toute philosophie. Ils restent dans la réalité et trouvent tous les mobiles de leur action dans cette réalité. Ils n'éprouvent pas le besoin de rattacher cette action à une conception générale du monde et de l'homme ; la poursuite de buts précis, réalisables immédiatement dans le milieu où l'on vit, suffit à donner un dynamisme, une âme à leur mouvement. Ils cherchent à résoudre les difficultés au moment où elles se présentent, avec les moyens dont ils disposent. Ils voient objectivement la société.

Chez nous, et c'est le propre des Gréco-Latins sans doute, on a tendance à se donner d'abord un idéal et à envisager l'action, même l'action pour des revendications immédiates, en fonction de cet idéal. Toute action est rattachée à un but lointain, à une idée force. On semble ne pas vouloir accepter la situation présente, on tient à se désolidariser de ce qui est, de ce qu'on veut détruire pour s'élever vers l'idéal qu'on a fait sien.

Les premiers socialistes, appelés socialistes utopiques, avaient construit d'harmonieux plans de société idéale, ne se laissant arrêter ni par les conditions matérielles de réalisation, ni par l'égoïsme inhérent à l'homme, ou par ses autres tendances antisociales, ni par les états d'esprit collectifs destructeurs qui gagnent parfois les foules au moment où on s'y attend le moins.

Le socialisme scientifique prétendit nous ramener à la réalité et nous tracer un idéal conçu comme l'aboutissement logique des forces dominantes de la société considérée. Il suffisait de prendre conscience de ces forces et du milieu où elles s'affirmaient, de ne pas les contrarier ou d'en favoriser l'évolution. Mais ce socialisme s'est figé. Il en

(6) Ce testament, mise au point plus complète que son article « Allons-nous vers une révolution prolétarienne ? », constitue un document très important qui sera publié dans quelques mois avec d'autres lettres et notes sur le mouvement syndical et une étude sur le marxisme.

est resté aux résultats d'une analyse effectuée il y a cent ans dans une société différente de la nôtre. Il n'a pas tenu compte des nouvelles forces économiques et sociales qui sont devenues prépondérantes, il n'a pas tenu compte des modifications qui ont pu s'effectuer dans le rapport des forces existantes : de sorte qu'aujourd'hui il en est réduit à utiliser la force ascendante d'il y a cent ans (le prolétariat) pour mettre au pouvoir la force ascendante d'aujourd'hui (la technico-bureaucratie) qui est une nouvelle force d'oppression. Le but d'hier n'est plus qu'une formule vidée de son contenu et on justifie son action, non plus en partant d'une analyse de la réalité, mais, en pliant la réalité à des axiomes sacrés dégagés de l'étude d'une réalité qui n'est plus.

Simone Weil a eu le grand mérite de repenser le socialisme en partant d'une nouvelle analyse de la société et d'une étude objective de l'homme, de l'homme qui travaille, de l'homme qui milite.

Elle a constaté d'une part que le capitalisme de grandes unités qui oriente notre économie engendre la prépondérance d'une technico-bureaucratie qui tend à s'imposer à la direction de la société par le moyen d'un Etat tout-puissant aux prérogatives sans cesse croissantes. Et, d'autre part, elle n'a pas découvert cet affermissement de la conscience de classe que Marx avait prédit.

La tendance vers l'étatisation, vers le fascisme sous des formes apparemment variables, est même renforcée par les marxistes officiels de tout poil qui se sont intégrés dans l'Etat ou n'aspirent qu'à se hisser à la tête de cet Etat devenu pourtant, ou

appelé à devenir inévitablement, l'instrument d'une classe nouvelle d'asservissement du prolétariat.

Reste le syndicalisme d'action directe qui pourrait seul constituer un frein à ce glissement vers l'oppression bureaucratique qui s'opère, en partie, avec l'appui de forces se réclamant du prolétariat. Mais il doit résister aux manœuvres d'enveloppement des partis et des gouvernements et il voit son action paralysée par l'intervention de ces forces extérieures.

Quand Simone Weil eut renoncé à ses espoirs de révolution prolétarienne, elle resta attachée au syndicalisme révolutionnaire, même lorsqu'elle reprochait à ses militants de ne pas avoir su se débarrasser de formules ne répondant plus à la situation actuelle. Ce réveil inattendu de la conscience prolétarienne qui se traduisit par les grèves de 1936 avec occupation d'usines l'enthousiasma. Elle rejoignit ensuite les anarcho-syndicalistes en lutte contre le fascisme. Mais la guerre vint, l'occupation, sources de nouvelles déceptions.

Son dernier écrit, *L'Enracinement*, révèle l'empreinte d'une profonde dépression. Il mériterait une analyse, mais nous nous proposons d'y revenir en essayant de situer la pensée sociale de Simone Weil dans l'histoire des idées sociales, après la publication de ses écrits les plus importants sur le mouvement social. Aujourd'hui nous avons simplement comblé une lacune dans l'évocation d'une phase de sa vie qui fut la plus active peut-être.

U. THEVENON.

(Février 1952.)

Parmi nos LETTRES

Nous avons reçu de la Fédération Syndicaliste des Travailleurs des P.T.T. Force Ouvrière la lettre suivante :

Cher camarade,

Les commentaires reproduits dans la « Révolution Proletarienne » au sujet des élections des représentants du personnel dans les P.T.T. nous permettent de penser que vous n'avez pas été convenablement informé du résultat de ces consultations.

Nous vous en communiquons les chiffres officiels.

à titre de contribution à la vérité, pour les trois Confédérations en compétition. Nous tenons à votre disposition les résultats détaillés, par commissions (collèges électoraux).

Nous nous garderons de tout commentaire, laissant ce soin à vos rédacteurs habituels.

Evidemment, attachés autant que la « R.P. » à la démocratie, nous pensons qu'elle doit nécessairement reposer sur l'objectivité. La qualité et la personnalité de certains de vos collaborateurs ne nous autorisent pas à croire que cette condition essentielle a été remplie.

E. STOESSEL.

Voici les chiffres officiels tels qu'ils nous sont communiqués :

Elections aux commissions paritaires départementales du 21 février 1952

	Voix obtenues			Sièges attribués		
	1950	1952	Différence	1950	1952	Différence
C.G.T.	54.035	56.865	2.830	2.174	2.358	184
F.O.	40.867	48.489	7.622	2.056	2.410	354
C.F.T.C.	24.355	27.015	2.660	716	848	132

Elections aux commissions paritaires régionales du 28 février 1952

	Voix obtenues			Sièges attribués		
	1950	1952	Différence	1950	1952	Différence
C.G.T.	56.221	58.784	2.563	600	588	12
F.O.	42.385	48.971	6.586	622	822	200
C.F.T.C.	29.002	31.363	2.361	234	246	12

Elections aux commissions paritaires centrales du 6 mars 1952

	Voix obtenues			Sièges attribués		
	1950	1952	Différence	1950	1952	Différence
C.G.T.	55.777	57.230	1.453	66	60	6
F.O.	38.988	44.151	5.163	60	65	6
C.F.T.C.	28.966	29.137	171	38	30	8

Faute de place, nous remettons au prochain numéro la réponse de R. Molinier.

VIVE LA PRODUCTIVITÉ !

J'ai idée que l'article vigoureux de Louzon déclencherà dans la R.P. non seulement une discussion sur la productivité, mais sur d'autres problèmes économiques dont la connaissance et la solution sont d'une importance capitale sur la marche de l'évolution dans le sens d'une révolution prolétarienne. C'est dans cet esprit que j'apporte ma pierre à la construction de l'édifice.

I. — QU'EST-CE QUE LA PRODUCTIVITÉ ?

On pourrait croire, en lisant le titre de mon article, que je suis en désaccord avec Louzon. Pas du tout. Du moins je le pense, puisque, aussi bien, son article se termine par ces mots : Vive le progrès technique ! ce qui signifie : Vive la productivité ! ou alors les mots n'ont plus de sens.

A mon avis, le terme productivité se justifie, car sous le vocable progrès technique il y a trop de choses. Je définis la productivité : toute accélération de production due uniquement aux agents naturels. La productivité, c'est par exemple la vitesse supplémentaire obtenue par un cycliste à une descente. C'est la part fournie dans la production par la nature, par le créateur, dirait un croyant. Elle est gratuite. Toute nouvelle production obtenue par un effort supplémentaire de l'homme ou par une augmentation de son temps de travail ne rentre pas dans le jeu du phénomène productivité. Autrement dit : quel que soit le mot par lequel on le désigne, le phénomène, conséquence du progrès technique, n'en existe pas moins ; et c'est dans ce sens qu'il faut l'étudier.

On dit qu'il ne faut pas confondre production et productivité. C'est vrai. Mais si l'on peut facilement imaginer une augmentation de production sans augmentation de productivité, il semble à première vue presque inconcevable d'imaginer la productivité sans augmentation de production. Cependant, nous verrons plus loin comment la bêtise et la sordide rapacité des hommes faussent le jeu normal du phénomène et rendent l'absurde possible.

Cette notion de productivité a été, certes, connue de tout temps ; mais il est bien des choses connues de tout temps dont on n'a compris entièrement ni le sens ni la portée. Il ne faut pas nier que des ouvrages comme « Machinisme et bien-être » de J. Fourastié donnent à la question progrès technique, vue sous l'angle niveau de vie et productivité, un sens que n'ont pas vu ou n'ont pas exposé les économistes classiques, y compris Karl Marx lui-même. Celui-ci, à ma connaissance, n'a pas traité le sujet particulièrement. Il y fait cependant souvent allusion, mais sans y voir une catégorie économique de premier plan. Je cite au hasard un exemple :

« En 1770, la population des royaumes unis de la Grande-Bretagne était de 15 millions et la population productive de 3 millions. Le pouvoir scientifique de la production égalait environ une population de 12 millions d'individus de plus ; donc en somme il y avait 15 millions de forces productives. Ainsi le pouvoir productif était à la population comme 1 est à 1 et le pouvoir scientifique était au pouvoir manuel comme 4 est à 1.

» En 1840, la population ne dépassait pas 30 millions ; la population productive était de 6 millions, tandis que le pouvoir scientifique montait à 650 millions, c'est-à-dire qu'il était à la population en-

tière comme 21 est à 1 et au pouvoir manuel comme 108 à 1.

» Dans la société anglaise, la journée de travail a donc acquis en soixante-dix ans un excédent de 2.700 % de productivité, c'est-à-dire qu'en 1840 elle a produit 27 fois autant qu'en 1770. D'après M. Proudhon, il faudrait poser la question que voici : Pourquoi l'ouvrier anglais de 1840 n'a-t-il pas été 27 fois plus riche que celui de 1770 ? En posant une pareille question, on supposerait naturellement que les Anglais auraient pu produire ces richesses sans que les conditions historiques dans lesquelles elles ont été produites, telles que : accumulation privée des capitaux, division moderne du travail, atelier automatique, concurrence anarchique, salariat, enfin tout ce qui est basé sur l'antagonisme des classes, eussent existé. Or, pour le développement des forces productives, et de cet excédent de travail, c'étaient précisément les conditions d'existence. »

On peut sur ce point admettre avec Marx que le progrès technique est engendré par l'antagonisme des classes, mais cela n'est pas fatal. En tout cas, est-ce bien, comme on le lui a fait dire, l'antagonisme patronat-salariat ? On s'aperçoit aujourd'hui que ce n'est pas là que se joue le drame. Les luttes féroces qui ont eu lieu entre capitalistes ont, si la thèse est exacte, autrement favorisé le progrès technique que les conflits entre patrons et ouvriers. Ces conflits pourraient cesser aujourd'hui, par exemple par une organisation du partage intégral des bénéfices et des profits, que la solution du malaise économique et social qui pèse sur le monde n'avancerait pas d'un pas.

Ce n'est pas par un excédent de travail, même non payé aux travailleurs, que la société s'enrichit, c'est par l'augmentation constante, considérable et sans précédent du pouvoir productif scientifique, comme dit Marx, c'est-à-dire de la productivité ; le pouvoir productif manuel, toujours selon l'expression de Marx, restant constant ou n'augmentant que dans des proportions relativement très faibles. Prétendre que le formidable accroissement des moyens de production et des richesses depuis deux ou trois siècles est dû aux méthodes de rationalisation de la main-d'œuvre n'est pas sérieux. C'est d'autant moins vrai que cette forme d'exploitation a toujours existé. Aux temps antiques, les propriétaires d'esclaves avaient le fonet et les plus humains les promesses d'affranchissement. Aujourd'hui on a les primes et le partage des bénéfices. De tout temps on a su faire suer le burnous et produire des Stakhanov. Voilà la vérité.

Allons plus loin. Tous les économistes de l'école classique, les physiocrates en particulier, sans mettre l'accent sur le terme productivité, ont parfaitement mis le phénomène en évidence et en ont de plus analysé les effets dans des pages qui devraient être connues et méditées de tout économiste digne de ce nom. Citons quelques lignes du plus éminent et du moins discuté d'entre eux, Ricardo :

« Toute économie dans le travail ne manque jamais de faire baisser la valeur relative d'une marchandise soit que cette économie porte sur le travail nécessaire à la fabrication de l'objet même, ou bien sur le travail nécessaire à la formation du capital employé dans cette production.

» Diminuez les frais de fabrication des chapeaux et leur prix finira par tomber à leur nouveau prix

naturel quoique la demande puisse doubler, tripler, quadrupler.

» En augmentant constamment la facilité de production, nous diminuons constamment la valeur de quelques-unes des choses produites auparavant, quoique par ce même moyen, non seulement nous ajoutions à la richesse nationale, mais que nous augmentions encore la faculté de produire. Aussitôt qu'au moyen des machines ou par nos connaissances en physique nous forçons les agents naturels à faire l'ouvrage que l'homme faisait auparavant la valeur échangeable de cet ouvrage tombe en conséquence. »

Nous avons là, sans le mot, une relation précise du phénomène productivité avec son action spécifique sur la valeur des produits. Il explique comment on obtient non pas plus de valeurs, mais plus de marchandises pour ces mêmes valeurs, ce qui provoque à plus ou moins longue échéance, malgré les circonstances et la résistance des hommes, une baisse de valeur et de prix définitivement acquise.

Quelques exemples extrêmes vont illustrer cette affirmation. Au temps des Mérovingiens, le cheval et son mors avaient la même valeur. Aujourd'hui le mors ne compte plus que pour mémoire dans le budget d'un éleveur. A l'époque grecque, un esclave valait autant que deux paires de bœufs. Aujourd'hui, si on estime la valeur d'un ouvrier qualifié à la valeur de son salaire, il vaut sensiblement autant que quatre bœufs. La valeur de l'homme en tant que salarié et celle du bœuf n'ont donc pas varié. Pourquoi ? Parce que le pouvoir productif de l'homme comme salarié et celui du bœuf ne sont pas susceptibles d'une augmentation importante de productivité.

Les effets de la productivité sur la valeur sont totalement indépendants de la volonté et des caprices des hommes. Dès qu'une invention est faite, qu'un progrès technique est mis en œuvre, ses effets jouent immédiatement et ont une répercussion dans toute la branche de l'économie touchée par ce nouveau pouvoir productif. Quant à la courbe des prix qui fatalement est appelée à se confondre avec la courbe des valeurs, sa marche est fonction du comportement des individus, des collectivités. Il est relativement facile de freiner la production, de détruire des richesses, d'arrêter leur circulation, de déclencher des guerres qui sont la destruction suprême.

Mais cela ne joue guère que sur le mouvement des prix. L'homme est totalement fou s'il croit pouvoir recommencer le passé, s'il croit possible de se procurer un cheval au prix du mors, ou de vendre le mors au prix du cheval.

En conclusion, si l'on traduit en langage physique ce déterminisme de l'accélération de la production due aux progrès de la science, on peut risquer ces deux théorèmes :

1. La valeur des produits diminue en raison directe de leur vitesse de production (productivité) ;
2. La vitesse de production (la productivité) augmente en raison directe de la baisse des prix.

Ces deux théorèmes ont pour résultante une constante économique qui détermine toute conjoncture et règle les mouvements de l'économie.

II. — OU SONT ALLES, OU VONT LES GAINS POSSIBLES DUS A LA PRODUCTIVITE ?

Pour répondre à cette question, nous allons la poser autrement, comme Marx l'indiquait dans le passage de son livre « Misère de la philosophie » que j'ai cité plus haut. Si la société est aujourd'hui des milliers de fois plus riche, comment se fait-il que les ouvriers ne soient pas eux aussi des milliers de fois plus riches ?

Dans notre réponse, nous nous limiterons autant que faire se peut au seul phénomène productivité, bien que d'autres facteurs d'ordre économique et social aient joué aussi leur rôle (rentes, plus-value, surpopulation, grèves, guerres, etc.). Le progrès technique ayant joué un rôle prépondérant dans le formidable accroissement des richesses de ces derniers siècles, il est permis de penser que, en démontant le mécanisme de la distribution de ces richesses, on trouvera une réponse satisfaisante à la question.

Nous allons raisonner sur le fonctionnement d'une entreprise qui n'a pas d'histoire, où salaires, profits, amortissements, achats, ventes, etc., sont équilibrés, dans une époque où la conjoncture est, comme on dit, favorable. Voici que dans cette entreprise, grâce à une idée du patron, d'un technicien ou d'un ouvrier, on met en pratique un procédé qui permet tout compte fait de doubler la production, sans dépense nouvelle, sans augmenter l'effort des ouvriers. L'entreprise se trouve en mesure de livrer sur le marché des marchandises dont le prix de revient a diminué de moitié grâce au phénomène productivité, accélération de la production. Que va-t-il se passer ?

Bien des hypothèses sont à envisager selon certaines constellations de conditions ou selon la mentalité des dirigeants de l'entreprise. Admettons l'hypothèse la plus vraisemblable. Les maîtres de l'entreprise ont la mentalité de 90 % de leurs confrères, faite d'ignorance et de cupidité. Ils vont tout simplement continuer à vendre leurs produits au même prix, si rien ne s'y oppose, ignorant ou voulant ignorer que leur valeur a baissé de moitié. Ils y arriveront très bien si la demande est forte ou par une réclame bien conduite. Ils se feront protéger au besoin, s'ils ont quelque agent rétribué en haut lieu, par un office au service d'intérêts dits nationaux (modification des tarifs douaniers, de l'assiette de certains impôts, du cours des changes, etc.). Dans le cas où l'entreprise ne pourrait écouler son surplus de production, elle adaptera son offre à la demande et licenciéra une partie de son personnel. Nous avons là le cas d'une productivité qui engendre une restriction de la production et du chômage.

Dans les deux cas envisagés, augmentation ou restriction de l'activité productrice, les bénéfices réalisés sont restés à l'entreprise. Ils ont été empochés par les patrons seuls, ou par tous les artisans de l'exploitation s'il y a partage des bénéfices.

Dans le cas où les marchandises produites en plus se sont écoulées, elles ont forcément été vendues à la place d'autres marchandises qui, elles, sont restées bloquées quelque part, car aucun pouvoir d'achat supplémentaire n'a été créé et mis à la disposition d'acheteurs éventuels. En définitive, donc, seuls les membres de l'entreprise ont été favorisés et ont vu leur pouvoir d'achat augmenter, mais aux dépens du pouvoir d'achat global et en particulier aux dépens du pouvoir d'achat des ouvriers congédiés. Le départ de ceux-ci de la fabrique ne provoquant pas une baisse de prix, c'est-à-dire une augmentation du pouvoir d'achat, ils ne pourront nécessairement trouver du travail qu'à un salaire plus bas. S'ils obtiennent une indemnité de chômage, celle-ci sera prélevée sur la masse monétaire en circulation et fera baisser d'autant le pouvoir d'achat d'une partie de la population. Si ce prélèvement porte directement sur la production par des impôts ou des taxes, il peut annuler les effets du progrès technique, et par contre-coup obliger les entreprises à la limite de la rentabilité à fermer leurs portes. Ce sera le cercle vicieux sans fin : ouvriers congédiés, augmentation des impôts, faillites, diminution des revenus...

Et de bons apôtres, ayant l'oreille des masses, bien sûr, accuseront le progrès technique, le machinisme !

Mais, pourra-t-on dire, le pouvoir d'achat global n'a pas diminué. Il n'y a eu en réalité qu'un déplacement du pouvoir d'achat en faveur des catégories sociales exerçant leur activité dans les secteurs qui augmentent leur productivité. Et ces catégories consomment et par suite ne provoquent pas un ralentissement de l'activité économique. Oui, bien sûr, ou peut-être ! Mais c'est là que réside tout le drame social de notre époque. Nous assistons à la formation de nouvelles classes de privilégiés, grâce à cette canalisation savante des bienfaits de la productivité. Voici comment :

Presque toujours, les bénéficiaires directs de la productivité, telle que je viens d'en montrer les effets, disposent déjà de budgets personnels élevés. Les grandes entreprises qui peuvent accélérer leur production sont en général bien équipées, disposent de crédits élevés et ont à leur service un personnel hautement qualifié et touchant de hauts salaires. Avec un pouvoir d'achat accru, ils n'achèteront pas plus, plutôt moins, d'objets de première nécessité. Leurs surplus de consommation porteront sur une alimentation plus fine, des vêtements de meilleure coupe, un intérieur plus confortable, des objets de luxe, etc. Ce qui aura pour effet de modifier la structure de la production et de provoquer un changement dans la répartition de la population active. L'activité productrice évoluera vers la fabrication de produits de moindre nécessité ou de luxe. Le mouvement des capitaux et du crédit suivra. Tout cela forcément aux dépens des activités au service des masses dont le pouvoir d'achat ira s'amenuisant. Nous aurons ce que l'on voit déjà nettement : en bas, une crise de surproduction relative consécutive à des restrictions de consommation, donc la gêne ; en haut, l'aisance et le luxe et, en plus, le malaise économique allant s'aggravant. Voilà l'orientation que donne à l'économie un progrès technique, une productivité qui ne vise qu'à diminuer le prix de revient, sans augmentation sensible de la production. Voilà où en est l'économie française et aussi l'économie de l'Occident continental européen. Les dirigeants anglais, eux, aveuglés par leur ancienne puissance, ont entrepris de ressusciter l'Angleterre de l'époque victorienne : produire beaucoup, consommer peu, pour exporter beaucoup et importer le moins possible ; comme s'il était possible d'exporter sans importer, c'est-à-dire de vendre sans acheter. Cela pouvait se pratiquer à l'époque du colonialisme ; mais le temps est bien fini où l'on équilibrait les balances commerciales à coups de canon.

Et c'est ainsi que les bienfaits du progrès technique qui devraient s'étendre au monde entier sont détournés de leur destination naturelle et réservés aux classes privilégiées. La productivité telle qu'elle est comprise ne vise qu'à augmenter le niveau de vie des riches aux dépens du niveau de vie des pauvres. On agit selon un déterminisme qui ne paraît pas déplaire aux puissants du jour. Les pays à faible productivité sont les pays à fortes rentes.

III. — OU DOIVENT ALLER LES FRUITS DE LA PRODUCTIVITÉ ?

Revenons à notre entreprise hypothétique qui grâce au progrès technique a réussi à doubler sa vitesse de production. Imaginons que son conseil dirigeant décide que les sommes économisées n'iront ni à l'entreprise pour élever ses bénéfices ni aux ouvriers pour élever leurs salaires, mais seront consacrées à l'abaissement des prix de vente au profit du consommateur. Les prix ayant bais-

sé, les consommateurs riches et pauvres pourront acheter davantage de marchandises. Pour la fabrication de ces biens, il faudra de nouvelles fabriques, de nouveaux chantiers, de la main-d'œuvre. Les ouvriers qui ont été licenciés vont retrouver du travail. Les entreprises qui étaient en difficulté vont recevoir de nouvelles commandes, celles qui avaient cessé de produire vont rouvrir leurs portes et reprendre leur activité. Elles pourront à leur tour augmenter leur vitesse de production, rationaliser et abaisser leurs prix de vente, si elles comprennent la marche de l'économie dans l'esprit que nous supposons. Les épargnants qui eux aussi sont des consommateurs pourront épargner davantage et rendre ainsi les capitaux plus abondants et par suite moins chers, ce qui favorisera les investissements. En même temps naîtra un climat de confiance favorable aux conceptions audacieuses, aux grands travaux, à la création de puissants moyens de production et d'échange.

Autre conséquence extrêmement importante. Les secteurs économiques particulièrement favorables à l'application de nouvelles techniques sont ceux des productions de masse concernant les produits de première nécessité (alimentation, habillement, objets ménagers, transport, éclairage, chauffage, etc.). Ce sont donc les consommateurs de base qui seront plus particulièrement favorisés. L'économie s'orientera vers une égalisation par le haut. Le niveau de vie minimum se rapprochera du niveau de vie maximum. L'écart entre les deux extrêmes se comblera.

On m'a dit : ce raisonnement est enfantin ; c'est de la théorie, en pratique ça ne se passe pas comme ça. C'est l'objection que m'ont faite Marceau Pivert et Paul Rassinier, par exemple, en me communiquant leur point de vue à ce sujet. Je le sais bien que ça ne se passe pas comme ça, je crois l'avoir montré dans le chapitre précédent. Mais où est l'erreur de mon raisonnement ? Un progrès technique qui consiste à abaisser le prix de revient tout en maintenant et augmentant le prix de vente est le résultat d'une politique pratiquée en toute connaissance de cause. On n'a pas le droit de conclure que c'est là l'aboutissement fatal de l'évolution historique. L'homme est de taille à vaincre la dialectique. Si la nature a fait l'homme, l'homme en revanche écrit sa propre histoire.

Au surplus, la thèse que j'expose n'est-elle pas celle que les économistes ont appelée le principe de compensation, principe vieux de 150 ans, qui explique comment les ouvriers éliminés par le progrès technique retrouvent du travail par l'extension de la production dite compensatrice ? N'est-ce pas aussi à cette époque dite du capitalisme libéral que l'échange des produits avait lieu selon leur valeur réelle (temps minimum de production) ? Bien que le principe ait été imposé par la concurrence, il n'en poursuivait pas moins ses effets bien-faisants qui se traduisaient par un relèvement général du niveau de vie. Si le prolétariat n'en a pas eu peu profité, cela est dû à son ignorance, à sa faiblesse, à son manque d'organisation, toutes choses qui ont permis à la loi d'airain des salaires de jouer dans toute sa rigueur :

« Le travail étant lui-même marchandise se mesure comme tel par le temps de travail qu'il faut pour produire le travail marchandise. Et que faut-il pour produire le travail marchandise ? Tout juste ce qu'il faut de temps de travail pour produire les objets indispensables à l'entretien incessant du travail... Le prix naturel du travail n'est autre que le minimum de salaire. » (Karl Marx.)

D'autre part, et plus près de nous, où est la source de la prospérité et de la puissance économique américaines ? Nul besoin d'aller passer des semaines aux U.S.A. pour le savoir et le compren-

dre. Les bas prix et les hauts salaires avec cette fièvre de consommer et de produire spéciale aux Américains expliquent tout. Les bas prix augmentent le pouvoir d'achat général, les hauts salaires, menaçant ou réduisant les profits, poussent au progrès technique, à la rationalisation, donc à une haute productivité. Il n'y a là ni mystère ni miracle, simplement le jeu humain de l'intelligence et de la volonté. C'est enfantin et ça se passe comme ça.

Certes, tout ne va pas tout seul. Rien ne va tout seul. Il faut le coup de pouce de l'homme. Mais ici l'homme va dans le sens des lois naturelles. « Il commande à la nature, aux choses, en leur obéissant. » En effet, la nature, Dieu si l'on veut, lui dit : *Plus tu produiras et récolteras facilement, moins les fruits de ta science et de ton génie auront de valeur.* Est-ce que ce langage n'a pas pour corollaire l'obligation de laisser les marchandises se présenter au marché avec leur nouvelle et réelle valeur échangeable, puisque, aussi bien, leur valeur utile sera restée la même ?

IV. — ATTITUDE DE LA CLASSE OUVRIERE A L'EGARD DE LA PRODUCTIVITE

Les travailleurs ne doivent pas s'opposer à la productivité, due au progrès technique, puisqu'elle leur assure, malgré l'égoïsme, l'incapacité, le mauvais vouloir des dirigeants, une augmentation de leur niveau de vie. Mais c'est à eux de faire en sorte que ses bienfaits s'étendent à tous, à eux comme aux autres, salariés ou non-salariés ; et pour cela, ils ne devraient pas oublier les leçons du passé, et se rappeler que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Jusqu'à ce jour, qu'ils sachent bien, les travailleurs, que la petite part du progrès technique qui leur a été attribuée l'a été plutôt par les circonstances, par la force des choses. Je ne vois pas bien comment il serait possible de loger, de vêtir, de nourrir un salarié comme au temps de Caton l'Ancien, de Charlemagne ou de Louis XIV. Cependant, qu'ils méditent ces constatations que je cueille dans l'ouvrage déjà cité de J. Fourastié : *Machinisme et bien-être* :

« Le minimum vital de Vauban est supérieur à la moyenne effectivement observée dans la nation ; le minimum vital de Villermé (1830) est à peu près égal au revenu moyen observé. Le minimum vital 1949 est inférieur de plus de moitié au revenu moyen observé dans la nation.

» Sur la base de 100 en 1750-60 et 140 en 1800, le salaire réel hebdomadaire, exprimé en prix de détail, des ouvriers professionnels à Paris ne dépasse pas 250 en France lors de son maximum atteint au cours des années 1930-35 et retombe à 235 en 1938-39 par suite de l'affaissement de la production nationale. La régression actuelle est telle qu'il n'est guère plus élevé en 1950 qu'en 1805. » (p. 86.)

Ces constatations sont effarantes, à peine croyables. Et cependant c'est la vérité. On ne peut douter de la valeur des documents de J. Fourastié ni de sa parfaite objectivité. C'est la confirmation de la thèse marxiste de la loi d'airain des salaires : « Le minimum de salaire — aujourd'hui minimum professionnel garanti — est le centre vers lequel gravitent les prix courants du salaire. »

Le prix de la force du travail, c'est-à-dire le prix de l'homme, suit la loi des prix des marchandises. Il est même aujourd'hui nettement défavorisé, car avec le dirigisme actuel, oriental ou occidental, il est facile de se rendre compte que le prix de certaines marchandises, comme la viande, le vin, les vêtements, est autrement protégé que les salaires. En Russie par exemple, les bêtes ne sont pas en-

voquées pour y pourrir en Sibérie. La conclusion immédiate qui s'impose c'est que la défense du travail ne peut être conduite efficacement que par les travailleurs. Pour les syndiqués de ma génération c'est, hélas ! une bien banale vérité.

Alors quoi faire ? Quelle conduite suivre ? Quel programme appliquer ? Eh bien ! selon l'avis d'un ancien militant de l'époque dite héroïque (un bien grand mot peut-être !), ce n'est pas celui ou celle que recommandent en ce moment les dirigeants syndicalistes productivistes. Quels que soient leur bonne foi, leur bonne volonté, leur désir de bien servir la classe ouvrière, ils se trompent lourdement lorsqu'ils engagent les ouvriers dans la voie du partage des profits dus aux augmentations de productivité. Tous ces systèmes de primes et de participation aux bénéfices pour encourager la production et la productivité sont voués à la faillite, car ils ne feront qu'aggraver le désordre économique et les inégalités sociales. Que ce soit le système des primes au rendement, le système association capital-travail avec toutes ses combinaisons savamment imaginées, ou même le système à forme communautaire Barbu ; que ce soient les formes diverses d'attribution des salaires, salaire proportionnel, salaire production, etc., autant de mots cachant la réalité : aggravation ou maintien du sort de la grande masse des travailleurs de la base, et aucun avantage visant l'augmentation du revenu global national.

L'un des résultats les plus néfastes de ces pratiques, c'est de corrompre les ouvriers en développant chez eux l'esprit capitaliste, au mauvais sens du mot ; en émoussant chez eux l'esprit de solidarité qui les lie entre eux par-dessus toutes les frontières : frontières nationales, corporatives, spirituelles... Le fait de partager des profits dont la plus grosse part n'est jamais due aux propres efforts de l'entreprise n'en diminue aucunement le caractère anti-économique et immoral. Si encore la méthode apportait quelque bénéfice à l'économie générale, comme au temps du capitalisme libéral, du chacun pour soi et Dieu pour tous, mais ce n'est pas le cas aujourd'hui où fonctionne dans toute sa plénitude le dirigisme public et privé au bénéfice des intérêts particuliers des classes privilégiées.

La seule attitude à prendre, c'est de revenir à la défense du salaire direct. Le salaire doit rester totalement indépendant de toutes mesures ou lois sociales visant la famille, la santé, l'assistance, les assurances, la sécurité, etc., toutes choses réglées à part par un impôt général ou tout autre prélèvement de ce genre.

Quant aux bénéfices réalisés par la productivité dans les entreprises publiques ou privées, les syndicats doivent exiger qu'ils soient consacrés à la baisse des prix, sauf dans le cas où la demande est très forte et l'offre très faible : là les hauts bénéfices possibles doivent aller aux investissements, à la construction de nouvelles usines, à l'extension des moyens de production, de manière à équilibrer l'offre et la demande, et rentrer ensuite dans le cadre et le climat de la baisse progressive et constante des prix de revient et des prix de vente, le seul moyen d'augmenter le pouvoir d'achat général et individuel.

Les ouvriers des usines qui rationalisent devront exiger cette pratique d'une façon impérative, par la grève si c'est nécessaire, ou par le ralentissement du rythme de la production de manière à ramener le prix de revient à son niveau antérieur. Au moins profiteront-ils ainsi du progrès technique par une diminution de leur peine et l'augmentation de leurs loisirs.

J'arrête ici mon exposé. Bien d'autres points sur ce sujet restent à discuter et à éclaircir. J'espère que la discussion continuera.

(Janvier 1952.)

J. FONTAINE.

LA CAMPAGNE OU LA VILLE ?
TAFT OU EISENHOWER ?

Il est toujours assez difficile, pour nous autres Européens, de comprendre le mécanisme politique de l'Amérique. En France, en Angleterre, en Allemagne, en Italie, c'est simple : il existe des partis politiques différents dont chacun groupe des hommes ayant dans l'ensemble une même opinion politique, opinion qui diffère plus ou moins largement de celle des autres partis. Les politiques se divisent selon la ligne de séparation des partis.

Aux Etats-Unis, il en va différemment. Beaucoup plus que des partis politiques, le parti démocrate et le parti républicain sont des « machines » politiques ; des mécanismes par lesquels les membres du parti cherchent simplement à se hisser au pouvoir et aux places. On se met dans la « machine » républicaine ou dans la « machine » démocrate selon que l'on estime que c'est l'une ou l'autre qui vous offre le plus de chances d'arriver, et non parce qu'elle correspond à votre opinion politique. Il s'ensuit que le même parti, la même « machine », groupe des gens d'opinion très différente, dont la pensée est beaucoup plus proche de celle de leurs homologues de l'autre parti que de celle des membres de leur propre parti, mais qui appartiennent à un courant de pensée différent. En Europe, il y a des partis qui sont de « gauche » et des partis qui sont de « droite » ; aux Etats-Unis, c'est à l'intérieur d'un même parti que se différencient la « gauche » et la « droite », et la gauche de l'un (ou sa droite) ressemble presque comme une sœur à la gauche (ou à la droite) de l'autre.

C'est ainsi, par exemple, que les esclavagistes du Sud, qui appartiennent à peu près tous au parti démocrate, sont évidemment aussi à droite que Taft, le principal représentant de la droite du parti républicain ; inversement, le parti républicain a eu à certain moment une aile gauche (La Follette) qui était beaucoup plus à gauche que n'importe quelle fraction du parti démocrate, cependant qu'aujourd'hui encore la gauche du parti républicain, avec des hommes comme Warren, par exemple, le gouverneur de Californie, et, plus encore, avec les représentants ouvriers de l'American Federation of Labor qui sont presque tous républicains (à la différence du C.I.O. où l'on est généralement démocrate) est aussi à gauche que Truman, et n'a rien de commun avec les pétes de la loi antisyndicale Taft-Hartley, bien qu'appartenant au même parti. Ce qui n'empêche point d'ailleurs « droite » et « gauche » de s'unir pour faire élire les candidats de leur parti, quels qu'ils soient (1), car, n'est-ce pas, les affaires sont les affaires ; donc que la « machine » d'abord triomphe !

Il s'ensuit que la question présente n'est pas tant de savoir quel parti vaincra aux élections présidentielles, mais bien plutôt de savoir quels seront les candidats aux élections présidentielles du parti républicain et du parti démocrate. Des hommes pris dans leur droite, ou des hommes pris dans leur gauche ?

D'où l'importance des élections qui se déroulent actuellement au sein de chacune des deux « machi-

nes » pour la nomination des délégués qui doivent décider en juillet prochain, au sein de leurs congrès respectifs, du choix de l'homme qui sera le candidat du parti à la présidence.

Dans ces élections, comme il est naturel en cette sorte de veillée d'armes dans laquelle vit l'Amérique, c'est la politique extérieure qui est le facteur déterminant, beaucoup plus que les questions de politique intérieure.

Taft ou Eisenhower ? Telle est la nature du choix qu'a à faire, non seulement le parti républicain, mais, sous une forme ou sous une autre, l'Amérique tout entière. Car Taft et Eisenhower personnifient chacun l'une des deux politiques étrangères que l'Amérique peut suivre : l'une de repliement, l'autre d'expansion.

La première consiste à se renfermer, sinon dans une tour d'ivoire, au moins dans une forteresse d'acier. Se retrancher entre ses deux océans et s'y construire, à l'abri d'une marine formidable et d'une aviation plus formidable encore, un asile inviolable.

L'autre consiste à intervenir partout dans le monde. A fournir à toutes les nations que l'on peut toucher un guide, une direction, celle de l'Amérique, tout en leur garantissant, en contre-partie, une aide, un soutien, celui de l'Amérique, soutien aussi bien militaire qu'économique et financier. Autrement dit, l'Amérique deviendra-t-elle l'organisatrice de l'« Etat mondial », ou bien se recroquevillera-t-elle en un « Gibraltar » assiégé ? Telle est l'alternative qui se trouve placée, avec le maximum de netteté qui soit possible au cours d'une campagne électorale, devant les électeurs républicains des Etats-Unis.

A cette question, les uns répondent : Taft ; et les autres : Eisenhower.

Lesquels répondent Taft, et lesquels répondent Eisenhower ? Les élections au sein du parti républicain sont maintenant assez avancées pour qu'on puisse s'en rendre compte.

Ceux qui votent Taft, ce sont, en général, les Etats du « Middlewest », les Etats du bassin du Mississippi, l'Illinois, l'Ohio, etc., autrement dit : l'Amérique agricole. Ceux qui votent Eisenhower, ce sont, au contraire, les Etats de l'Est, ceux de New-York, du New-Jersey de Pennsylvanie, autrement dit : l'Amérique industrielle. Et un examen plus détaillé des résultats électoraux montrerait même, sans doute, qu'à l'intérieur de chaque Etat, ce sont les villes qui votent pour Eisenhower (2), et les campagnes pour Taft.

Ainsi, en cette circonstance décisive où se trouve en jeu ce qui a trait aux intérêts les plus profonds du pays, la ligne de division passe entre les deux catégories de la population qui sont celles qui, en tous pays et par tous leurs caractères, s'opposent le plus profondément : le rural et le citadin.

Le rural attaché au passé, le citadin regardant vers l'avenir. Le rural dont le domaine est toujours susceptible d'assurer sa nourriture, même lorsqu'il a, en fait cessé de remplir ce rôle ; le citadin dont la vie tout entière dépend exclusivement du marché, marché local, national, mondial. Le rural dont l'existence, marquée par le rythme des saisons, ne se modifie guère de la naissance à la mort ; le citadin

(1) Sauf cas exceptionnels. L'un de ceux-ci s'est présenté aux dernières élections sénatoriales dans l'Ohio, où toutes les organisations ouvrières, y compris l'American Federation of Labor, firent campagne contre Taft, candidat républicain, mais auteur de la loi antisyndicale.

(2) C'est ainsi que dans le Wisconsin, où Taft l'a emporté, les deux grandes villes, Milwaukee et Madison la capitale, ont donné à Warren (considéré comme le substitut d'Eisenhower) la majorité sur Taft, et cela malgré la présence d'un troisième candidat.

dont la vie est un perpétuel changement, un risque continu. Le premier, solitaire, s'écarte de tout ce qui est étranger ; le second, en perpétuel contact avec les multitudes, les aime, et ne cherche qu'à en étendre le nombre.

Dès lors, tout naturellement, l'un est pour l'autorité, l'isolement, l'absence d'aventures, alors que l'autre envisage sans effroi de parcourir le monde, en législateur, en soldat, en maître, en bienfaiteur...

L'industrie, le commerce, les besoins, les connaissances de l'homme de la ville ont des ramifications mondiales ; il lui paraît donc naturel, et même nécessaire, que sa politique ait une envergure mondiale. C'est pourquoi, malgré la lutte de classes qui les oppose, on sait avec quelle vigueur, « big business » d'une part, American Federation of Labor et C.I.O. d'autre part, se trouvent unis derrière la politique étrangère Truman-Eisenhower, face à Taft, l'homme du « corn-belt » (le pays du maïs).

Qui sortira vainqueur de ce conflit ? Il paraît difficile d'admettre que ce soit le paysan, tout au moins d'une manière définitive. Si nous ne sommes plus à l'époque de la révolution industrielle, nous sommes encore à celle de l'industrie. Celle-ci conserve toute sa primauté. C'est elle qui, en Occident, demeure l'élément dirigeant de la vie sociale et politique tout entière. Que le plus grand pays industriel du monde soit commandé par des paysans apparaît inconcevable.

Aussi, même si, contrairement à ce qui semble probable, Taft était élu président des Etats-Unis, il se pourrait fort bien que cet élu des « fermiers » soit obligé, sous la pression des forces réelles, à suivre la politique de l'industrie, et que ce fidèle de l'isolationnisme devienne **volens nolens** l'homme de l'intervention et le président de la guerre.

CAUSES D'UNE « VARIATION »

Je comptais, dans le prochain numéro de la « R.P. », « accuser le coup », en rappelant qu'il y a cinq ans (mai 47), j'indiquais dans un article que cinq années me semblaient la durée maximum de paix qu'on pouvait espérer. Or, comme, le mois prochain, ces cinq années seront pleinement écoulées, si la guerre n'a pas encore éclaté à ce moment-là (ce qui paraît probable, le terrible dégel russe, bloqueur de communications, ne devant guère finir avant juin, et les ponts sur l'Oder, dont la construction vient d'être entreprise il y a quelques semaines, pouvant difficilement être déjà finis) ma prévision se trouvera avoir été en défaut.

Mais déjà le camarade Nénert dans une lettre à la « R.P. » me rappelle à mon devoir. Empressons-nous donc de le remplir.

Il y a cinq ans — écrit Nénert — Louzon croyait l'Amérique décidée à une guerre préventive. Il écrivait : « Il faut s'attendre à ce que le jour où les services de renseignements américains avertiront l'état-major que la Russie va être bientôt en mesure de fabriquer des bombes atomiques (ou même peut-être avant), les Etats-Unis déclencheront la guerre. »

Et il concluait par cette prédiction à peine nuancée de doute : « J'aurais bien envie d'écrire, si je ne craignais de contrister les cœurs sensibles : la guerre avant cinq ans. »

Le délai de cinq ans est expiré. Les Russes fabriquent des bombes atomiques. L'Amérique n'a pas déclenché la guerre préventive. Louzon croit pourtant le danger de guerre de plus en plus imminent, mais pour d'autres raisons. Cette fois, c'est la Russie qui n'a plus qu'une idée : frapper avant que le réarmement américain soit achevé. Tout cela présenté avec des termes scientifiques — courbes d'augmentation de puissance, moment optimum — qui ne manqueraient pas d'impressionner ceux qui n'auraient pas lu ou auraient oublié l'opinion de Louzon en 1947. A ce moment, la supériorité anglo-

américaine était, paraît-il, écrasante. Les fameuses courbes d'augmentation se seraient donc déjà courbées ? A quel moment ? On demande un dessin...

Tout ce que dit Nénert est parfaitement exact. Et il est incontestable que sinon pour l'essentiel, à savoir l'inévitabilité du conflit russo-américain — mais, pour l'accessoire : les conditions dans lesquelles ce conflit éclatera, mon opinion a varié ; elle a varié au fur et à mesure que les événements m'ont amené à la réviser et à la rectifier.

Mais qu'on me permette d'abord une observation d'ordre général : je n'ai aucune prétention à la divination et n'entends nullement jouer à la pythonisse. Je suis simplement dans la position de l'homme qui cherche à comprendre et qui, par voie de conséquence, cherche à prévoir, car, en aucun domaine, il n'est d'autre preuve de l'exactitude d'une explication que la vérification des prévisions qui en découlent. Une théorie scientifique qui se donne pour but d'expliquer certains phénomènes physiques est sans valeur tant que n'a point été faite une observation ou une expérience qui la vérifie. C'est pourquoi, si présomptueux que cela puisse paraître, je tâche toujours d'indiquer les conséquences qui me semblent devoir découler pour demain des explications que je propose pour aujourd'hui.

A l'égard des faits sociaux, plusieurs attitudes sont possibles : ou bien les subir, comme ils se produisent, sans plus ; ou bien rouspéter contre eux et les maudire à longueur de journée (ce qui est aujourd'hui à peu près la seule tâche que s'assignent la plupart des révolutionnaires) ; ou bien, enfin, essayer de les analyser et de les comprendre, afin, s'il est possible, d'agir sur eux, ou, du moins, si cela est impossible et qu'on doive inévitablement être entraîné par eux, savoir au moins où ils vous mènent.

Savoir afin de prévoir, prévoir afin de **pourvoir**, disait, ou à peu près, Auguste Comte. C'est ce que j'essaie de faire le plus possible, et c'est la principale tâche à laquelle, à mon avis, la « R.P. » doit se consacrer. **Savoir**, c'est-à-dire observer avec le plus de soin possible les faits et les événements. **Prévoir**, c'est-à-dire déduire de ces faits et de ces événements les conséquences qui paraissent raisonnablement devoir en découler — afin de **pourvoir**, c'est-à-dire de se préparer à agir. **Savoir sans prévoir** n'est qu'un savoir vain, de même que prévoir sans pourvoir n'est qu'un exercice intellectuel sans portée.

Voilà pourquoi je tâche de prévoir, c'est-à-dire d'indiquer ce qui apparaît comme le plus probable eu égard aux données que l'on possède, tout en sachant parfaitement qu'on ne peut ni connaître toutes les données qui conditionnent l'avenir, ni **fortiori**, les faits entièrement nouveaux qui peuvent surgir à un moment donné et infléchir d'une façon imprévisible la courbe des événements.

Cela dit, revenons à la question essentielle, très exactement précisée par Nénert : pourquoi, lorsque les Américains ont su que les Russes avaient la bombe atomique n'ont-ils point immédiatement déclenché la guerre, ainsi que je le pensais en 1947, c'est-à-dire deux ans auparavant ?

Pour une raison bien simple, que je n'avais pas prévue et qu'il était, je crois, bien difficile de prévoir, c'est qu'en 1949, les Américains n'étaient plus alors en mesure de faire la guerre.

Cette impuissance était due à deux causes.

La première est que, jusqu'à l'explosion de 49, Washington ignorait tout du point où en étaient les recherches russes concernant la bombe atomique. On se figurait volontiers qu'il se passerait encore plusieurs années avant que les pauvres techniciens russes parviennent à dominer les problèmes que la science conjugue de l'Amérique et de l'Angleterre

avait eu, elle-même, tant de mal à résoudre ou cours des années 42 à 45.

L'enregistrement de l'explosion atomique russe de l'été 49 fut donc pour l'Amérique un véritable coup de tonnerre, qui, en détruisant ses illusions, la mettait devant un inconnu presque total. « La Russie vient de prouver que, contrairement à ce que nous pensions, elle est déjà en mesure de libérer de l'énergie nucléaire, mais combien peut-elle en libérer ? Où en est-elle exactement ? A-t-elle une bombe, 10 bombes, 100 bombes ? Et combien de nouvelles bombes peut-elle fabriquer par an ? Peut-être de plus nombreuses et de plus puissantes que nous ? » (3).

Toutes questions auxquelles on ne pouvait se hasarder à donner une réponse, puisque l'on s'était déjà trompé si lourdement sur la question principale, celle du moment où la Russie pourrait commencer à avoir sa première bombe.

L'incertitude était d'autant plus grande que le procès de Fuchs, survenant au même moment, révélait que tout au long des premières recherches faites en vue de la confection de la bombe américaine, la Russie avait eu, au cœur même de la place, un savant extrêmement compétent qui l'avait tenu au courant des procédés employés presque au jour le jour.

En tout cas, et quelles que fussent les hypothèses plus ou moins gratuites que l'on pouvait faire sur la force atomique de la Russie, une chose au moins était certaine, c'est qu'avec une Russie maîtresse de l'énergie atomique, la question de la guerre ne se posait plus du tout dans les mêmes termes que lorsque l'Amérique possédait le monopole de cette énergie. Il ne pouvait plus être question de guerre « préventive », mais de « guerre » tout court.

En réalité, le moment que j'avais indiqué comme étant celui où se produirait la guerre préventive, à savoir celui où les services de renseignements avertiraient l'état-major que la Russie « allait être bientôt en mesure » de fabriquer des bombes, n'est jamais arrivé. L'état-major n'a su que la Russie était en mesure de fabriquer des bombes que lorsque celle-ci en avait déjà.

Le second facteur qui me paraît avoir contribué à empêcher l'Amérique d'entrer en guerre, et qui est peut-être le plus important, est le fait qu'avoir des bombes atomiques, même en grand nombre, c'est très joli, mais qu'il faut être encore capable de les... porter à destination. Or, en 49, l'Amérique n'était plus en mesure de « délivrer » la bombe atomique.

La raison en était : l'avion de chasse à réaction.

Depuis Hiroshima, l'Amérique avait toujours compté sur ses « superforteresses » pour déverser ses bombes atomiques aux points voulus. Les dimensions de ces avions étaient suffisantes pour supporter le lourd poids de la bombe ; le parcours qu'ils pouvaient effectuer sans escale était suffisant pour qu'ils puissent atteindre, en partant de l'Angleterre, presque n'importe quel point de la Russie. Mais... leur vitesse était insuffisante. Elle permettait d'affronter avec chances de succès les chasseurs de 1945 munis de moteurs à hélice ; elle était incapable de leur permettre d'échapper à une chasse munie de moteurs à réaction. C'est la marine américaine elle-même qui déclara publiquement qu'elle se faisait fort, avec ses avions de chasse, d'empêcher n'importe quelle forteresse américaine d'atteindre son objectif. Et le défi ne fut pas relevé.

(3) C'est ainsi qu'il fut dit dans la presse que probablement l'explosion russe ne provenait pas de la désagrégation d'un atome lourd comme dans le cas de la bombe à uranium, mais de la réunion d'atomes légers, comme c'est le cas pour la bombe à hydrogène, que l'Amérique n'avait même pas encore alors mise à l'étude.

Or, grâce à l'Angleterre qui lui avait vendu quelques années auparavant un certain nombre de chasseurs à réaction, la Russie avait été à même de construire, et avait construit, toute une flotte de chasseurs à réaction qui était, sans doute, à ce moment-là, comme elle l'est encore aujourd'hui, la plus importante du monde, et rendait donc extrêmement aléatoire l'arrivée d'une superforteresse sur n'importe lequel de ses objectifs.

Par la trahison d'un Anglais, la Russie avait pu très rapidement s'élever au niveau des connaissances atomiques de l'Amérique ; par une transaction « commerciale » avec l'Etat anglais, la Russie s'était assurée le moyen d'empêcher l'utilisation par l'Amérique de sa puissance atomique.

Il était donc bien réellement impossible pour l'Amérique, dans ces conditions, d'affronter, avec une armée de terre nulle, les 200 divisions de la Russie. L'Amérique ne fit donc pas la guerre, mais... elle se prépara à la faire. C'est de ce moment, en effet, que date son réarmement.

Contrairement à une opinion répandue, celui-ci ne date pas de la guerre de Corée, mais de l'explosion atomique russe. C'est le 23 septembre 49 que Truman fit son annonce sensationnelle (la connaissance de l'explosion par les services américains datait déjà de quelque temps), et, un mois plus tard, le 29 octobre, le Sénat votait le premier budget militaire en augmentation massive, cependant que, dès le 22 septembre, l'aide militaire à l'Europe était votée, puis qu'on mettait sur pied l'organisation du pacte de l'Atlantique, tout cela avant l'invasion de la Corée du Sud qui ne se produisit, rappelons-le, qu'en juin 50.

La guerre ne fut donc point déclenchée, mais la course aux armements le fut.

Différence importante, certes ! mais différence seulement dans l'allure prise par le cours des événements, non dans le sens général de ce cours.

Cette différence d'allure n'en entraîna pas moins un changement dans la position respective des adversaires.

La politique présente de l'Amérique est fort claire, et ses hommes d'Etat n'en font point mystère. Il s'agit de constituer, par le réarmement de l'Amérique et de l'Occident, une force tellement supérieure à celle de la Russie que cette dernière se trouve mise dans l'impossibilité d'attaquer. Dans l'impossibilité d'attaquer et, par conséquent, dans l'obligation de se soumettre aux volontés de l'Amérique, paraît-il, d'« impressionner » le lecteur, faitement bien que lorsque les discoureurs du Département d'Etat parlent d'« assurer la paix » par leurs armements, cela veut dire : assurer la paix à leurs conditions. Lorsqu'un Etat dispose d'une puissance telle que son rival est incapable de le défier, il dicte ses ordres et ce dernier n'a qu'à s'incliner.

Tout le monde sait cela... et les Russes mieux que quiconque ! Or, il m'apparaît comme pure illusion de penser que les Russes sont prêts à se laisser ainsi anihiler sans réagir. Risquer, non seulement de ne plus pouvoir s'étendre, mais de se voir enlever toutes leurs récentes conquêtes. Il est donc raisonnable d'estimer qu'ils seront amenés à frapper dans les conditions qui seront pour eux les plus avantageuses, c'est-à-dire avant que le réarmement américain ne soit achevé, ni même trop avancé. Indépendamment de toute « course », puisque le mot risque, paraît-il, d'« impressionner » le lecteur, cela me semble une simple question de bon sens.

Mais il est vrai que le bon sens parfois se trouve en défaut... La suite des événements montrera si, dans le cas présent, il en est ainsi...

R. LOUZON.

La renaissance du syndicalisme

Nouvelle jeunesse de la métallurgie F.O. ?

Le Congrès fédéral de la Métallurgie F.O. s'est tenu à Paris, la première semaine d'avril. J'allais presque écrire « le Congrès constitutif de la Fédération des Métaux F.O. », tant ces assises furent dominées par les questions d'organisation et tant elles paraissent avoir marqué un renouveau fédéral.

Depuis sa création, début 48, cette Fédération était dominée par la personnalité de Chevalme. Ni la Commission administrative ni le reste du Bureau fédéral n'avaient en fait aucun pouvoir. Un homme était, pratiquement, seul responsable. Il n'y avait pas d'équipe.

Les essais tentés à Puteaux d'abord, au Congrès 1950 ensuite, pour faire entendre d'autres voix ou pour donner à la Métallurgie une autre orientation s'étaient brisés sur l'habileté manœuvrière de Chevalme. Essais d'ailleurs trop dispersés pour être efficaces.

Mais la maladie terrassait Chevalme, en juillet 1951 ; et sa mort survenait quatre jours avant le congrès. Chevalme mort, la Fédération paraissait morte avec lui. Et lorsqu'au matin du 4 avril, 300 militants métallurgistes envahirent la salle de l'avenue du Maine, on commença à respirer, mais qu'allait-il advenir ?

Nouvelle structure

D'entrée, — escamotant ce que les traditions appellent le « rapport moral » — ces 300 camarades reforgeaient complètement une nouvelle structure fédérale.

Bourbonneux avait demandé, il y a deux ans, que le Bureau fédéral soit réellement responsable devant la Commission administrative. Chevalme et le congrès avaient refusé de le suivre. Or l'expérience devait donner raison à Bourbonneux et le congrès décida, cette fois, en modifiant les statuts, que la C.A. serait effectivement l'organisme responsable de la vie fédérale.

Le Bureau serait, d'autre part, considérablement élargi à sept membres — permanents ou non — ce qui permettrait enfin la formation d'une équipe capable de coordonner l'action des syndicats de Métaux.

Effectivement, par la suite, une nouvelle équipe fut élue. Equipe qui comprend des hommes aux qualités complémentaires. Nous aurons enfin, je l'espère, après quatre ans d'attente, une Fédération de la Métallurgie.

Delamarre, nouveau secrétaire général, a tenu à déclarer — et nous lui en savons gré — qu'il ne voulait pas être « l'œil de la Confédération parmi les métaux ». Cette précision se devait d'être apportée. C'était dire, je pense, que Delamarre entendait participer à cette nouvelle jeunesse fédérale où sa collaboration sera précieuse.

Dans la hâte avec laquelle il a fallu tout de même travailler, on laissa encore persister une certaine confusion qu'il faudra, à l'avenir, dissiper, quant à l'élection de la C.A. Un choix s'imposera, à mon avis, entre deux formules : ou bien la représentation à cette C.A. se fera sur la base régionale, — et les militants seront désignés par leur région, — ou bien l'on jugera sur les qualités et le travail des militants et alors, ils seront élus par le congrès, sans tenir compte du lieu géographique de leur syndicat d'origine. On ne peut, sans créer un certain malaise, mélanger les deux formules, comme cela s'est fait encore cette fois.

Le scandale BEDES

Nous avons — bien sûr — abordé, en termes nets, mais peut-être pas assez clairs, le scandale Bedes-Mathot. Il est apparu que la presque totalité des

militants présents ignoraient tout de cette histoire et ont paru comme écrasés par l'énormité de l'accusation. On a peine à croire, tout d'un coup, que le patronat entretient quelques brebis galeuses dans notre mouvement. Alors, les rares congressistes qui savaient mais qui ne voulaient pas dénoncer ont profité de l'ignorance générale pour affecter de confondre le Bedes avec une quelconque société de publicité. En tout état de cause, un travail d'information est à poursuivre auprès des divers camarades qui, de bonne foi, ont embarqué leurs publications dans cette galère.

Il reste que la réaction de facilité qu'a adoptée le congrès — l'affaire a été reportée pour décision à la C.A. — me paraît extrêmement grave. Une telle indifférence devant une accusation aussi grave m'a surpris. Si l'on avait parlé d'un quelconque agent stalinien dans nos murs, je reste persuadé que le congrès se serait levé d'un bond et il n'y aurait pas eu de phrases assez violentes pour stigmatiser comme il se doit une telle ingérence. Et Laval avait raison d'affirmer, sur un autre sujet, à ce congrès, « sous prétexte de se garder à gauche, on découvre sa droite ». Pire encore ; pour combattre l'ennemi de gauche, on ignore celui de droite. Serions-nous incapables de combattre sur deux fronts ? Telle est l'impression funeste que l'on retire de cette journée.

Le travail constructif engage une action

A côté de cela, un gros travail constructif a été réalisé. Le temps des larges discussions en congrès semble maintenant dépassé. Tout se passe — ou presque — dans les commissions spécialisées. Cela y gagne — et de beaucoup — en sérieux et les positions prises sont autrement plus nettes ! Cela manque aussi d'ampleur en ce sens que chaque militant ne peut sérieusement intervenir que dans la commission dont il fait partie et sur la question précise qui y est traitée.

Il faudrait tout citer ou à peu près. Remarquons d'abord que personne ne s'illusionne beaucoup, ni sur la baisse des prix, impossible en régime d'ententes industrielles, ni sur la productivité qui ne sert, aujourd'hui, qu'à bernier les travailleurs. Il est nettement affirmé que la meilleure participation des travailleurs à l'augmentation de la productivité reste la lutte pour des salaires et un niveau de vie plus élevés.

Rien n'a été oublié : jusqu'à la socialisation du risque de « chômage technologique ».

Nous avons écouté, par exemple, avec beaucoup d'attention l'intervention de Frezzatto de Valenciennes. Intervention loyale qui honore ce camarade : « J'ai cru autrefois au slogan de la productivité. Devant la réalité, j'ai fait aujourd'hui machine arrière. »

Remarquons ensuite que l'action même est engagée dans ces motions et c'est là, incontestablement, un progrès nouveau. On ne se contente pas, chez les métaux, de vœux pieux, à la Peeters. On mandate expressément le Bureau Fédéral de contacter les autres organisations syndicales libres et on engage les syndicats à travailler effectivement à la base au regroupement du syndicalisme libre. De sorte qu'à l'avenir, le métal qui, par son sectarisme ou parce que la C.F.T.C. est ceci, la C.N.T. ceci encore, les Autonomes autre chose, la C.G.C. catégorielle ou ce que vous voudrez, ne travaillerait pas, au milieu de mille difficultés, au rapprochement syndical, se trouverait en contradiction avec le dernier congrès.

L'action est engagée sur la lutte pour les salaires. Les organismes responsables sont expres-

sément mandatés pour « envisager les formes d'action pouvant aller, après avis des syndicats, jusqu'à la grève générale ». La page est désormais tournée sur la position de Chevalme, au congrès de 1950 : « La grève générale dans la métallurgie est impossible. »

Mais les métallos attendaient encore, à travers le pays, quelque chose de plus précis, plus vite. Certains — tels ceux de Valenciennes, de Nantes ou de la région lyonnaise — ont déjà, en mars commencé une action allant jusqu'à des mouvements de grève. Ils espéraient l'étude et la décision d'une action coordonnée et générale, et nous l'avions déjà promise, ici, à nos copains, mais le temps a manqué.

Egalement promesse d'action, sur le plan international. On ne se contente pas de préconiser la Paix immédiate en Indochine, d'affirmer son entière solidarité avec la lutte menée par les travailleurs tunisiens groupés, en particulier, au sein de l'U.G.T.T. ; ou de pleurer sur la mort tragique des travailleurs espagnols, grecs, roumains ou tchécoslovaques. C'est déjà là une prise de position universelle qui ferait peur à beaucoup. Mais la résolution appelle « tous les travailleurs à combattre activement et par tous les moyens pour que cessent tous ces régimes criminels d'injustice et de misère et que s'organise une étroite solidarité entre les prolétaires de tous les pays. » Il importait que ce congrès ne laissât la défense d'aucune cause juste entre les mains des seuls stalinien.

Quant au pool charbon-acier, les métallos décidèrent que l'effort serait porté, de leur part, sur trois points : obtenir des garanties véritables pour la main-d'œuvre, en particulier pour le reclassement ou le relogement éventuels ; étendre aux travailleurs de tous les pays participants les avantages acquis dans l'un ou l'autre pays ; arriver progressivement à une cogestion effective.

Retenons en passant, sur les Comités d'Entreprise, la mise au point de notre ami Astruc, de la Régie Renault qui dénonce la mainmise des sta-

liniens sur leur C.E. : l'argent de ce C.E. engiouti par les hommes de Linet au bénéfice du seul parti et les licenciements effectués dans les services du C.E. où tout homme qui n'a pas dans la poche la carte du P.C. est aussitôt mis à la porte.

Enfin, le domaine de la propagande et de ce long travail commencé à travers le pays, qui consiste à refaire, noyau par noyau, usine par usine, atelier par atelier, des équipes d'hommes capables de dégager les besoins des travailleurs et les aspirations du peuple et qui sauront les traduire en actions libératrices. Cela aussi a été abordé. Car c'est bien le premier travail qui compte et le seul, qui, un jour, paiera. Sans cela, le reste risquerait de n'être que du bla-bla-bla...

Il reste une dernière étape à franchir — peut-être la plus importante, car elle conditionne toutes les autres — et qui n'a pas été abordée, faute de temps, par ce congrès : l'organisation même de l'action.

Il eût fallu, en effet, je l'ai déjà dit, pousser plus loin et établir les objectifs à atteindre. Un véritable plan biennal était à mettre sur pied. Se serait posée, à travers ce plan, la question de savoir comment réaliser pratiquement ce que n'est pas encore notre mouvement : un pôle d'attraction. Il eût fallu prévoir, avec soin, les étapes futures à abattre pour inscrire dans les faits une véritable échelle mobile, une convention collective nationale, le respect de toutes les libertés, etc. Comme toutes choses, cela demande une technique de l'action. Cela devra encore être étudié, et sans cela, l'échec est certain, car on ne peut vivre à la petite semaine. Telle est notre exigence.

Je sais que ce travail a été confié à la nouvelle C.A. et qu'elle l'abordera.

Mais demeure pour moi, malgré tout, une inquiétude : ce congrès, riche de promesses, aurons-nous les uns et les autres, les possibilités de le traduire en actes ? Ce congrès sera-t-il, un jour, achevé ?

M. CHAUSSE

Petit complément à « Force Ouvrière » du 10 avril

Donnons la parole à *Force Ouvrière* du 10 avril :

LA VERITE VRAIE

Force Ouvrière Informations avait dit aussi que la Révolution prolétarienne frôlait le danger de vouloir se singulariser, jût-ce par l'altération de la vérité.

La R.P. proteste et veut des précisions.

Sans chercher ailleurs, ouvrons donc la page 18-130 du même numéro qui demande à savoir.

Nous y lisons cette affirmation plusieurs fois répétée que le Conseil Economique a été créé par Jouhaux et pour lui, pour en avoir le hauteuil présidentiel.

Nous, on veut bien croire que l'auteur de l'article ne frôle pas, etc. (voir plus haut).

Mais qu'en pensent les autres rédacteurs de la R.P., membre, artisan ou supporters du Conseil Economique ?

Nos lecteurs ont compris qu'il s'agit de la réponse à la question du mois dernier : où et quand la R.P. a-t-elle altéré la vérité ? *Force Ouvrière* du 10 avril trouve dans la R.P. d'avril la preuve de ce que *Force Ouvrière Informations* annonçait en février (!)

Drôle de voyage dans l'espace-temps ! Pourquoi ces contorsions ? Lapeyre a publié dans la R.P. du 1^{er} février un article sur le scandale Villiers-Bedes qui révélait des faits troublants et se terminait par des questions précises. En puisant son argumentation, — si j'ose dire —, dans la R.P. d'avril, F. O. semble vouloir ignorer cet important sujet. A moins que sa rédaction n'ait pu y trouver la preuve de cette altération de la vérité que F.O. *Informations* avançait à la légère.

Première conclusion : quand Louzon dit que le Conseil Economique ne sert à rien, il a tort, il a servi à quelque chose : à faire diversion.

Mais il est vrai que même ce service il le rend mal. Relisons attentivement l'écho de F.O. Non

pour son style, mais pour son contenu et pour la question finale. Le rédacteur de la R.P., membre du Conseil Economique ? Ça, Lapeyre, c'est pour toi. Mais avec toi on attendait et on attend toujours des réponses à tes questions sur Villiers-Bedes. Pratiquons avec méthode. Si tu veux dire ton avis sur le Conseil Economique, les colonnes de la R.P. te seront ouvertes après, quand les réponses à tes questions seront venues. Quant aux autres interpellés j'ai cherché dans les sommaires de la R.P. le quidam qui avait pu se déclarer « artisan » du Conseil Economique. Dans la création de cette institution si honorable on a plutôt été spectateur. Quant aux « supporters », parmi nous, ils se cachent. Les vilains !

Deuxième conclusion : le rédacteur des échos de F.O. pose des questions à la R.P. sans la connaître. Il ne la lit pas. C'est son droit. Mais il tombe à côté.

Au contraire, nous lisons tous *Force Ouvrière* avec attention, d'où notre étonnement de n'y trouver aucune allusion à la réunion du 3 avril de la Commission Exécutive Confédérale. Aucune annonce, aucun compte rendu. La C.E. est-elle entrée dans la clandestinité ? Non puisque F.O. annonce sa prochaine réunion pour le 5 mai.

Troisième conclusion : *Force Ouvrière* n'altère peut-être pas la vérité mais quant à ses informations les meilleures sont celles qu'elle ne publie pas.

Essayons donc de compléter.

Ce n'est pas facile. A la C.E., je n'y étais pas et n'avais pas à y être. Il est vrai que parmi ses membres il y en a encore beaucoup qui se savent les mandataires de leurs organisations : ils tiennent leurs copains au courant. Tout finit donc par se savoir. Mieux que par l'organe officiel de la C.G.T.-F.O. ? Il ne devrait pas en être ainsi.

Car cela permet à des gens huppés de prendre des libertés avec la vérité. Surtout quand leur panache a été fortement secoué. Pour le remettre

d'aplomb ils racontent que tout va bien pour eux, que leurs accusateurs se sont plus ou moins dégonflés. Un pauvre bluff en vérité.

Reprenons plutôt les faits. La matinée du 3 avril la C.E. l'occupa à écouter et à questionner Lapeyre. Deux résultats sont essentiels :

1) La C.E. a pris connaissance, le 3 avril 1952, de la lettre par laquelle Lapeyre expliquait au secrétaire général pourquoi il démissionnait de la C.E. Or cette lettre datait de janvier 1951. Là aussi tout finit par se savoir. On peut se demander :

— si l'étude sincère de cette affaire de presse en 1951 n'aurait pas évité que le mal soit aujourd'hui si pénible à guérir ;

— si l'ignorance où la C.E. semble avoir été de la démission de Lapeyre n'explique pas que depuis lors aucun des deux C.C.N. n'ait été appelé à remplacer le démissionnaire ;

2) De nombreuses questions ont été posées à Lapeyre par plusieurs membres présents. Il a répondu à toutes. Il a fait état de déclarations faites à des militants connus par des représentants patronaux, ou par des personnes « bien placées » des milieux gouvernementaux. Tout cela est vérifiable. D'ailleurs rien n'a été nié. Aucun fait avancé par Lapeyre n'a pu être infirmé ; aucune erreur dans ses articles et dans sa déclaration n'a été relevée. Il y avait de quoi secouer le faux panache des gens et des supporters de la maison Bedes-Villiers et Cie.

L'audition de Lapeyre par la C.E. a duré de 10 heures à 12 heures 30.

Discussion l'après-midi, hors de la présence de Lapeyre. Soulignons, également, deux résultats :

1) L'un est négatif : une motion Thorel condamnant le recours par les organisations syndicales à la publicité Bedes et proposait une étude en vue de créer une véritable coopérative de la presse syndicale. Cette motion a été écartée ou plus exactement le bureau confédéral a manœuvré pour qu'elle ne soit pas prise en considération ;

2) L'autre est positif : une commission de trois membres : Thorel (Papier-carton) ; Bergeron (Livre) ; Beyaert (Nord), a été chargée de fournir avant le C.C.N. du 18 mai un rapport concernant l'organisation éventuelle de l'ensemble des journaux syndicaux, organisation devant offrir toutes garanties d'indépendance.

Tirons de tout cela quelques conclusions :

1) Il dépend des militants que la commission Thorel ne soit pas une commission d'enterrement. Le C.C.N. des 17 et 18 mai aura à connaître ses travaux. Pourra-t-il en comprendre la raison d'être, en saisir toute la portée sans examiner l'affaire à fond ? Il y a, m'objectera-t-on, de plus graves sujets à débattre. De plus graves ? Voire. Les problèmes revendicatifs sont importants mais ils ne se posent plus le jour où par des pratiques contraires au principe même de la vie syndicale on aura vidé complètement l'organisation. Les revendications n'aboutiront que par l'action d'un mouvement en progression. Nous ne voulons pas le laisser se pourrir.

Il ne s'agira donc pas de faire de grands discours pour amuser le tapis avec des « histoires de machine à écrire à Clermont-Ferrand » (C.C.N. d'octobre 1950). Parler net, permettre de voir clair : débarrasser enfin le mouvement de ces miasmes.

Il y a un danger : aucun texte à caractère officiel et obligatoire n'a donné mandat à cette commission des trois de travailler et de rendre compte. Travailler : personne ne doute de leur bonne volonté. Rendre compte : cela dépendra du C.C.N. :

2) A celui-ci donc de vouloir un débat clair, de vouloir une décision. A lui aussi d'en profiter pour revenir à la règle saine de remplacer les membres défaillants de la C.E., — en cherchant à comprendre les raisons de leur défaillance. A lui de réclamer de cette C.E. l'information minimum sur ses travaux. Sinon, on devra se demander à quoi elle sert ;

3) A vouloir encore esquiver le problème le C.C.N. préparerait un congrès confédéral 1952 difficile. On ne surmonte pas une difficulté en la

rejetant dans l'avenir où elle ne peut que s'envenimer. Il est temps.

Que la R.P. ait publié les articles de Lapeyre, que nous suivions cette affaire, il y a des gens qui n'en sont pas contents. C'est très regrettable ! Mais au lieu d'être mécontents ils devraient s'expliquer, répondre à nos questions. Ils préfèrent prendre les choses par le petit bout et insinuer qu'il y a rivalité d'intérêts personnels entre certains d'entre nous et certains d'entre eux. Ces gens ont tort de recréer le monde à leur image.

Il n'y a pas, là-dedans, la moindre affaire de personne. S'il y a des compromis, s'il y a des corrompus, ce n'est tout de même pas notre faute.

Nous voulons seulement un mouvement sain parce que nous voulons un mouvement fort. Il ne sera fort que s'il est sain.

G. WALUSINSKI.

P.-S. — Je profite de cet article pour revendiquer la paternité des trois remarques publiées dans la R.P. d'avril à la suite des « Petites notes ». Elles répondaient à des polémiques plus ou moins anonymes. Je préfère répondre à visage découvert. S'il n'en a pas été ainsi la dernière fois, c'est seulement parce que Wilmotte à qui j'avais dit mes intentions ne les a pas respectées lors de la mise en page. Fiez-vous aux amis !

Le conflit de l'acier

Situation 1951 : L'United Steelworkers of America C.I.O. groupe 1.100.000 membres dont 650.000 dans les aciéries de base au salaire de 1,00 dollar de l'heure. Leur convention collective avec les compagnies venait à échéance au 31 décembre 51. L'U.S.A.-C.I.O. et son président Murray se préoccupaient de son renouvellement depuis le 15 novembre.

Le patronat : 253 compagnies produisant 109 millions de tonnes d'acier par an (de quoi faire 100.000 voitures par jour). 650.000 porteurs d'actions : 320 millions de dollars de dividendes. Deux milliards et demi de dollars de profits. Les plus grands trusts, exemple : U. S. Steel.

Le gouvernement a créé un « office de mobilisation pour la défense » que dirige Wilson et qui comprend un office de contrôle de l'inflation à deux branches, un service des prix, un service des salaires ou W.S.B.

Le conflit : nombreuses tentatives de négociations directes de la part du syndicat. Tendance du patronat à renvoyer la décision au gouvernement (déclaration du président de l'U.S. Steel à Cincinnati 15-11-51). Menaces de grève en décembre : le syndicat accepte un premier sursis. La grève est plusieurs fois décidée, plusieurs fois remise. Des recommandations sont votées par le W.S.B. Le syndicat les accepte, non sans discussion interne, le 21 mars. Le patronat les repousse. Wilson prétend rechercher un « compromis ». Le syndicat dénonce en celui-ci une manœuvre patronale : obtenir une hausse des prix. Wilson doit démissionner. Le syndicat annonce la grève comme irrévocable pour le 8 avril. L'ordre n'est rapporté, à la dernière minute, qu'après l'annonce par Truman de la saisie gouvernementale des usines.

Les arguments : les recommandations du W.S.B. donnent partiellement satisfaction au syndicat : 1) hausse du salaire horaire de 12,5 cents au 1-1-52 ; de 2,5 cents au 1-7-52 ; de 2,5 cents au 1-1-53. — 2) « Union-shop », c'est-à-dire affiliation au syndicat des embauchés (« l'employeur a la pleine liberté d'embaucher qui lui plaît, l'ouvrier a pleine liberté de chercher un emploi où il lui plaît », mais l'embauché a la protection assurée du syndicat). — 3) Compression de 10 à 5 cents de l'abattement de salaire appliqué dans le Sud. — 4) Le salaire horaire du samedi et du dimanche majoré de 25 %. Quatorze autres clauses ont été adoptées par le W.S.B. dont 5 contre l'avis des syndicats. (Le W.S.B. comprend des représentants patronaux, gouvernementaux et ouvriers).

Le syndicat a une position moralement très forte vis-à-vis de l'opinion publique : il accepte l'ar-

bitrage et par ses successives annulations de la grève il a manifesté son souci de « l'intérêt général ». Truman reconnaît qu'il ne peut user de l'injonction Taft-Hartley, injonction qui remettrait la grève de 80 jours, le syndicat l'ayant de lui-même repoussée du 1^{er} janvier au 8 avril (89 jours).

Le patronat, niant ses profits considérables, réclame une hausse compensatrice de 12 dollars la tonne d'acier, ce qui entraînera une hausse de tous les prix industriels. Le service des prix ne paraît pas vouloir accorder plus de 5 dollars. De plus les patrons trouvent des arguments juridiques pour déclarer illégale la saisie des usines ; mais de son côté, le secrétaire au Commerce, Sawyer, souhaite restituer très vite la responsabilité des usines à leurs propriétaires en titre (*New York Times*, 21-4-52).

Les perspectives : Truman a manœuvré habilement. Réélu en 1948 grâce aux syndicats, il n'a pu depuis leur donner cette grande satisfaction : l'abolition de la loi Taft-Hartley. En n'usant pas des droits que cette loi lui donne contre les syndicats il crée un précédent et il la fait partiellement tomber en désuétude. Il regagne, pour son parti et pour lui-même, une popularité entamée. Il peut affirmer sa position en négociant la convention collective alors que l'Etat est le patron des aciéries, mettant les trusts en présence du fait accompli quand les usines leur seront rendues.

Mais Truman ne tient si grand compte de l'opinion du syndicat que parce qu'il connaît sa force. Celle-ci réside autant dans son million de membres que dans la valeur et la portée de ses revendications.

Le patronat n'est pas battu. Il reprendra possession de ses usines, il fera tout ce qu'il pourra pour ne pas subir l'union shop. On peut aussi penser que ses profits diminueront peu et que le réarmement lui rapportera encore.

Mais la lutte ouvrière continuera.

Petites remarques : cette succincte analyse est certainement trop schématique. Le mouvement ouvrier américain ne se résume pas, non plus, dans un de ses conflits. Mais le syndicat de l'acier a derrière lui une belle histoire de luttes ; il affronte le moloch capitaliste ; il porte un peu de nos espérances.

Il faut aussi noter la netteté du débat : on sait d'où l'on part, quels sont les salaires demandés. Le *New York Times* a publié des exposés de la situation qui recourent l'excellent panorama de *Steel Labor*, l'organe du syndicat. Remarquable souci de bien informer. La grève des métallurgistes et le conflit peuvent être jugés pour ce qu'ils sont.

Mais on dit, en Amérique, que si l'acier va, tout va. Le conflit, ses résonances sur les problèmes de politique internationale et spécialement sur le programme de défense révèlent, s'il en était besoin, quel drame trouble la conscience des hommes libres.

Hans WILMOTTE.

La tendance "Ecole Emancipée" au Syndicat des Instituteurs

Quelle est la situation de la tendance Ecole Emancipée au sein du Syndicat National des Instituteurs d'après les votes pour l'élection des membres du bureau ?

Six départements lui ont donné une majorité : les Basses-Alpes, par 72 voix à la liste Issartel, contre 18 à la liste Aigueperse et 30 à la liste Clauzet ;

l'Ardèche, par 88 voix, contre 0 à Aigueperse et 72 à Clauzet ;

le Doubs, par 234 voix, contre 13 à Aigueperse et 13 à Clauzet ;

l'Hérault, par 180 voix, contre 0 à Aigueperse et 100 à Clauzet ;

l'Oise, par 192 voix, contre 64 à Aigueperse et 44 à Clauzet ;

le Rhône, par 197 voix, contre 35 à Aigueperse et 108 à Clauzet.

En somme, l'Ecole Emancipée garde six fortes, mais marque un certain affaiblissement.

Que se passe-t-il chez les indépendants ?

Il est difficile de savoir ce qu'il y a au fond de la crise de la C.G.S.I. Trop de gens parlent plus pour cacher la vérité que pour la dire.

Encore une fois, des déclarations faites par les deux camps, ou deux clans, le clan Belin-Parsal-Moutardier et le clan Dewez-Houssard, retenons les faits principaux.

La crise aiguë le 1^{er} avril couvait depuis un certain temps. Le congrès qui devait se tenir en mars avait été renvoyé aux calendes grecques. Raison donnée ? Manque de fonds. Mais donnée à la suite d'une commission administrative où Parsal-Deprez avait été mis en minorité. Or Parsal tenait les cordons de la bourse. Du coup, Parsal coupait les vivres le 1^{er} mars à la Fédération des produits chimiques, dont le secrétaire, Leys, avait été l'un des plus acharnés opposants. Le 3 mars, limogeage financier de deux autres opposants, Bijlaoui et Houssard.

Vous êtes des gaullistes, disent Parsal et Belin à Dewez et ses amis. — C'est vous et non pas nous qui nous avez amené Bridier, militant gaulliste, comme secrétaire confédéral.

Qui garnit la bourse de Parsal-Belin ? Le « Métallo Indépendant » parle d'une réunion au siège de la revue « Fédération » à laquelle, son directeur, M. Voisin, assistait. L'officine Mathot ne serait pas seule sur la place de Paris.

Parait que M. René Belin envisageait une rentrée spectaculaire. Il fallait faire place à la tête de la C.G.S.I. aux grands « exclus de la Libération ». De là le limogeage de Dewez et Cie.

Ca n'a pas gazé.

M. Belin-Labaguère paraît bien avoir reçu le bâton.

La guerre bactériologique

La presse stalinienne fait un boucan du diable ; particulièrement l'*Huma-Dimanche* du 6 avril a publié un grand article sur la guerre bactériologique en Corée et en Mandchourie avec photos saisissantes.

Est-ce là mensonges ? Plus que probable. Surtout après le refus d'enquête impartiale par la Croix-Rouge.

Mais alors pourquoi de l'autre côté et particulièrement du côté américain ne répond-on pas plus vertement ?

Car les faits ne comportent que trois explications : Ou l'Amérique a commencé effectivement la guerre bactériologique ;

Ou la Corée du Nord, la Chine et la Russie mentent effrontément pour masquer quelque chose chez eux ;

Ou cette campagne mondiale de propagande prépare en réalité l'utilisation prochaine par les Russes des armes bactériologiques.

A ne pas mieux répondre, on laisse toute une couche d'ouvriers qui ont tendance à prendre les bobards de l'Humanité comme parole d'Évangile se monter le bobéchon et se préparer à tout.

La presse syndicale

La statistique suivante vient d'être publiée sur l'évolution des tirages de la presse syndicale :

	Oct. 48	Oct. 49	Oct. 50	Oct. 51
La Vie ouvrière (C.G.T.)	365.000	312.000	293.000	267.000
Le Peuple (C.G.T.)	120.000	90.000	31.000	30.000
Force Ouvrière (F.O.)	105.000	30.000	30.000	30.000
Syndicalisme (C.F.T.C.)	32.000	30.700	10.000	10.000

Le tirage des trois organes officiels des centrales syndicales s'est en somme effondré. Il n'y a pas lieu d'en être surpris. Ce qui est illisible ne peut être lu. Reste la *Vie ouvrière*. Elle est diffusée par les cel-

hiles stalinienne d'entreprises et constituait jusqu'ici leur organe plutôt que celui de la C.G.T. De là son fléchissement moins marqué.

Mais la C.G.T. aurait décidé de faire disparaître le **Peuple** — dont le tirage était tombé non pas à 30.000 mais à 12.000 — et de faire de la **Vie ouvrière** son organe officiel. D'ailleurs la vente de la **Vie Ouvrière** elle-même aurait fait, ces derniers temps, d'après certains témoignages, un plongeon à 50.000.

Gare l'effondrement !

Grand parti et regroupement syndical

En conclusion d'une étude — ma foi, intéressante — sur « l'évolution de la classe ouvrière en France » (*Revue syndicale suisse*, de mars) André Lafond constate la prédominance des classes moyennes et des paysans dans la vie politique française. Peut-être ne voit-il pas que le capitalisme est habile à se dissimuler derrière autrui. Il termine par ce jugement inattendu :

« La classe ouvrière [française] manque du grand parti faisant contrepoids et traduisant ses aspirations... La renaissance de ce grand parti passe à notre avis par le regroupement des forces syndicales libres. »

Voilà une idée — inspirée vraisemblablement du travaillisme — qui ne manquera pas de soulever de vives discussions.

Toute la vérité

Dans l'*Observateur* du 27 mars, M. Alfred Sauvy lette ce cri de Cassandra :

« En attendant, sans qu'il soit question de toucher aux privilèges privés (alcooliers, betteraviers, rouliers, etc.), l'amputation dramatique des investissements se poursuit. Si l'opinion publique connaissait toute la vérité sur la situation profonde de notre pays, compte tenu des années qui viennent, l'angoisse étoufferait les cœurs les plus durs. »

Qu'attend M. Sauvy pour faire connaître cette vérité ?

La baisse Pinay... chez Pinay

Dans les cars de Roche-la-Molière, peu après l'avènement de M. Pinay, les Ponts et Chaussées donnent l'ordre de relever les tarifs. On n'y va pas avec le dos de la cuillère, 33 à 50 % (de 10 à 15 ; de 25 à 35 et de 30 à 40 fr.). On exige même que les nouveaux tarifs soient appliqués tout de suite, à 10 h. 30 : le patron attend midi trente.

Gros émoi ! Mais c'est pour pouvoir appliquer la baisse, a-t-on dit. Et en effet, près d'un mois après, on diminue de 2 fr. les billets de 35 et de 40 fr. Il reste 50 % de hausse sur les anciens billets à 10 fr. de 33 % sur ceux à 25 fr. et de plus de 25 % sur ceux à 30 fr.

On baissera encore de 3 fr., murmure-t-on. Tout cela pour arriver à une hausse que l'entrepreneur n'aurait pas osé imposer.

Réponse à « Combat Syndical »

« Combat syndical des P.T.T. » pose, en ce qui concerne « le mariage d'affaires », dont nous avons parlé une question précise. De quoi s'agit-il ? Nous répondons d'autant plus volontiers que ce n'est pas la première fois qu'il en est parlé face à ceux qui nous interrogent ! Il s'agit d'une union où chacun des partis apporte sa part dans la corbeille de noces. Du côté « Combat syndical » c'est la fin d'une campagne de dénigrement systématique et la promesse de se taire sur des événements dont nul militant honnête et averti ne conteste aujourd'hui la gravité.

Du côté fédéral, c'est la promesse d'ailleurs scrupuleusement tenue, d'aider à hisser, aussi rapidement que possible, les hommes de « Combat syndical » aux postes de responsables nationaux.

Si l'y a eu, de ce côté, quelques ennuis bien prévus, nous nous portons garant que la bonne volonté des intéressés ne saurait être mise en cause. Nous nous excusons bien volontiers d'y avoir quelque responsabilité ! — R. M.

LIVRES

REVUES

MAMAN JONES, traduit de l'anglais par Colette Audry et Marina Stalio. Coll. Masses et Militants. Les Editions ouvrières.

Légendes pour images d'Épinal, est-on tenté de dire à première lecture. Et de fait chaque phrase semble solliciter un petit dessin de couleur violente, un peu caricatural avec des capitalistes à gros cigares, arrogants et cruels et des prolétaires ardents et décidés. La simplicité tout enfantine du récit par petites phrases courtes, énoncés dépouillés de faits « à tel endroit il y avait une grève, je suis venue, la lutte a pris cette forme, la répression s'y est exercée de telle façon, la grève s'y est ainsi terminée », et l'on passe au chapitre suivant qui n'en diffère que par la date et le lieu. Seulement ce récit tout puériel retrace les épisodes d'une des luttes les plus âpres, les plus dures au monde qu'eût à mener le prolétariat.

De 1880 à 1920, la classe ouvrière américaine mène la bataille qui lui assurera avec des traitements décentes un niveau de vie plus élevé que partout ailleurs.

Dans ce pays neuf où capitalistes et prolétaires n'ont que peu de traditions, où tout est terriblement pris au sérieux, la bataille a une âpreté qu'on a peine à imaginer.

Pour les patrons, le droit de propriété a un sens féodal. Ils ont pour briser les grèves, non seulement des équipes de jaunes racolés au loin et qu'on amène par train spécial mais une police recrutée et payée par eux. Tout leur appartient, routes et champs, et il faudra un jour tenir un meeting les pieds dans l'eau glacée parce que le ruisseau est le seul point qui soit « propriété fédérale » et non propriété de la « Compagnie ».

Il n'est pas de mouvement sans bagarre qui ne laisse quelques morts sur le terrain. Une sauvagerie dont on n'a guère d'exemples qu'au moment de la Commune semble régner en permanence. On assassine, on pend, pour fait de grève et à Ludlow on va même jusqu'à brûler le camp des grévistes ; deux femmes, onze enfants y seront brûlés vifs mais à cette date (1914) l'opinion publique est devenue assez puissante pour faire reculer Rockefeller lui-même.

Dans cette lutte se forment des types de militants d'un caractère tout à fait original. Maman Jones est de ceux-là. Sa formation théorique est nulle, elle se réfère tout naturellement à la Constitution des États-Unis ou à la Bible, plutôt qu'à des penseurs socialistes. (À côté d'elle, J. London est un profond théoricien.) Mais elle a un sens de classe extraordinaire et un sens de la lutte qui lui fait condamner toute concession.

Lors d'une grève victorieuse où pour sauver la face les patrons des mines font appel à un arbitrage du président des E.-U. (arbitrage qui donne satisfaction aux grévistes), elle s'élève vivement contre l'arbitrage. Elle veut faire capituler les patrons et elle conclut : « La commission donna satisfaction à toutes les revendications des mineurs. Les agents (représentants des patrons) leur firent la grâce de s'incliner devant ce verdict. Et la classe ouvrière accéda à la victoire par l'escalier de service. »

Elle participe à la plupart des grandes grèves des mines et des filatures, a un rôle important dans la lutte contre l'exploitation des enfants et des femmes. Les détails, sur le travail des enfants, sont absolument affreux (10 à 12 heures de travail dans des conditions extrêmement mauvaises pour quelques cents). A une mère dans une filature qui travaille avec ses deux filles, elle demande :

« Quel âge ont vos deux filles ? »

— Celle-ci 6 ans et 10 jours... celle-là 7 ans et 3 mois.

— Combien d'heures travaillent-elles ?

— De 8 heures du soir à 6 heures du matin.

— Combien gagnent-elles ?

— Dix cents par nuit.

— Et vous ?

— 40 cents. »

Ils mouraient de broncho-pneumonie... mais comme celui des dividendes le taux des naissances est élevé et « une autre petite main est déjà là pour renouer le fil cassé quand meurt un enfant ouvrier ».

La lutte sera là victorieuse et le travail des enfants finira par être interdit.

Le livre fourmille de détails extrêmement suggestifs sur la vie américaine. Le rôle de la femme dans la société, les moyens de lutte spectaculaires (grève monstre, marches de femmes, ou d'enfants), l'importance de l'opinion publique.

Les militants doivent trouver d'instinct les méthodes qui ne leur sont pas léguées par une longue tradition ouvrière.

Il est caractéristique de voir que si les meilleurs d'entre eux retrouvent assez facilement la solidarité ouvrière même internationale, ils restent profondément réformistes et même légalistes.

Mother Jones, même au cours des grèves les plus violentes reste extrêmement respectueuse de la légalité, paie les amendes qu'on lui inflige, se laisse docilement arrêter, fait constamment appel à la loi.

Tout au long de ces luttes, l'enjeu reste l'amélioration des conditions d'existence dans le cadre de la société existante. C'est là un type de militant réformiste dans ses objectifs et révolutionnaire dans son action qui est presque inconnu en Europe.

Bref un livre intéressant sur la période héroïque du syndicalisme américain.

Maman Jones, à la fin de sa vie, constate avec une certaine mélancolie : les méthodes ont changé, le syndicalisme a pignon sur rue et ses dirigeants discutent avec le patronat d'égal à égal et, quelquefois, dînent ensemble.

Il y a là des méthodes qu'elle ne peut considérer qu'avec méfiance.

Pourtant malgré cette note pessimiste, le niveau de vie de l'ouvrier américain s'est considérablement amélioré et malgré les tragiques horreurs de certains épisodes, il ne se dégage pas de ce livre l'impression étouffante que produisaient certains romans de V. Serge (« Affaire Toulaev » ou « S'il est minuit dans le siècle », par exemple).

C'est à mon sens surtout parce que les luttes américaines malgré leur âpreté et leur violence gardent quelque chose d'humain. L'ouvrier se heurte là à des patrons qu'il voit, contre lesquels il lutte ouvertement, une opinion publique existe à laquelle il fait souvent appel. Il n'a à aucun moment l'impression de se battre contre une machine invisible et toute-puissante qui étouffe toute velléité d'organisation et de révolte.

Une telle atmosphère rendrait impossible l'existence même de mamans Jones et c'est un certain paradoxe de voir ce livre traduit avec sympathie par une militante de la C.G.T. et commenté par M. Crozier dans une préface qui nous a paru bien embarrassée par endroit et même quelque peu inexacte. — P. RUFF.

HISTOIRE DU 1^{er} MAI

Les Editions Sudel, 134, rue d'Assas, Paris (6^e), se proposent d'éditionner l'**HISTOIRE INTERNATIONALE DU 1^{er} MAI**, de notre camarade Maurice Dommanget. L'ouvrage, comportant vingt chapitres, déroule les étonnantes péripéties de la journée des travailleurs à travers le monde. C'est comme une histoire de la classe ouvrière, vue sous un angle particulier : l'angle de la conquête des huit heures, de l'union contre la guerre, de la grève générale, de la fête du Travail. Le volume de plus de 300 pages, format grand in-8°, sera vendu de 500 à 600 francs. Les acheteurs éventuels sont simplement priés de donner leurs noms à Sudel et les camarades soucieux de la diffusion de l'ouvrage de recueillir des noms d'acheteurs qu'ils communiqueront à Sudel.

Nos amis peuvent s'inscrire à la R.P. pour l'achat de cet ouvrage.

Un révolutionnaire jacobin : Charles Delescluze, par Marcel DESSAL. Bibliothèque d'histoire économique et sociale dirigée par G. Bourgin, E. Dolléans, E. Labrousse. Librairie Marcel Rivière, 31, rue Jacob, Paris (6^e), 444 p., 900 fr.

Les tueries ont éclaboussé l'histoire. Pourquoi le drame de la Commune, vieux de 80 ans, a-t-il le privilège de nous émouvoir ? Les laves poussées par le feu populaire ont crevé la croûte encore inconsistante du monde capitaliste, et c'est une victoire que nous rappelons chaque année. Et aussi le souvenir de nos martyrs. Notre piété s'accroche à quelques noms : Eugène Varlin, Charles Delescluze, symboles des deux grands courants dont la Commune s'est nourrie.

C'est à la vie du militant républicain que M. Dessal a consacré son ouvrage et l'on ne sait ce qu'il faut admirer du talent de l'auteur, ou le pouvoir de modeler, à l'aide d'une documentation précise, puisée à des sources nombreuses, lettres, rapports, imprimés, la belle figure de Delescluze, ou la rigueur toute scientifique avec laquelle il décrit cette période de la vie républicaine qui va de 1830 à 1871.

La vie de Delescluze est une coulée de jacobinisme qui traverse l'exubérante pensée sociale d'avant la Commune. Vie ardente, exemplaire, tout entière au service de l'idéal révolutionnaire de 1793. Delescluze est le type du militant probe, imitoyable dans ses jugements, ignorant des nuances et des complaisances serviles, insoucieux des haines, optimiste toujours et puisant dans la défaite et le malheur des raisons d'espérer. « C'est bon pour nous, lutteurs obstinés, qui avons usé la monarchie de Louis-Philippe par nos infatigables résistances, de combattre même sans espoir, pour obéir à notre conscience, à la foi qui nous pousse. » Comment un tel homme a-t-il pu demeurer plus de vingt années dans l'ombre étriquée d'un Ledru-Rollin dévalué qu'il dominait par son intelligence, son savoir et son dévouement à la cause républicaine ?

On a voulu faire de lui un incapable, tout juste bon à écrire des proclamations dont la dernière, la plus fameuse, aurait sonné le glas de la Commune : « Citoyens, assez de militarisme, plus d'états-majors galonnés et dorés sur toutes les coutures ! Place au peuple, aux combattants, aux bras nus ! » Monsieur Dessal n'avait pas besoin de justifier l'attitude du délégué à la guerre. Nous savons bien que Delescluze ne s'est pas trompé, il est si facile après coup de jouer les stratèges : nous savons bien que la Commune ne s'est pas trompée et qu'elle n'a pas été vaincue.

La mort de Delescluze est à l'image de sa vie : elle en est l'admirable et poignante conclusion. Pendant quarante ans le dernier des jacobins lutta quasi solitaire, et à l'heure de mourir il abandonne la fraternité du combat pour s'en aller, seul, vers la barricade du boulevard Voltaire. — L. LERAY.

« PACIFIC »

Le premier numéro spécial de cette nouvelle revue présente en 54 pages un sommaire varié sur les problèmes culturels politiques et sociaux de l'Asie. Les articles sont en français ou en anglais à l'exception de certains traduits dans les deux langues.

Le but de la revue : provoquer le courant d'opinion qui permettra la **fédération démocratique et socialiste des peuples libres d'Asie**. Si le colonialisme est mort, il faut voir par delà. Il faut la paix à l'Asie (et au monde) pour qu'à la misère des peuples exploités succède le mouvement de construction d'un véritable socialisme qui sera la vraie réponse de l'Asie au stalinisme.

Ce premier numéro fait peut-être une trop grande place à certain aspect politique des problèmes : l'Asie à l'O.N.U. On attend mieux des suivants sur le problème agraire en Asie et sur les problèmes de la planification économique. Les articles économiques et culturels de ce premier numéro largement illustré, sur l'Inde, l'Indonésie, le Viet-Nam, la Chine et la Birmanie apportent déjà une utile documentation aux ignorants des choses de l'Est que sont beaucoup d'Européens.

Des numéros ordinaires intercalaires suivront de plus près les problèmes de l'actualité.

Beaucoup de nos lecteurs trouveront intérêt à lire cette revue et voudront en aider les courageux rédacteurs. — G. W.

Faits et Documents

L'expérience du père Tourre

Dans le numéro d'Esprit consacré il y a quelques mois à la condition prolétarienne et à la lutte ouvrière, Jean Foresta évoque une vieille histoire dont fut victime un mineur de la Grand-Combe :

Après la première grève de 1897, qui avait été générale, le patronat monta une seconde grève artificielle, prêchée par des agents provocateurs qui disparurent dès le début du mouvement. Le piège avait été éventé. Néanmoins la toute-puissante compagnie bouillière congédia tous les ouvriers dont les enfants allaient à l'école laïque. Le père Tourre avait quatre garçons. Il dut aller dans les parages chercher une embauche problématique en même temps qu'une maison où abriter les siens. Pendant des années, il traîna sa misère. Ses vieux parents, partagés entre la compassion et le courroux du bon sens, multiplièrent les démarches à la direction. Un jour ils rayonnèrent. Le plus libéral des co-directeurs, Bonnevey, leur avait dit : « Eh bien ! qu'il revienne ! »

Le père Tourre revint, en effet. Il prit le chemin du château. Quand il se fut présenté, le libéral Bonnevey le toisa : « Ah ! te voilà. La faim te ramène. Tu veux manger. Soit. On te trouvera quelque chose. La Compagnie, cette fameuse Compagnie, hein, est bonne fille. Eh bien ! voilà. Tu viendras travailler lundi. Seulement, demain, tu iras à la sortie de la grand-messe, n'est-ce pas ? Et tu distribueras des prospectus. Entendu ? » La mort dans l'âme, le père Tourre s'inclina.

Le lendemain il distribua les prospectus. On ne lui avait pas dit qu'ils portaient une invitation à voter pour le député réactionnaire de Ramel. Le père Tourre pleurait en les donnant, le visage détourné pour ignorer son geste et ne pas voir son humiliation dans le visage des dévôts qui riaient de lui.

Les mineurs de la Grande-Combe et d'ailleurs ont beaucoup de pères Tourre à venger.

La Vie des Cercles

BULLETIN DE ZIMMERWALD

L'assistance à la réunion du 6 avril n'a pas été aussi nombreuse qu'aux réunions précédentes, par suite des vacances de Pâques. Les absents ne pourront que regretter de n'avoir pas entendu l'intéressant exposé du camarade Solano, secrétaire du F.O.U.M. pour la région parisienne.

Solano examina avec soin les trois questions dominantes de la situation en Espagne : les grèves du printemps dernier ; la répression actuelle ; l'alliance des Etats-Unis avec Franco. Alors qu'à l'origine des grèves il n'y avait pas la moindre influence stalinienne, tout aujourd'hui semble se conjuguer en faveur du renforcement du stalinisme. Celui-ci dispose de plus de vingt postes d'émission radiophonique ; il n'y en a pas d'autre ; les stalinienens peuvent donc à loisir étendre leur propagande dans le peuple espagnol.

Comme de coutume, l'exposé fut suivi d'un débat auquel prirent notamment part : Walusinski, Lucienne Rey, Cordier, Ho, Arquer. Souhaitons que, bientôt, le camarade Solano nous donne, dans la R.P., un résumé de sa conférence.

ASSEMBLEE DU 4 MAI

La réunion de ce mois-ci est réservée à la première assemblée des membres du Cercle telle qu'elle est prévue à l'article 22 des statuts provisoires (Voir R.P. de janvier 1952).

Tous les adhérents sont donc conviés pour le dimanche 4 mai 1952, à 15 heures, salle des Nymphes 78 rue de l'Université, Paris (7). Métro : Solferino.

- 1° Ratification des statuts ;
- 2° Election du Conseil d'administration ;
- 3° Compte rendu financier au 31 mars 1952 ;
- 4° L'activité du Cercle.

CERCLE PELLOUTIER

Le travail du Cercle s'organise. Il s'est d'abord attaché à faire plus vivante la rubrique de la Renaissance du Syndicalisme dans la R.P. Des réunions sont en préparation où seraient discutés : « l'esprit du syndicalisme », l'ouvrage de Collinet ; une autre : les perspectives du syndicalisme espagnol. Les camarades intéressés peuvent demander au Cercle à être convoqués.

De front doivent être menés les efforts pour nous donner à nous-mêmes et pour nous-mêmes les moyens de refaire un syndicalisme actif et les études pour que ce syndicalisme soit capable. Rien de moins académique. Rien de moins « théorique ».

Rappelons l'adresse du Cercle : 32, rue de la Fontaine-au-Roi, Paris (11). — Petite rectification : adresser les cotisations au trésorier Molinier ; le C.C.P. ne peut être encore utilisé. Adresser la correspondance au secrétaire Walusinski.

ENTRE NOUS

ADMINISTRATION

Mars, avril, mai, sont de gros mois pour les renouvellements d'abonnement. Beaucoup de nos camarades y pensent et nous les remercions : ils assurent à la revue sa vie indépendante et leur ponctualité facilite considérablement les tâches d'administration.

Ce qui veut dire aussi bien que les retardataires manquent à la camaraderie. Sans le vouloir, bien sûr. Mais quand le copain envoie des cartes-remboursement ou rappelle, sur la bande d'envoi, l'échéance de l'abonnement, il peste contre ces négligents. Camarades abonnés qui ne lisez pas les bandes d'expédition, pensez à ceux qui les écrivent !

MOUVEMENT DES ABONNES

Ce mouvement marque ce mois-ci un fâcheux recul. On peut en donner deux causes.

Un lot de cartes-remboursement a rappelé à l'ordre les plus négligents des retardataires. Recevoir une telle carte est désagréable, c'est vrai. Mais comment avoir, autrement, un fichier en ordre ? Se désabonner ainsi, dans un mouvement d'humeur, n'est pas sérieux. Ne pas prendre la peine d'aller la payer à la poste l'est encore moins. Disons donc que la « R.P. » perd, de cette façon, certains abonnés qui ne mesurent pas, pour ce qu'il est, notre effort.

Il y en a d'autres qui manifestent parfois mais généralement indirectement leur désaccord. Nous secouons avec un peu trop de violence des situations établies. Argument le plus fréquent : vous risquez d'affaiblir les remparts péniblement dressés contre le stalinisme. Drôles de remparts, s'ils ne résistent pas même à nos critiques ! Quoi qu'il en soit, la « R.P. » perd ainsi des abonnés timorés ou qui s'étaient mépris sur nos idées.

Rien de cela n'est nouveau. Nous continuerons et nous publierons encore les lettres de désabonnement motivées, même si l'auteur en récolte une publicité imprévue. Mais il y a un travail à faire pour combler les vides. Quand on mécontente les uns, on satisfait les autres. Mais il ne suffit pas de dire ou de penser : « oui ; d'accord ! » ; il faut diffuser la « R.P. », la faire connaître aux copains, envoyer des listes d'abonnés possibles. Attention, on s'endort, dans ce domaine ; alors qu'il faut en mettre un coup !

Les assemblées syndicales sont une bonne occasion. Ne la laissez-t-on pas trop souvent passer ? Il arrive bien qu'on nous cite, surtout du côté des adversaires. Et les amis ? Trop timides ? Ils auraient tort. Qu'ils essayent donc. Ils verront qu'on leur demandera des tuyaux. S'ils ont un numéro de la R.P. en réserve, ils auront vite trouvé des abonnés nouveaux.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes »,
232, rue de Charenton, Paris-12^e

LES FAITS DU MOIS

MERCREDI 26 MARS. — En Tunisie, sur l'ordre du résident général, arrestation de quatre ministres tunisiens.

Bagarres à Rome à la suite des incidents de Trieste.

JEUDI 27. — Grèves à Tunis, à Sousse et dans plusieurs villes de Tunisie.

VENDREDI 28. — Le bey de Tunis « nommé » un nouveau premier ministre.

SAMEDI 29. — L'Organisation mondiale de la Santé offre d'assister la Corée du Nord dans la lutte contre les épidémies.

DIMANCHE 30. — Le président Truman annonce officiellement qu'il ne serait pas candidat à la présidence des U.S.A.

Sanglantes bagarres à Tanger pour le 40^e anniversaire du protectorat sur le Maroc.

Exécution en Grèce de quatre condamnés politiques. Démission de quatre ministres.

JEUDI 4 AVRIL. — Ouverture à Moscou de la Conférence économique internationale à laquelle assistent cinq cents délégués.

Elections aux conseils de comtés en Angleterre. Victoire travailliste.

MARDI 8. — L'Assemblée nationale vote la confiance par 325 voix contre 256.

MERCREDI 9. — L'ordre de grève lancé dans les aciéries américaines est suspendu, le gouvernement ayant réquisitionné les entreprises.

Par 299 voix contre 236 et 75 abstentions, l'Assemblée nationale renvoie le débat sur l'échelle mobile.

VENDREDI 11. — Révolution en Bolivie.

SAMEDI 12. — Les élections égyptiennes renvoyées sine die.

MARDI 15. — A Saigon, 300 bombes d'avions entreposées dans un abri souterrain du champ d'aviation explosent : action de guerre du Viet Minh.

MERCREDI 16. — Le président du Conseil invite les préfets à contrôler le niveau des salaires.

VENDREDI 18. — Grève d'un million de travailleurs japonais pour protester contre les projets de loi contre « les menées subversives ».

Le patronat belge rejette les demandes syndicales d'augmentation de salaires.

Election des délégués mineurs. Recul de la C.G.T. dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais.

LUNDI 21. — Grève des marchands de journaux à Paris.

D'où vient l'argent ?

DU 21 MARS AU 20 AVRIL 1952

RECETTES	
Abonnements :	
Ordinaires	84.132
Soutien	32.500
	<hr/>
Souscription R.P.	7.720
Vente	5.137
Publicité	4.000
Souscription pour les Tunisiens ..	10.120
	<hr/>
	143.609
Caisse et chèques postaux	59.255
	<hr/>
	202.864
DEPENSES	
Impression et papier	90.394
Timbrage, routage, expédition	8.324
Téléphone	1.565
Frais généraux	475
Frais sur abonnements	1.646
	<hr/>
Solde au 20 avril	102.404
Caisse	7.538
Chèques postaux	92.923
	<hr/>
	100.460
	<hr/>
	202.864

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Bory (Seine-et-Oise) 1000 ; Bouvier (Hautes-Alpes) 1000 ; Faucier (Seine-et-Oise) 1000 ; Marthe Fichorel (Paris) 1000 ; Bourrillon (Paris) 1500 ; Fuvet (Rhône) 1000 ; Delbès (Paris) 1000 ; Oisuffret (Alpes-Maritimes) 1000 ; Roessel (Paris) 1000 ; Darmagnan (Seine) 1000 ; Charbit (Haute-Garonne) 1000 ; Clermonté (Seine) 1000 ; Borias (Gard) 1000 ; Boudet (Paris) 1000 ; Guillet (Pas-de-Calais) 1000 ; Vedei (Seine-et-Oise) 1000 ; Wipff (Paris) 1000 ; Lagain (Côtes-du-Nord) 1000 ; Maurice Dueros (Paris) 2000 ; J. Marie (Seine) 1000 ; Delusme (Seine) 2000 ; F. Langue (Tunisie) 1000 ; Marlon (Morbihan) 1000 ; Sirieix (Rhône) 1000 ; Albenque (Alger) 1000 ; Berlot (Seine) 1000 ; Woerler (Suisse) 1000 ; Watusinski (Paris) 1000 ; Garchery (Eure) 1000 ; Gonin (Loire) 1000. — Total : 32.500 francs.

LA SOUSCRIPTION

Rozet (Loire) 300 ; Leclerc (Paris) 100 ; Poussel (Bouches-du-Rhône) 150 ; Poethler (Doubs) 100 ; Luas (Yonne) 300 ; F. Martin (Drôme) 500 ; Gravel (Seine-et-Oise) 200 ; Tollel (Paris) 100 ; Buissonnière (Allier) 200 ; En souvenir de Baldacci 1000 ; Prieur (Paris) 100 ; Le Gall (Seine-Inférieure) 100 ; Caubel (Loiret) 100 ; Chasson (Ardèche) 100 ; Seguy (Bouches-du-Rhône) 200 ; Laplaud (Haute-Vienne) 100 ; Nicolas (Finistère) 120 ; Le Coutaller (Morbihan) 100 ; Pézy (Loir-et-Cher) 100 ; Chevanca (Côtes-du-Nord) 100 ; Gourlay (Finistère) 200 ; Médina (Seine-et-Oise) 100 ; Barbet (Somme) 100 ; Caps (Gironde) 200 ; Bertola (Tunisie) 1000 ; Cortel (Côte d'Or) 50 ; Garchery (Eure) 1000 ; L. Diez (Chili) 1000. — Total : 7.720 francs.

Mouvement des abonnés

Situation au 28 mars	1412
Abonnements nouveaux	8
	<hr/>
Désabonnements et suppressions	1420
	<hr/>
Situation au 28 avril	1366

Les abonnements nouveaux

Seine 2 ; Loire-Inférieure 1 ; Nord 1 ; Var 1 ; Pays-Bas 2 ; Suisse 1. — Total : 8.

CRAPOUILLOT

Directeur
J. GALTIER-BOISSIÈRE

Dernières publications :

HISTOIRE DE LA GUERRE, 5 tomes illustrés : 2.000 fr. — BOBARDS 39-45 : 400 fr. — LES RÊVES : 400 fr. — LA SEXUALITÉ À TRAVERS LES ÂGES : 400 fr. ... À TRAVERS LE MONDE : 400 fr.

Chez tous les libraires
ou envoi franco de port par

CRAPOUILLOT

3, Place de la Sorbonne

Paris V^e - Tél. ODE. 87-91 - Ch. P. 417-26

PREUVES

CAHIERS MENSUELS

entendent défendre et illustrer la liberté la plus gravement menacée dans notre siècle : celle de la réflexion critique et créatrice, rebelle aux propagandes et aux mots d'ordre partisans

PREUVES

publie dans chaque numéro

- des essais, des études, des œuvres littéraires d'écrivains libres, français et étrangers ;
- des informations et des commentaires sur la vie politique et intellectuelle dans le monde ;
- des documents sur l'oppression totalitaire, partout où elle agit, camouflée ou brutale, au détriment de la culture ;
- des chroniques très variées, qui constituent autant de Repères pour « l'honnête homme ».

PREUVES : 41, avenue Montaigne, Paris-VIII^e — Tél. : ELY. 56-61 et 56-63
Le numéro de 64 pages illustrées 21 x 27 : 70 francs — C.C.P. Paris 178-00

SPECIMEN GRATUIT SUR DEMANDE

LA DOCUMENTATION ÉCONOMIQUE ET SYNDICALE

Coopérative d'édition et de librairie

198, AVENUE DU MAINE PARIS-XIV^e

C. C. P. 5450.00 Paris — SUP. 66-71

Francs

Michel Collinet : Esprit du syndicalisme	550
<i>(Devant l'éclatement des syndicats ouvriers français, l'esprit syndicaliste doit s'adapter à une situation nouvelle)</i>	
Pierre Hamp : Hormisdas le Canadien	420
<i>(De la série « La peine des hommes », roman à la fois social, humain et psychologique, qui nous apprend beaucoup de choses sur le Canada)</i>	
Alain Gheerbront : L'expédition Orénoque-Amazone	825
<i>(Relation de la prodigieuse aventure dans les lieux absolument inconnus de la Colombie, du Venezuela et du Brésil)</i>	
Romain Rolland : Inde	2.000
<i>(Journal posthume de R. Rolland, un volume in-4° couronne sous belle présentation, 36 pages d'appendices et 7 pages d'index des noms cités)</i>	
Jean Fourestié : Prix de vente et prix de revient	180
<i>(Recherches sur l'évolution des prix en période de progrès techniques)</i>	
Henri Guittou et Jacques E. Mertens : Congrès des économistes de langue française	540
<i>(Stagnation et croissance économiques, la politique du plein-emploi et ses limites)</i>	
James Edward Meade : Plans et prix entre socialisme et libéralisme	500
<i>(Bibliothèque générale d'économie politique)</i>	

PASSEZ VOS COMMANDES EN VOUS RECOMMANDANT
DE « LA REVOLUTION PROLETARIENNE »